

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

TOME 93.

N° 3

MARS 1905

## PREMIÈRE PARTIE

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

#### ITALIE — SUISSE

##### Traité de commerce entre la Suisse et l'Italie

conclu le 13 juillet 1904 (1)

##### Texte original

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le Roi d'Italie, animés d'un égal désir de resserrer les liens d'amitié et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un nouveau traité et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse : Monsieur *J.-B. Pioda*, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse à Rome ; Monsieur le colonel *A Künzli*, conseiller national ; Monsieur *A. Frey*, conseiller national, vice-président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie ; Monsieur *E. Laur*, secrétaire de l'Union suisse des paysans.

Sa Majesté le Roi d'Italie : Son Excellence Monsieur *Tommaso Tittoni*, ministre des affaires étrangères ; Son Excellence Monsieur *Luigi Luzzatti*, ministre du trésor et ministre *ad interim* des finances ; Son Excellence Monsieur *Luigi Rava*, ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce ; Monsieur *G. Malvano*, sénateur, secrétaire général au ministère des affaires étrangères ; Monsieur *E. Pantano*, député au Parlement national ; Monsieur *N. Miraglia*, ancien député, ancien directeur général de l'agriculture ; Monsieur *G. Callegari*, inspecteur général du commerce et de l'industrie ; Monsieur *L. Lucioli*, directeur chef de division à la direction générale des douanes.

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

(1) Echange des ratifications, 28 décembre 1904.

**ARTICLE PREMIER.** — Les parties contractantes se garantissent réciproquement, en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des parties contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement, de tous les priviléges et faveurs que, sous les rapports précités, elle a concédés ou concéderait à une tierce puissance, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits fixés ou non dans le présent traité, aux entrepôts de douane, aux taxes intérieures, aux formalités et au traitement des expéditions en douane et aux droits d'accise ou de consommation perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, des cantons ou des communes.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic-frontière.

**ART. 2.** — Les parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, ou de transit.

Des exceptions à cette règle pourront avoir lieu dans les cas suivants :

1. Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre;
2. Pour des raisons de sûreté publique;
3. Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ainsi que des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles;
4. Par égard aux monopoles d'Etat.

**ART. 3.** — Dans les échanges entre les deux pays, les droits d'entrée et de sortie des articles désignés dans les annexes A à D ne pourront dépasser les taux qui y sont indiqués.

Les parties contractantes se réservent réciproquement le droit de percevoir les droits d'entrée et de sortie en or, tout en se garantissant, à cet égard, le traitement de la nation la plus favorisée.

Si l'une des parties contractantes frappe les produits d'un tiers pays de droit plus élevés que ceux fixés dans le présent traité, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits conventionnels aux marchandises provenant de l'autre partie, de la présentation de certificats d'origine.

Lesdits certificats pourront émaner de l'autorité locale du lieu d'exportation ou du bureau de douane d'expédition, soit à l'intérieur, soit à la frontière, des chambres de commerce ou bien d'un agent consulaire. Au besoin, ils pourront même être remplacés par la facture, si les Gouvernements respectifs le jugent convenable.

L'émolument pour la délivrance ou le visa des certificats d'origine et autres documents constatant l'origine des marchandises ne pourra dépasser 50 centimes par pièce.

**ART. 4.** — Les marchandises de toute nature, en transit, seront réciproquement affranchies de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées et rechargées.

Les parties contractantes s'engagent en outre à ne pas soumettre le transit à des formalités ou autres mesures qui seraient de nature à l'en-traver.

**ART. 5.** — Les droits de dédouanement aux bureaux des points-frontière italo-suisse ne pourront dépasser, pendant la durée du présent traité, les taux fixés par les tarifs actuellement en vigueur concernant soit les taxes dévolues à l'administration douanière, soit les taxes à percevoir pour le compte des chemins de fer.

Il est entendu, en outre, qu'il ne pourra être prélevé, pendant la durée du traité, aucune taxe de dédouanement non expressément indiquée dans lesdits tarifs.

**ART. 6.** — En cas de dédouanement de marchandises volumineuses et lourdes, taxées au poids brut, qui sont chargées sur des wagons sans récipients et y sont fixées au moyen d'échafaudages ou d'autres installations appliqués sur les wagons d'une manière fixe ou passagère, le droit sera perçu sans tenir compte du poids des échafaudages ou installations pourvu que ces derniers n'aient évidemment d'autre but que d'adapter le wagon au transport de cette espèce de marchandises et de les y tenir bien fixes durant le voyage.

Dans ce cas, les échafaudages ou installations seront considérés comme parties intégrantes des wagons.

Toutefois, les douanes auront la faculté d'exiger une garantie pour le montant du droit auquel les échafaudages ou installations seraient assujettis s'ils étaient importés séparément.

**ART. 7.** — Les droits grevant la production, la préparation ou la consommation d'un article quelconque ne peuvent être plus élevés ou plus onéreux pour les articles importés de l'un des deux pays dans l'autre que pour les produits indigènes.

Cette disposition ne s'applique pas aux marchandises qui font l'objet d'un monopole d'Etat, non plus qu'aux matières premières propres à leur fabrication.

**ART. 8.** — Les droits ainsi que les taxes intérieures grevant la production ou la préparation des marchandises peuvent être restitués, en tout ou en partie, lors de l'exportation des produits qui les ont acquittés ou des marchandises qui ont été fabriquées avec ces produits.

Chacune des parties contractantes s'engage, par contre, à ne pas accorder de primes d'exportation pour aucun article et sous quelque titre ou quelque forme que ce soit, sauf consentement de l'autre partie.

**ART. 9.** — Les produits constituant l'objet de monopoles d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée complémentaire, même dans le cas où les produits ou les matières similaires indigènes n'y seraient pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Les deux Gouvernements se réservent la faculté de frapper les produits alcooliques ou fabriqués avec de l'alcool, d'un droit équivalent aux charges fiscales dont est grevé, à l'intérieur du pays, l'alcool employé.

**ART. 10.** — Pour le cas où l'Italie introduirait le contrôle obligatoire des articles d'orfèvrerie, de bijouterie et d'horlogerie (montres et boîtes de montres) en or ou en argent, les articles de l'espèce importés de Suisse ne paieront pas des taxes plus élevées que les objets de fabrication indigène et les formalités de contrôle seront simplifiées autant que possible.

**ART. 11.** — Les parties contractantes s'engagent à maintenir, dans les principales avenues des routes qui relient les deux Etats, des bureaux-frontière dûment et suffisamment autorisés à percevoir les droits de douane et à faire les opérations relatives au transit sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Les formalités pour les expéditions, nécessaires à tout genre de trafic, seront de part et d'autre simplifiées et accélérées autant que possible.

**ART. 12.** — Afin de faciliter la circulation à la frontière, il a été convenu d'affranchir réciproquement de tous droits d'importation, d'exportation ou de circulation les produits suivants des propriétés situées dans une zone de dix kilomètres de chaque côté de la frontière :

Les céréales en gerbes ou en épis ;

Les foins, la paille et les fourrages verts ;

Les fruits frais, y compris les raisins frais ;

Les légumes verts.

Seront également affranchis : le fumier, les détritus de marais, les boues végétales, la lie et le marc de raisin, le résidu des gâteaux de cire, le sang des bestiaux, les semences, plantes, perches, échalas, la nourriture journalière des ouvriers, les animaux et les instruments agricoles de toute sorte ; tout ceci servant à la culture de ces propriétés, et sous réserve du contrôle et de la faculté de la répression en cas de fraude.

Les propriétaires ou cultivateurs de ces terres, domiciliés dans l'autre État, jouiront généralement, quant à l'exploitation de leurs biens, des mêmes avantages que les nationaux habitant la localité, à la condition qu'ils se soumettront aux règlements administratifs ou de police applicables aux ressortissants du pays.

**ART. 13.** — Pour favoriser le trafic spécial qui s'est développé entre les deux pays voisins et notamment entre les pays de frontière respectifs, franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie est accordée au bétail conduit d'un territoire à l'autre, aux marchés, à l'hivernage et aux pâturages des alpes. Sont toutefois réservées les prescriptions et stipulations en vigueur ou à intervenir.

**ART. 14.** — Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai de six mois et de la preuve d'identité, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1. Pour les objets à réparer ;

2. Pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce ;

3. Pour les sacs, caisses, tonneaux, paniers et autres récipients semblables, signés et ayant déjà servi, importés vides pour être réexportés remplis ou réimportés vides après avoir été exportés remplis ;

4. Pour les outils et instruments introduits par des ouvriers envoyés en Italie par une maison suisse, ou en Suisse par une maison italienne, pour

y accomplir des travaux de montage, de réparation ou autres semblables ;

5. Pour les parties de machines expédiées de l'un des deux pays dans l'autre, à l'essai (tels que arbres destinés à être adaptés aux paliers, etc.) et qui, après avoir été retournées dans le pays d'origine, doivent être réexpédiées dans l'autre pays avec la machine complète.

En cas de besoin prouvé, le délai ci-dessus sera étendu à douze mois.

**ART. 15.** — Le porteur d'une carte de légitimation pour voyageurs de commerce délivrée par les autorités de l'une des parties contractantes peut, en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre, y prendre des commandes auprès des commerçants ou des personnes qui font un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis à ce titre à aucun droit ou impôt. Il est loisible audit porteur de prendre avec lui des échantillons, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela est permis aux voyageurs de commerce indigènes,

Quant aux voyageurs de commerce qui recherchent des commandes chez d'autres personnes que celles mentionnées ci-dessus, ils sont traités sur le même pied que les nationaux.

Le formulaire des cartes de légitimation pour voyageurs de commerce est consigné dans l'annexe E du présent traité.

**ART. 16.** — Les parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les sociétés anonymes ou autres, commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, dans toute l'étendue des Etats et possessions de l'autre puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois (y compris les lois financières) desdits Etats et possessions.

**ART. 17.** — Les parties contractantes s'engagent à examiner d'un accord commun et amical le traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie à l'égard des assurances ouvrières dans le but d'assurer, par des arrangements opportuns, aux ouvriers des nations respectives dans l'autre pays un traitement qui leur accorde des avantages autant que possible équivalents.

Ces arrangements seront consacrés indépendamment de la mise en vigueur du présent traité, par un acte séparé.

**ART. 18.** — Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation du présent traité, y compris les annexes A à F, et que l'une des parties contractantes demande qu'elles soient soumises à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre partie devra y consentir, même pour la question préjudiciable de savoir si la contestation se rapporte à l'interprétation du traité. La décision des arbitres aura force obligatoire.

**ART. 19.** — Le présent traité sera mis en vigueur ainsi qu'il suit :

1. Les articles 1 à 21 du texte du traité et les dispositions additionnelles (annexe F) s'y rapportant ;

Les annexes A et B « Droits à l'entrée en Italie » et « Droits à la sortie d'Italie » ainsi que les dispositions additionnelles (annexe F) se rapportant à ces deux annexes : le 1<sup>er</sup> juillet 1905.

2. Les annexes C et D « Droits à l'entrée en Suisse » et « Droits à la sortie de Suisse », ainsi que les dispositions additionnelles (annexe F) se rapportant à ces deux annexes : *à la date de la mise en vigueur de la loi fédérale sur le tarif des douanes, du 10 octobre 1902*, date qui sera notifiée au Gouvernement italien trois mois à l'avance.

Les stipulations correspondantes du traité de commerce du 19 avril 1892 sont maintenues en vigueur jusqu'aux dates ci-dessus énoncées et elles cesseront de ressortir leurs effets ainsi qu'il suit :

Les articles 1 à 16 et les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture, le tarif B « Droits à l'entrée en Italie » et le tarif D « Droits à la sortie d'Italie », ainsi que les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture : *le 30 juin 1905*.

Le tarif A « Droits à l'entrée en Suisse », ainsi que les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture et le tarif C « Droits à la sortie de Suisse » ; *à la date de la mise en vigueur de la loi fédérale précitée*.

**ART. 20.** — Le présent traité restera exécutoire jusqu'au 31 décembre 1917. Dans le cas où aucune des parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant ladite date, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

**ART. 21.** — Le présent traité, y compris les annexes A à F, qui en font partie intégrante, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et revêtu de leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le treize (13) juillet mil neuf-cent quatre (1904).

(L. S.) Signé : J.-B. PIO DA.

(L. S.) Signé : A. KÜNZLI.

(L. S.) Signé : Alfred FREY.

(L. S.) Signé : Ernest LAUR.

(L. S.) Signé : TITTONI.

(L. S.) Signé : L. LUZZATTI.

(L. S.) Signé : L. RAVA.

(L. S.) Signé : G. MALVANO.

(L. S.) Signé : E. PANTANO.

(L. S.) Signé : N. MIRAGLIA.

(L. S.) Signé : G. CALLEGARI.

(L. S.) Signé : L. LUCIOLLI.

**Annexe A****Droits à l'entrée en Italie**

**N.-B. Les lettres et chiffres figurant après le texte de chaque position signifient :**

*g* : le taux du tarif général italien ;

*c* : le taux du tarif conventionnel italien, fixé par les traités avec l'*Allemagne* et l'*Autriche-Hongrie*, du 6 décembre 1891, avec la *Suisse*, du 19 avril 1892, ainsi que par l'arrangement commercial avec la *France*, du 21 novembre 1898.

Les droits qui ont été réduits par le présent traité sont imprimés en caractères **mit-gras**, ceux qui ont été augmentés, sont accompagnés du signe +.

**Lorsqu'aucune observation n'est faite, les droits actuels sont sans changement.**

| Numéros<br>du tarif<br>italien | Dénomination des marchandises   | Droits<br>Lires      |
|--------------------------------|---|----------------------|
| ex 5                           | L'eau-de-cerises jusqu'à concurrence de 200 hectolitres par an, et l'absinthe jusqu'à concurrence de 400 hectolitres par an, sont admises au droit réduit de 25 lires l'hectolitre, à la condition que l'origine de ces produits soit justifiée par des certificats délivrés par les autorités compétentes. | Les 100 kg.          |
|                                | Importées en bouteilles, ces liqueurs seront admises au droit de 25 lires le cent si les bouteilles ont une capacité de plus d'un demi-litre, mais ne dépassant pas le litre, et au droit de 18 lires le cent si les bouteilles ont une capacité d'un demi-litre ou moins.                                  |                      |
|                                | La surtaxe sera perçue à raison de 70 degrés, sans égard à la force alcoolique effective de la liqueur (1).   |                      |
| ex 12 ex b                     | Mélasse torréfiée (g 15.-, c 8.-; surtaxe de fabrication : 50.- par 100 kg.).....   | 6.—                  |
|                                | Ad ex 12 ex b. — N'est admise au droit de 6 lires que la mélasse torréfiée présentée en petits paquets comme un succédané du café.  |                      |
| ex 16                          | Confiseries et bonbons au sucre (g 125.-, c 100.-).....   | 100.—                |
| ex 16                          | Lait en blocs ou pains d'au moins 10 kg. :<br>non sucré (g 15.-).....<br>avec addition de sucre :<br>— jusqu'à 40 % (g 125.-, c 80.-).....<br>— de 41 à 60 % (g 125.-).....   | 10.—<br>40.—<br>60.— |
|                                | Ad ex 16. — Dans la taxation du lait en bloc ou pains, il n'est pas tenu compte de l'enveloppe dont il est recouvert (beurre de cacao ou autres substances), pourvu   |                      |

(1) Les droits du tarif général sont les suivants : en fûts 60 lires par hl. ; en bouteilles de plus de 1/2 litre et jusqu'à 1 litre 60 lires le cent, en bouteilles de 1/2 litre ou moins 45 lires le cent.

Les droits du tarif conventionnel actuel sont identiques à ceux du nouveau traité, mais ne sont valables que pour une quantité annuelle de 100 hl. d'eau-de-cerises et de 100 hl. d'absinthe.

La surtaxe interne grevant l'alcool (soprattassa di fabbricazione) est de 180 lires par hl. d'alcool anhydre ; elle est toujours perçue sur la base d'une force alcoolique minimum de 70° (126 lires par hl. de liquide).

|       |  |          |
|-------|--|----------|
|       | que cet enduit ait simplement pour but de préserver les 100 kg. les blocs ou pains.  |          |
| ex 16 | Lait condensé ou concentré avec addition de sucre ne dépassant pas les 40 % (g 125.-, c 80.-).....   | 40.—     |
| ex 17 | Farine lactée avec addition de sucre ne dépassant pas les 33 % (g 60.-, c 42.-).....   | 33.—     |
|       | <i>Ad ex 17.</i> — Faculté est réservée à l'importateur de payer, au lieu du droit fixe de 33 lires, le droit en vigueur sur la farine de blé, augmenté du droit afférent à la quantité de sucre contenu dans le produit (1).  |          |
|       | <i>Ad ex 16 et ex 17.</i> — Dans la taxation du lait en blocs ou pains, du lait condensé et de la farine lactée, il n'est pas tenu compte du sucre contenu naturellement dans le lait (2).   |          |
| ex 19 | Cacao :  |          |
|       | b concassé, moulu ou en pâte (g 125.-, c 100.-).....   | 60.—     |
| 20    | Chocolat, même chocolat au lait (g 200.-, c 130.-)....   | 90.—     |
| ex 59 | Perchlorure d'étain, liquide et sec ( <i>Zinnsalz</i> ) (g 10.-; c : sec, 4.-) .....   | 4.—      |
| ex 59 | Carbure de calcium (g 10.-).....   | 4.—      |
|       | <i>Ad 70.</i> — Médicaments.   |          |
| 78    | Couleurs dérivées du goudron de houille ou d'autres substances bitumineuses :  |          |
|       | a à l'état sec (poudres, cristaux et morceaux) (g et c exempt.).....   | exemptes |
|       | b en pâte ou liquides (g et c exempt.).....  | exemptes |
|       | <i>Ad 78.</i> — Les couleurs dérivées du goudron (couleurs d'aniline, de naphtaline, de résorcine, d'anthracène, couleurs Vidal), rentrent dans le n° 78, lors même qu'elles contiennent des substances (p. ex. du chlorure de sodium dans une proportion de 50 pour cent au maximum, de l'acide acétique, de la dextrine, du sulfate de sodium, etc.), dont l'adjonction a seulement pour but d'affaiblir ou de fixer leur nuance ou d'en empêcher la précipitation dans le bain, ou bien de donner à la couleur d'autres propriétés similaires ayant l'effet de la rendre plus propre à son usage (3). |          |
| ex 83 | Encre :  |          |
|       | b de toute autre sorte (4) (g et c 15.-) .....   | 15.—     |

*Note générale concernant les catégories V. Chanvre,*

(1) La même disposition est déjà contenue dans le traité de 1892. Le droit actuel sur la farine de froment est de lires 12.30, celui sur le sucre de 1<sup>re</sup> classe de 99 lires les 100 kg.

(2) D'après le traité de 1892, cette disposition n'est valable que pour le lait condensé.

(3) D'après la pratique douanière actuelle, les couleurs d'aniline fabriquées avec des sulfures, tels que le noir Vidal, le noir immédial, sont exclues de la franchise et soumises au droit de 10 lires les 100 kg.

L'importation des couleurs contenant plus de 50 o/o de chlorure de sodium est prohibée en raison du monopole des sels.

(4) C'est-à-dire d'autre que d'imprimerie.

*lin, jute et autres végétaux filamenteux, excepté le coton ; VI. Coton ; VII. Laine, crin et poil ; VIII. Soie :*

1. Les nuances de couleur résultant de la couleur naturelle des matières premières employées, comme par exemple, la nuance brunâtre ou rougeâtre des fils fabriqués de coton égyptien (maco) et la nuance semblable des tissus fabriqués de ces fils ne sont pas considérés comme teinture (1).

2. N'est pas pris en considération, lors du dédouanement des tissus de laine et de soie (excepté le velours), le gaufrage (impression à sec) (2).

De même les petits châles de coton ou articles semblables de coton ayant une légère impression à sec sur leur bord, ne paieront pas de surtaxe à raison de cette impression à sec (3).

3. Ne sont pas prises en considération, lors du dédouanement des articles rentrant dans ces catégories, les franges tissées, même nouées (2).

4. Pour la constatation du nombre des fils des tissus de tout genre, il n'est pas tenu compte des lisières (4).

Pour la constatation du nombre des fils des mouchoirs et des tissus servant à la fabrication des parapluies et ombrelles, il n'est pas tenu compte des bordures (5).

5. Si, dans une même pièce de tissu, il y a des parties plus serrées résultant d'inégalités de fabrication, le compte des fils n'est pas basé sur les parties les plus serrées (3).

D'une manière générale, les fractions de fil sont négligées en comptant les fils pour établir la taxation des tissus (3).

6. Les mouchoirs et autres objets avec ourlets à jour de toute espèce constitués par la machine à coudre système Gegauf ou autres, ne sont pas envisagés comme brodés. Ces objets sont soumis au droit conventionnel du tissu, augmenté des surtaxes conventionnelles pour la confection (6).

### Chanvre, lin, jute, etc.

ex 94

Courroies et tuyaux :

et 1. imprégnés avec de l'huile ou d'autres matières gras-

(1) Même disposition que dans le traité de 1892.

(2) Cette disposition correspond à la pratique douanière actuelle.

(3) Même disposition que dans le traité de 1892.

(4) D'après la pratique douanière actuelle, les fils ne sont comptés dans les lisières tissées d'une manière plus serrée, que lorsqu'il s'agit de tissus, comme p. ex. étoffes pour pantalons et pour parapluies, dont les lisières ne sont pas coupées lors de leur confection (voir aussi l'annotation suivante).

(5) D'après le traité de 1892, cette disposition n'est valable que pour les tissus de coton servant à la fabrication des parapluies et des ombrelles, mais non à celle des mouchoirs.

(6) D'après la pratique douanière actuelle, certains ourlets à jour sont frappés de la surtaxe pour la broderie à point passé (260 lires par 100 kg.). Conformément à la nouvelle disposition du traité, le droit sur l'article entrant principalement en ligne de compte est réduit de 420 à 110 lires les 100 kg.

|              |  |             |
|--------------|--|-------------|
| <b>ex 95</b> | ses, même avec adjonction de matières colorantes   | Les 100 kg. |
|              | (g 30.-).....  | 30.-        |
| <b>2.</b>    | autres (g 75.-, c 66.40).....  | 60.-        |
| <b>ex 95</b> | <b>Tissus de lin :</b>   |             |
| <b>ex b</b>  | lessivés ou blanchis, unis, ayant en chaîne et trame,<br>dans un carré de 5 millimètres de côté :  |             |
|              | — plus de 10 jusqu'à 26 fils (g 97.50, c 66.40).....   | 66.40       |
|              | — plus de 26 jusqu'à 45 fils (g plus de 26 jusqu'à 40<br>fils 124.80, plus de 40 fils 158.60 ; c 84.-).....  | 84.-        |
| <b>ex e</b>  | ouvrés ou damassés, lessivés ou blanchis (g droit des<br>tissus unis plus 20.- ; c droit des tissus unis, sans<br>surtaxe). Droit conventionnel des tissus lessivés ou<br>blanchis, unis.  |             |
|              | <i>Note.</i> — Les tissus de lin, ouvrés et damassés, écrus,<br>ne seront en aucun cas soumis à des droits plus élevés<br>que ceux des tissus blanchis de la même catégorie (1).   |             |
|              | <i>Note générale concernant les tissus brodés.</i> (Ad 95 f,<br>118, 119 g, 138 e., 159). — 1. Ne sont pas prises en considération, lors du dédouanement des broderies et des articles brodés, la matière, la qualité et la couleur du fil à broder, en tant qu'il s'agit de fils en matières textiles(2). |             |
|              | 2. La surtaxe de couture pour les mouchoirs, volants et autres articles similaires, de tissus de coton ou de lin, brodés, seulement ourlés, est fixée à 15 lires les 100 kilogrammes (3).  |             |
|              | 3. Les dentelles chimiques (broderies aériennes) suivent le régime conventionnel qui leur est propre, même si elles sont en forme de galons ou de motifs, même raboutis ou superposés comme application, par broderie ou par couture (4).  |             |
|              | 4. Les droits convenus pour ces propositions sont applicables aux broderies et aux articles brodés, même s'ils sont festonnés ou découpés ( <i>ritagliati</i> ) (5).   |             |
|              | 5. Les tissus (tulle, mousseline, tarlatane, gaze, étamine, etc.) fixés légèrement sous les broderies et servant   |             |

(1) Même disposition que dans le traité de 1892.

(2) Généralement concordance avec le traité de 1892 et la pratique douanière actuelle.

Il y a lieu d'observer, toutefois, que les tissus de coton, de lin ou de laine brodés avec des fils de soie sont traités, d'après le répertoire du tarif général italien, comme broderies sur tissus mi-soie, si l'étoffe du fond est couverte entièrement ou sur sa plus grande partie par la broderie.

(3) Ces articles sont actuellement soumis, d'après le tarif général et dans la plupart des cas, à une surtaxe de 50 o/o. La surtaxe conventionnelle est de 10 o/o pour les mouchoirs de coton et généralement de 40 o/o pour les autres articles.

(4) Les broderies (dentelles) chimiques sont actuellement traitées comme les dentelles ; celles-ci paient 7 lires par kg. si elles sont en coton ou en lin, et 18 lires par kg. si elles sont en soie. Les broderies de l'espèce, rabouties en forme de motifs, ne sont pas frappées de la surtaxe de confection. — En ce qui concerne les nouveaux droits conventionnels pour les dentelles chimiques, voir les n° 118 b 1 et 159 b 2 de ce tarif.

(5) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle. Le traité de 1892 stipule déjà que le feston brodé encadrant les rideaux n'est pas considéré comme impliquant une surtaxe de couture.

uniquement à les préserver, sont exempts de droit (1). Les 100 kg.  
*Ad ex 96 a.* — Les bâches faites des tissus rentrant dans le n° 96 a sont soumises au droit de ces tissus augmenté de 10 % (2).

*Ad ex 96 ex et ad ex 120 ex b.* — Suivent le régime conventionnel de ces positions, les toiles de lin et de coton pour tentures (Salubra, Tekko, etc.), revêtues d'un enduit à base d'huile, en couleur, imprimées, bronzées ou gaufrées (3).

**ex 100** Tresses et laizes pour chapeaux, en fils collés de chanvre, de jute ou de ramie, même avec chaîne de fils de coton (g 130 -, c 110. -) ..... 65.—

**ex 104 Coton :**

*ex b* ouate de pansement (g 9. -) ..... 9.—

**ex 105 Fils simples :**

*ex a* écrus, mesurant par demi-kilogramme :

3. plus de 20,000 jusqu'à 30,000 mètres (g 30. -, c 27. -) ..... 24.—

4. plus de 30,000 jusqu'à 40,000 mètres (g 36. -, c 33. -) ..... 33.—

5. plus de 40,000, jusqu'à 50,000 mètres (g 45. -, c 42. -) ..... 42.—

6. plus de 50,000 jusqu'à 60,000 mètres (g 52. -, c 50. -) ..... 50.—

*c* teints, même Mercerisés (g droit des écrus plus 25.-)  
(Droit conventionnel des écrus augmenté de 15 lires les 100 kg.)

**ex 106** Fils retors, à simple torsion, mesurant par demi-kilogramme :

— jusqu'à 30.000 mètres (g et c droit des simples plus 17.-). (Droit conventionnel des simples augmenté de 31 lires les 100 kg.)

— plus de 30.000 mètres (g et c droit des simples plus 17.-). (Droit conventionnel des simples augmenté de 15 lires les 100 kg.)

*Ad ex 106.* — Suivent le régime conventionnel de cette position, les fils de coton retors à plusieurs torsions composés de deux fils élémentaires en première torsion, même s'ils sont blanchis ou teints (les teints Mercerisés ou non) et quelle que soit leur épaisseur (4).

(1) Ces tissus sont actuellement soumis au même droit que les broderies elles-mêmes.

(2) Le n° 96 a comprend les toiles de lin et de chanvre, huilées, goudronnées, etc. Déjà d'après le tarif conventionnel italien, actuellement en vigueur, les bâches pour véhicules et marchandises, confectionnées avec lesdites toiles, sont soumises à une surtaxe de couture de 10 o/o seulement (g. 50 o/o).

(3) Rentrent dans ces n° les toiles cirées de lin et de coton. Le droit actuel est de 90 lires les 100 kg. (tarif général). Les toiles pour tentures dites Salubra et Tekko sont admises déjà à ce droit.

(4) Comme dans le traité de 1892.

*Note générale concernant les tissus de la catégorie Les 100 kg.*

**VI.** — Sont considérés comme façonnés, les tissus dont la contexture (*intreccio*) est formée par plus de 20 fils de chaîne ou plus de 20 fils de trame (1).

**Ad 112-119 et 124.** — Sont considérés comme tissus blanchis et non teints, ceux qui ont reçu une nuance crème, bleuâtre, etc., par le procédé d'apprêtage (2).

**ex 112** Tissus écrus, unis :

|          |   |       |
|----------|---|-------|
| <b>b</b> | pesant 7 kilogrammes ou plus, mais moins de 13 kilogrammes par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté : |       |
| 1.       | 27 fils élémentaires ou moins (g 84.-, c 67.-)  | 67.—  |
| 2.       | plus de 27 jusqu'à 38 fils élémentaires (g 100.-, c 78.-)   | 78.—  |
| 3.       | plus de 38 fils (g 100.-, c 90.-).....  | 90.—  |
| <b>c</b> | pesant 3 kilogrammes ou plus, mais moins de 7 kilogrammes par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté :  |       |
| 1.       | 27 fils élémentaires ou moins (g 110.-, c. 90.-).....   | 90.—  |
| 2.       | plus de 27 jusqu'à 38 fils élémentaires (g 130.-, c 112.-).....   | 112.— |
| 3.       | plus de 38 fils (g 130.-, c 126.-).....   | 126.— |

**ex 112** Courroies de coton pur, non cousues :

|  |      |
|--|------|
| — imprégnées avec de l'huile ou d'autres matières grasses, même avec adjonction de matières colorantes (g 30.-)..... | 30.— |
| — autres (pour la plupart 74.-).....   | 60.— |

**ex 112** Feutre de coton, tissé pour la fabrication de la pâte de bois et de paille, de la cellulose et du papier, sans distinction de poids (g 62.-).....

60.—

**113** Tissus blanchis (unis, ouvrés, damassés, brochés) (g et c droit des écrus plus 20 %). (Droit conventionnel des écrus augmenté de 20 %).

**ex 113** Tissus de pansement en coton, chimiquement purs, même imprégnés de matières antiseptiques, en coupons de 5 mètres de longueur au plus ou en bandes de 10 mètres de longueur au plus (g 132. -, c 108. -).

90.—

*Note.* — Les tissus de pansement préparés avec des produits à base d'alcool pourront être soumis à une surtaxe équivalant aux charges fiscales dont est grevé en Italie l'alcool employé (3).

**114** Tissus en couleurs ou teints :

**a** unis :

— pesant 13 kg. ou plus par 100 mètres carrés (g et c

(1) Cette disposition correspond à la pratique douanière actuelle, selon laquelle sont considérés comme unis tous les tissus fabriqués avec lames ou moins (donc presque tous les tissus fabriqués à l'aide du mécanisme ratière).

(2) Dans le traité de 1892, cette disposition est limitée aux tissus ayant reçu une nuance bleuâtre par un procédé d'apprêtage.

(3) 180 lires par hl. d'alcool anhydre. Une disposition analogue est déjà contenue dans le traité de 1892.

|  |       |
|--|-------|
| droit des écrus plus 35. -). (Droit conventionnel des écrus augmenté de 35 lires les 100 kg.).   |       |
| — pesant 11 kg. ou plus, mais moins de 13 kg. par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :                  |       |
| 1. 27 fils élémentaires ou moins (g 119. -, c 102. -) :  |       |
| — non mercerisés.....  | 85.—  |
| — mercerisés.....  | 90.—  |
| 2. plus de 27 jusqu'à 38 fils élémentaires (g 135. -, c 113. -) :  |       |
| — non mercerisés.....  | 95.—  |
| — mercerisés.....  | 100.— |
| — pesant 7 kg ou plus, mais moins de 11 kg par 100 mètres carrés, présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :                     |       |
| 1. 27 fils élémentaires ou moins (g 119. -, c 102. -) :  |       |
| — non mercerisés.....  | 90.—  |
| — mercerisés.....  | 95.—  |
| 2. plus de 27 jusqu'à 38 fils élémentaires (g 135. -, c 113. -) :  |       |
| — non mercerisés.....  | 100.— |
| — mercerisés.....  | 105.— |
| — pesant 3 kg. ou plus, mais moins de 7 kg. par 100 mètres carrés (g et c droit des écrus plus 35. -) :  |       |
| b ouvrés ou damassés, brochés (g et c droit des écrus plus 35. -). (Droit conventionnel des écrus augmenté de 35 lires les 100 kg.).                         |       |
| 115 Tissus imprimés.   |       |
| a pesant 7 kg. ou plus, mais moins de 13 kg. par 100 mètres carrés :   |       |
| 1. mouchoirs, foulards, cache-nez, châles, unis (lissés, croisés et crêpes), présentant en chaîne et trame dans le carré de 5 millimètres de côté :          |       |
| — 27 fils élémentaires ou moins (g 180.80, c 146.90) (1)   | 90.—  |
| — plus de 27 jusqu'à 38 fils élémentaires (g 200. -, c 160.10) (1).....  | 100.— |
| autres (droit des blanchis plus g 80. -, c 66.50). (Droit conventionnel des tissus blanchis augmenté de lires 66.50 les 100 kg.).                            |       |
| b autres (droit des blanchis plus g 80. -. c. 70. -). (Droit conventionnel des tissus blanchis augmenté de 70 lires les 100 kg.).                            |       |
| 116 Tissus de coton écrus, ouvrés ou damassés (g et c droit des unis plus 20. -). (Droit conventionnel des tissus unis augmenté de 20 lires les 100 kg.).    |       |
| 117 Tissus de coton écrus, brochés (g et c droit des non brochés plus 40. -). (Droit conventionnel des tissus non brochés augmenté de 40 lires les 100 kg.). |       |

(1) Les crêpes en coton imprimés sont soumis, d'après la pratique douanière actuelle, au droit de la mousseline imprimée (g 320.-, c 310.-).

*Ad 117 et ex 119 f.* — Sont considérés brochés, les tissus revêtus de dessins qui résultent de l'interposition d'un fil n'appartenant ni à la chaîne ni à la trame, et superposé, en quelque sorte, au moment de la fabrication, au tissu de fond. Le dessin peut, par conséquent, être enlevé à l'aide de ciseaux, sans qu'il soit nécessaire d'effilocher le tissu, tandis que les dessins des tissus ouvrés et damassés rentrant dans les positions 116 et 119 e ne peuvent être défaits, au contraire, qu'en procédant à l'effilochage. Les 100 kg.

**ex 118 Tissus brodés :**

*a à point de chaînette :*

- |   |              |
|---|--------------|
| 1. rideaux, stores et vitrages de tulle (g écrus 600.-, blanchis ou teints 650.- ; c 520.-).....  | <b>470.—</b> |
| 2. rideaux, stores et vitrages avec application de tulle, écrus, blanchis, en couleurs ou teints (g écrus 600.-, blanchis ou teints 650.- ; c 470) (1)..... | <b>420.—</b> |
| 3. autres (droit du tissu plus g 200.-, c 150.-).....   |              |

(Droit conventionnel du tissu augmenté de 100 lires les 100 kg.)

*Ad 118 a.* — 1. Les applications de tulle ou de tissu prises en considération comme broderie dans la classification des articles repris sous le n° 118 n'impliquent pas de surtaxe de couverture (2).

2. Sont exclus du régime conventionnel, les rideaux dont le fond est en tulle façonné ou avec application de tulle façonné, assujetti, d'après le répertoire du tarif général italien en vigueur au moment de la signature du traité, au droit des dentelles (3).

3. Les articles repris sous le n° 118 a 1 à 3, y sont compris même dans le cas où le dessin à point de chaînette est dans certaines parties complété par un travail à point passé, ou d'araignées (*Spachtel*) ou à jour, n'ayant pas l'effet de changer le caractère fondamental de l'article ou son emploi (4).

*à point passé :*

- |  |              |
|--|--------------|
| 1. tissus des n°s 112 à 117, importés au mètre (bandes et entre-deux, volants, fonds-pleins, galons ou motifs, raboutis ou non, avec ou sans applications et articles similaires); mouchoirs de poche, même avec monogrammes; dentelles chimiques (broderies aériennes) (5)..... | <b>300.—</b> |
|--|--------------|

(1) D'après le répertoire du tarif italien, les rideaux de mousseline en coton avec application de tulle sont soumis aux droits suivants : écrus 400.-, blanchis 440.-, en couleurs ou teints 435.- (n° 119 g).

(2) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle.

(3) Le droit du tarif général actuel pour les dentelles de coton est de 7 lires par kg.

(4) D'après la pratique douanière actuelle, les articles brodés simultanément à chaînette et à point passé, sont soumis au droit le plus élevé, soit à celui des broderies à point passé : ceci sans égard à la broderie dominante.

(5) Les droits actuels pour les broderies à point passé sont les suivants : dentelles chimiques 7 lires par kg. (tarif général); autres : droit du tissu a augmenté de 300 lires

|                    |   |             |
|--------------------|---|-------------|
| <i>Ad 118 b 1.</i> | Les dentelles chimiques (broderies aériennes) en coton, suivent le régime conventionnel de cette position, même si un tissu de fond en coton (même tulle de coton) est visible dans certaines parties de l'intérieur du dessin.   | Les 100 kg. |
| 2.                 | Tissus des n° 112 à 117, importés en articles de forme ou dimension déterminées, pour la confection d'articles de vêtement (coupons pour robes, pour jupes ou pour blouses, cols, cravates, manches, tabliers, bonnets, fichus, etc.) sans travail de couture (droits actuels : voir l'annotation à ex 118 b 1).....  | 300.—       |
| <i>Ad 118 b 2.</i> | Les articles repris sous le n° ex 118 b 2, avec ourlets de tous genres, travail de couture ou d'application, même avec applications cousues sur le fond, ou avec parties à jour, faites soit à la machine soit à la main, aussi bien que les articles de vêtement à la confection desquels ils sont destinés (robes, jupes, blouses, cols, cravates, etc.) finis et prêts à l'usage immédiat, sont soumis à une surtaxe de 25 % sur le droit conventionnel (1). |             |
| c                  | tulles de coton brodés, non mentionnés ailleurs (2).....  | 550.—       |
| ex 119             | Mousselines et tissus à jour ( <i>graticolati</i> ) et façon voile:   |             |
| a                  | écrus : unis (g et c 200.-).....  | 200.—       |
| b                  | blanchis (unis, ouvrés, damassés, brochés) (g et c droit des écrus plus 20 %).....  |             |
|                    | Droit conventionnel des écrus plus 20 %.  |             |
| c                  | en couleurs ou teints (unis, ouvrés, damassés, brochés) (g et c droit des écrus plus 35.-).   |             |
|                    | (Droit conventionnel des écrus plus 35 lires les 100 kg.)   |             |
| d                  | imprimés (unis, ouvrés, damassés, brochés) (droit des blanchis plus g 80.-, c 70.-).  |             |
|                    | (Droit conventionnel des blanchis plus plus 70 lires les 100 kg.)   |             |
| e                  | écrus, ouvrés (g et c droit des unis plus 20.-)   |             |
|                    | (Droit conventionnel des unis plus 20 lires les 100 kg.)  |             |
| f                  | écrus, brochés (g et c droit des non brochés plus 40.-).  |             |
|                    | (Droit conventionnel des non brochés plus 40 lires les 100 kg.)   |             |
| g                  | brodés ;  |             |
| 1.                 | à point de chaînette (droit du tissu plus g 200.-, c 175.-) Droit conventionnel du tissu augmenté de 120 lires les 100 kg.  |             |

les 100 kg. selon le tarif général et de 260 lires les 100 kg. selon le tarif conventionnel. D'après la statistique italienne, le droit effectivement perçu ces dernières années était, en moyenne, d'environ 385 lires par 100 kg.

(1) La surtaxe de confection actuellement perçue sur ces articles est de 50 o/o d'après le tarif général et de 40 o/o d'après le chiffre conventionnel.

(2) Droits actuels d'après le tarif général (lires par kg.): à chaînette, écrus 6.-, blanchis ou teints 6.50 ; à point passé écru 7.-, blanchis ou teints 7.50.

2. à point passé (droit du tissu plus g 300.-, c 275.-) Les 100 kg.  
(Droit conventionnel du tissu augmenté de 275  
lires les 100 kg.)

*Ad 119.* — 1. Les mousselines et les tissus de coton  
façon voile (*graticolati e a foggia di velo*) non ouvrés  
au métier Jacquard, ni brochés, pesant plus de 3  
kg. les 100 m<sup>2</sup>, rentre sur les positions 112 à 115,  
suivant l'espèce (1).

2. Les mousselines ouvrées, écrues et blanchies, et les  
mousselines brochées (au plumetis), écrues et blan-  
chies, pesant plus de 3 kg. les 100 mètres carrés, de  
l'espèce des échantillons annexés au traité de 1892,  
paieront le droit de 200 lires les 100 kg. (2).  
3. Les mousselines unies du poids susindiqué, alors  
qu'elles sont brodées à point de chaînette ou à point  
passé, sont admises aux droits conventionnels affé-  
rents aux tissus brodés des n° 112-115 (1).

**ex 126** Tresses et laizes pour chapeaux, en fils collés de coton,  
même avec chaîne en fils de coton (g. 150.-).....

65.—

*Ad 126.* — Les fils de coton écrus, retors à plusieurs  
torsions, composés de plus de deux fils élémentaires  
en première torsion, sont assujettis au droit unique  
de 80 lires les 100 kg., si leur épaisseur totale ne dé-  
passe pas un millimètre (g 150.- ; c écrus, blanchis,  
etc. 100.-).

*Ad 128 b.* — Les châles en tissus de coton pur, même  
gaufrés aux bords, avec franges de laine composées  
de fils traversant les bords du tissu, sont admis aux  
droits convenus pour les tissus de coton, suivant l'es-  
pèce. La surtaxe pour la couture de ces châles est ré-  
duite à 10 % (3).

**ex 129** Objets cousus en matières textiles de la catégorie VI  
(coton) :

a sacs, linge de lit et de table, essuie-mains, mouchoirs,  
rideaux simplement bordés et articles similaires  
(g rideaux, droit du tissu plus 50 %, autres objets,  
droit du tissu plus 10 %, c droit du tissu plus 10 %).  
(Droit conventionnel du tissu augmenté de 10 %).

**ex c** camisoles suisses de crêpe de santé (g 360.-).....

100.—

*Ad 129 c.* — La surtaxe de couture pour la simple appli-  
cation d'un volant froncé aux bords des rideaux ou

(1) Même disposition que dans le traité de 1892.

(2) Même disposition que dans le traité de 1892. D'après le tarif général, ces tissus  
sont frappés des droits suivants (lires les 100 kg.) ; ouvrés écrus 220.-, blanchis 260.- ;  
brochés écrus 240.-, blanchis 280.-.

(3) D'après le tarif général, ces châles sont soumis au droit des tissus de coton ouvrés  
(n° 116) et à la surtaxe de 50 % (n° 129 c) pour la confection. Si les franges sont  
entre-croisées, ces châles sont taxés, pour leur poids total, comme passementerie de  
laine, à 220 lires, pourvu que ce droit soit plus élevé que celui pour le tissu augmenté  
de la surtaxe de confection. — Le traité de 1892 stipule pour ces châles le droit du  
tissu avec des surtaxes de 10 % pour les franges et de 20 % pour le travail de cou-  
ture.

autres articles, brodés, repris sous le n° 118 a, 1 à 3, les 100 kg. est réduite à 10 % (1).

*Note générale aux n° 129, 150 et 168.* — Les dispositions de l'article 21 du répertoire du tarif général en vigueur au moment de la signature du traité sont applicables à la bonneterie façonnée, confectionnée, et aux camisoles suisses de crêpe de santé (2).

ex 130 **Laines :**

*e* artificielle :

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| 1. non teinte (g 10. -, c 8. -)..... | 8.— |
| 2. teinte (g 20. -, c 8. -).....     | 8.— |

*Ad 130 e.* — Les chiffons préparés pour la fabrication de la laine artificielle, de toute espèce, même en couleur, sont admis en exemption de droit d'entrée (g et c exempt).

ex 136 Fils de laine peignée, simples :

*a* écrus, mesurant, par kilogramme :

|  |      |
|--|------|
| 1. jusqu'à 50,000 mètres (g et c 60. -)..... | 60.— |
| 2. plus de 50.000 mètres (g et c 75. -)..... | 75.— |

*c* teints (g et c droits des écrus plus 25. -).

(Droit des écrus augmenté de 25 lires les 100 kg.).

137 Fils de laine peignée, retors (g et c droits des simples plus 17. -).

(Droit des simples augmenté de 17 lires les 100 kg.).

ex 138 Feutres tissés pour la fabrication de la pâte de bois et de paille, de la cellulose et du papier, sans distinction de poids (g 150. -, c 125. -).....

110.—

ex b 3 Courroies de poils de chameau, imprégnées ou non (g et c 190. -).....

100.—

*Ad ex 138 b et c.* — Les châles en tissus de laine peignée, avec franges tissées, non cousus, même gaufrés

(1) Surtaxe actuelle : 50 o/o d'après le tarif général et 40 o/o d'après le tarif conventionnel.

(2) D'après ces dispositions, les objets confectionnés et les pièces de lingerie paient le droit afférent à la partie la plus fortement taxée dans le cas seulement où cette partie couvre plus de 1/10 de la superficie de l'article confectionné ; si cette condition fait défaut, ces objets sont soumis au droit de la partie prédominante, en ajoutant la surtaxe de couture.

Le traité de 1892 contient la stipulation suivante :

« Les articles de bonneterie, en coton ou en laine, cousus, simplement bordés avec un tissu ou ruban de soie pure ou mélangée ou bien avec une couture grossière à points croisés, même garnis, pour renfort ou attache, de petits rubans de soie pure mélangée seront soumis au droit afférent à la « Bonneterie en coton ou en laine façonnée » avec la seule surtaxe pour la couture, sans tenir compte du tissu, ni des rubans ou de ladite couture à points croisés. Il ne sera pas non plus tenu compte, dans la classification desdits objets, des boutons qui y seraient cousus ».

Les droits actuels de la bonneterie façonnée (c-à-d. avec nombre décroissant de mailles ou composées de pièces d'une forme autre que rectangulaire), sont les suivants (lires par kg.) : de coton 2.25, de laine 3.30, de soie pure 12. et de soie mélangée 7.50. Si le travail de couture ne se borne pas uniquement au simple assemblage ou pliage des bords des pièces, les objets de bonneterie sont soumis à la surtaxe de confection (g 50 o/o ; c : en laine 35 o/o, en coton, soie ou mi-soie 40 o/o).

sur les bords, sont admis aux droits conventionnels **Les 100 kg.**  
des tissus sans franges et non gaufrés (1).

e Tissus de laine brodés :

1. à point de chaînette (g et c droit du tissu plus 200. -).  
(Droit conventionnel du tissu augmenté de 150 lires  
les 100 kg.).

2. à point passé (g et c droit du tissu plus 300. -).  
(Droit conventionnel du tissu augmenté de 200 lires  
les 100 kg.).

**ex 150 Camisoles suisses de crêpe de santé (g 375, -, c 337.  
50).....**

**225.—**

*Ad 150.* — La surtaxe de couture des châles de laine  
tissés ou tricotés, imprimés ou non, même garnis de  
franges, est réduite à 10% (g 50 %, c 35 %).

**153 Soie dévidée, simple, moulinée ou torse (soie artifi-  
cielle exclue) :**

a grège (g et c exempt).....

**exempté  
Le kg.**

**.50**

b teinte (g et c 50. -). Le kg. ....

**2.—**

**155 Fils à coudre, de soie ou de bourre de soie, sur bobines,**

en pelotes ou autrement préparés pour la vente au  
détail (g 2.50, c 2. -) Le kg. poids net (2).....

**2.—**

**156 Tissus de soie et de bourre de soie (3) :**

a noirs (unis : g 7. -, c 6. -; façonnés : g 10. -, c 9. -).  
Le kg.....

**4.—**

b en couleurs (unis : g 8.- c fichus, écharpes et cache-nez  
6.50; autres 7. -; façonnés : g 11.- ; c fichus, échar-  
pes et cache-nez 9. -; autres 10. -):

1. marcelines, tissus chinés (4), fichus, écharpes, cache-  
nez, tissus imprimés.....

**3.50**

2. autres.....

**4.50**

(1) Comme dans le traité de 1892 et conformément aux dispositions du tarif général.

(2) C'est-à-dire sous déduction du poids des bobines, etc., sur lesquelles le fil est  
enroulé.

(3) Le traité de 1892 contient les dispositions suivantes pour la définition des tissus  
et rubans façonnés et sur le traitement des tissus et rubans présentant simultanément  
des fils noirs et des fils en couleurs :

« Sont considérés façonnés, les tissus qui montrent et présentent un dessin formé  
» par toute espèce de combinaison d'un nombre illimité de fils de chaîne et de trame,  
» et qui sont fabriqués au métier Jacquard, ainsi que tous les tissus et rubans impri-  
» més à sec.

« Les tissus (et rubans) dans lesquels entrent simultanément des fils noirs et des  
fils en couleurs, seront assimilés, pour le paiement des droits d'entrée, aux tissus de  
couleur ».

Le nouveau traité ne fait plus de distinction entre uni et façonné, soit pour les tissus  
de soie (c'est-à-dire contenant plus de 50 % de soie), soit pour les rubans. En ce qui  
concerne les tissus de demi-soie, on n'envisagera, à l'avenir également, d'après la pra-  
tique douanière actuelle, comme façonnés que ceux fabriqués au métier Jacquard.  
Une disposition spéciale n'a pas été insérée, à cet égard, dans le nouveau traité.

Les tissus et rubans dans lesquels entrent simultanément des fils noirs et des fils en  
couleurs resteront soumis, comme par le passé, aux droits de ceux en couleurs, confor-  
mément aux prescriptions du répertoire du tarif des douanes ; il ne sera toutefois pas  
tenu compte des fils formant les lisières des tissus.

(4) C'est-à-dire tissus à chaîne imprimée.

|              |  |        |      |
|--------------|--|--------|------|
| <i>c</i>     | façon voile (unis : g 10. -, c 9. - ; façonnés : g 13. -, c 12. -).....  | Le kg. | 4.50 |
| <i>d</i>     | toile à bluter :   |        |      |
|              | 1. non confectionnée (g 10. -, c 7. -).....  |        | 2.—  |
|              | 2. confectionnée (g 15. -, c 9. 80).....   |        | 1.—  |
| 157          | Tissus mélangés dans lesquels la soie ou la bourse de soie entre pour 12 % au moins et 50 % au plus (1) :  |        |      |
| <i>a</i>     | noirs :  |        |      |
|              | 1. unis (g et c 4. -).....   |        | 4.—  |
|              | 2. façonnés (g 7. -, c 6. 50).....   |        | 4.—  |
| <i>b</i>     | en couleurs :  |        |      |
|              | 1. unis (g et c 5. -).....   |        | 4.—  |
|              | 2. façonnés (g 8. -, c 7. 50).....   |        | 5.—  |
| 159          | Tissus brodés :  |        |      |
| <i>a</i>     | à point de chaînette (g droit du tissu plus 2. -).   |        |      |
|              | (Droit conventionnel du tissu augmenté de 2 lires le kg).  |        |      |
|              | <i>Ad 159 a.</i> — Les applications de tulle ou de tissu prises en considération comme broderie dans la classification des articles sous le n° 159 n'impliquent pas de surtaxe de couture (2).   |        |      |
| <i>b</i>     | à point passé :  |        |      |
|              | 1. tissus des n°s 156 et 157, importés au mètre (bandes et entre-deux, volants, fonds-pleins, galons ou motifs, raboutis ou non, avec ou sans applications, et articles similaires) ; mouchoirs de poche, même avec monogrammes.   |        |      |
|              | (g : droit du tissu plus 3. -) (3).....  |        | 6.50 |
|              | 2. dentelles chimiques (broderies aériennes) (g 18.-) (4).   |        | 6.—  |
|              | <i>Ad 159 b 2.</i> — Les dentelles chimiques (broderies aériennes) en soie suivent le régime conventionnel de cette position, même si un tissu de fond quelconque (même tulle) est visible dans certaines parties de l'intérieur du dessin.  |        |      |
| 159 <i>b</i> | à point passé :  |        |      |
|              | 3. tissus des n°s 156 et 157, importés en articles de forme ou dimension déterminées, pour la confection d'articles de vêtement (coupons pour robes, pour jupes ou pour blouses, cols, cravates, manches, tabliers, bonnets, fichus, etc.) sans travail de couture (g : droit du tissu plus 3. -) (5)..... |        | 6.50 |
|              | <i>Ad 159 b 3.</i> — Les articles repris sous le n° 159 <i>b</i> 3, avec ourlets de tous genres, travail de couture ou d'application, même avec applications cousues sur   |        |      |

(1) Voir l'annotation au n° 156.

(2) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle.

(3) Le droit sur les tissus de soie brodés à point passé, effectivement perçu ces dernières années, est, d'après la statistique italienne, d'environ lires 12.50 le kg.

(4) Droit des dentelles de soie façonnées.

(5) Le droit sur les tissus de soie brodés à point passé, effectivement perçu ces dernières années, est, d'après la statistique italienne, d'environ 12.50 le kg.

|        |   |      |
|--------|---|------|
|        | le fond, ou avec parties à jour, faites soit à la machine soit à la main, aussi bien que les articles de vêtement à la confection desquels ils sont destinés (robes, jupes, blouses, cols, cravates, etc.) finis et prêts à l'usage immédiat, sont soumis à une surtaxe de 25 % sur le droit conventionnel (1). |      |
| c      | tulles de soie brodés, non mentionnés ailleurs (g à chaînette 17.-, à point passé 18.-) . . . . .   | 12.— |
| 164    | Rubans : (2)  |      |
| a      | de soie ou de bourre de soie :  |      |
| 1.     | noirs (g et c unis 10.-, façonnés 13.-) . . . . .   | 8.—  |
| 2.     | en couleurs (g et c unis 11, façonnés 14.-) . . . . .   | 9.—  |
| 3.     | façon voile (3) . . . . .   | 9.—  |
| b      | mélangés, dans lesquels la soie ou la bourre de soie entre pour 12 % au moins et 50 % au plus :   |      |
| 1.     | noirs (unis : g 7.-, c 6.- ; façonnés : g 10.-, c 8, 50) . . . . .  | 5.—  |
| 2.     | en couleurs (unis : g 8.-, c 7.- ; façonnés : g 11.-, c 9. 50) . . . . .  | 6.—  |
| ex 165 | Tresses et laizes pour chapeaux, en fils collés de soie, même avec chaîne de fils de coton ou crin, combinés ou non avec des fils de ramie, de crin ou métalliques (4) . . . . .  | 2.—  |
| ex 168 | Camisoles suisses de crêpe de santé, de soie ou de bourre de soie, pure ou mélangée d'autres matières textiles (g 22. 50) . . . . .   | 5.—  |
|        | <i>Ad 168. — La surtaxe de couture pour les mouchoirs, volants et autres articles similaires, brodés, seulement ourlés, est fixée à lire -. 50 le kg. (5)</i>   |      |
| ex 176 | Chaises d'enfants à combinaison, en bois commun,  |      |
| a ex 2 | même clouées ou avec charnières ou avec garnitures en métal commun (g 20.-, c 13.-) . . . . .   | 13.— |
| ex 178 | Ardoises encadrées, réglées ou non (non réglées : g 12.-, c 6.-; réglées : g 18.-, c 13.-) . . . . .  | 4.—  |
| ex 178 | Fuseaux et bobines, en bois commun ou en bois d'ébénisterie, composés ou non de bois de plusieurs espèces, bruts, polis, peints, vernissés, etc., même avec garnitures en métal (6) . . . . .   | 7.—  |

(1) La surtaxe de confection actuellement perçue pour ces articles est de 50 % au tarif général et de 40 % au tarif conventionnel.

(2) Voir l'annotation au n° 156.

(3) Tarif général : unis 13.-, façonnés 16.-. Tarif conventionnel : unis noirs 10.-, façonnés 13.- ; façonnés noirs 11, en couleurs 14.

(4) D'après les tarifs général et conventionnel, actuellement en vigueur, ces articles sont traités, à peu d'exceptions près, comme passementerie, soumise, de son côté, aux mêmes droits que les rubans (voir le n° 164).

(5) Surtaxe actuelle ; 50 % au tarif général et 40 % au tarif conventionnel.

(6) D'après le tarif général, ces articles sont soumis pour la plupart au droit de 13 lires les 100 kg., en partie aussi à des droits plus élevés. Le droit conventionnel est de 8 lires, appliqué à ceux en bois commun, même avec pointe en bois poli d'autre espèce, ou composés en partie avec du bois d'ébénisterie.

|        |   |                        |
|--------|---|------------------------|
| x 183  | Bâtiments, barques et bateaux pour la navigation intérieure sur les lacs et rivières (1).....   | Les 100 kg.<br>exempts |
|        | <i>Ad ex 183.</i> — Les bâtiments, barques et bateaux pour la navigation intérieure sur les lacs et rivières peuvent être importés à l'état démonté, soit en une fois, soit successivement, aux conditions stipulées dans la note ad 240 a-l(2).  |                        |
| ex 186 | Tresse, galons et articles similaires, de paille, d'écorce, de sparte, de fibres de palmier, de copeaux, pour la fabrication ou la garniture de chapeaux, même mélangés avec du crin, du coton, du chanvre ou de la ramie, en proportion inférieure à 50 %, ou avec soie en proportion inférieure à 12 % (3).....     | 10.—                   |
| ex 188 | Chapeaux de paille et de fibres de palmier, d'écorce, de sparte, de copeaux de bois ou d'autres matières similaires, non garnis (g 100. -, c 25. -). Les 100 pièces.  | 25.—                   |
| 190    | Pâte de bois :  |                        |
| a      | cellulose (g 2. -, c exempt) .....  | exempté                |
| b      | autre :   |                        |
|        | 1. à l'état humide (g 2. -, c -. 50). Les 100 kg.....   | —.50                   |
|        | 2. à l'état sec (g 2. -, c 1. -).....   | 1.—                    |
|        | <i>Ad. 190 b.</i> — Est considérée à l'état humide la pâte à papier contenant au moins 50 % d'eau (4).  |                        |
| ex 191 | Papier :  |                        |
| ex a   | blanc ou teint en pâte :  |                        |
|        | 2. réglé (g 20. -).....   | 17.50                  |
|        | 3. enveloppes (g 25.-).....   | 22.50                  |
| 193    | Gravures, estampes et étiquettes de tout genre (lithographies, chromos, chromotypies, héliogravures, phototypies, photographies, etc.), avec ou sans festons, dentelées ou non, sur papier ou carton, en noir ou en couleur, même or ou argent, ou décorées d'or ou d'argent, vernies ou non (g 100. -, c 75, -)..... | 75.—                   |

(1) La franchise de droit est déjà stipulée dans le traité de 1892. D'après le tarif général, ces bâtiments et embarcations sont soumis, depuis 1896, aux droits suivants (lires par tonne de jauge brute) : avec carcasse en fer ou en acier 37.50, avec carcasse en bois, même combinée avec fer ou acier 17.50.

Outre le droit sur la tonne de jauge, les taux suivants sont, cas échéant, perçus :  
sur les machines motrices : lires 12.50 pour chaque cheval indiqué ;  
sur les chaudières : lires 9.50 par 100 kg. ;  
sur les appareils auxiliaires de bord non fixés à l'appareil moteur, lires 11 par 100 kg.

(2) Comme dans le traité de 1892.

(3) D'après le tarif général, ces articles sont soumis au droit de 40 lires les 100 kg., pourvu qu'ils ne soient pas combinés avec des matières textiles ; en cas contraire, ils acquittent pour la plupart, les droits de mercerie (commune 100 lires, fine 202 lires par 100 kg.).

Le droit conventionnel actuel est également de 10 lires, mais il n'est appliqué qu'aux tresses de paille, etc., pures ou à celles mélangées avec du crin, du coton ou du chanvre en proportion inférieure à 50 %. La présence de soie entraîne l'application du tarif général.

(4) Comme dans le traité de 1892.

|               |  |                    |
|---------------|--|--------------------|
| <b>ex 196</b> | <b>Livres :</b>  | <b>Les 100 kg.</b> |
| <i>a</i>      | <b>imprimés :</b>  |                    |
|               | 1. en langue italienne, en feuilles détachées ou simplement brochés (g 15.-) .....   | <b>12.50</b>       |
|               | 2. en autres langues ou avec texte mixte (italien et autres langues), en feuilles détachées ou simplement brochés (1) .....  | <b>exempts</b>     |
|               | 3. avec reliures de tout genre :<br>— livres de dévotion (g et c 20.-) (2) .....   | <b>15.—</b>        |
|               | — autres (g et c 20.-) (3) .....   | <b>20.—</b>        |
|               | <i>Ad ex 196.</i> — Les livres imprimés peuvent avoir des gravures, photographies, lithographies, etc., insérées comme illustrations dans le texte, sans qu'il en dérive un changement de leur classification. Toutefois, les gravures, photographies, lithographies, etc., qui servent à illustrer les livres imprimés, sont soumises à leur régime lorsqu'elles sont séparables de ces livres et qu'elles manquent d'inscriptions et d'indications se référant au texte, de manière qu'elles puissent servir par elles-mêmes, ou lorsqu'elles sont présentées séparément des livres, soit que dans ce cas il s'agisse de feuilles séparées, soit qu'elles se présentent réunies ou reliées en livraisons ou volumes (3). |                    |
|               | Les livres de dévotion et les calendriers en forme de livres sont soumis au traitement conventionnel des livres imprimés, même s'ils ont des images inséparables servant d'ornement et non d'illustration au texte (4).  |                    |
|               | Les livres reliés repris sous le n° 196 peuvent avoir des garnitures en métal commun, même doré ou argenté, sans subir de ce chef une augmentation du droit (5).   |                    |
|               | Les étuis en carton même recouvert de papier, contenant des livres reliés, suivent le régime conventionnel des livres qu'ils contiennent (6).  |                    |
| <b>ex b</b>   | <b>non imprimés (registres) :</b>  |                    |
|               | 1. en feuilles volantes ou reliés en carton, même avec coins et dos de toile (g 25.-, c 22.-) .....  | <b>22.—</b>        |
|               | ex. 2. reliés en carton recouvert de toile, même avec coins et dos de cuir (g 40.-, c 36.-) .....  | <b>36.—</b>        |
| <b>ex 199</b> | <b>Peaux :</b>   |                    |
| <b>ex c</b>   | <b>tannées sans poil et non finies :</b>   |                    |
|               | 2. autres (7), entières (g 25.-) .....   | <b>25.—</b>        |

(1) Droits actuels : livres imprimés en langue autre que l'italien : g et c exempt ; livres en texte mixte : g 15.-, c exempt.

(2) Les livres reliés avec ivoire, écaille, nacre, etc., ou avec garnitures de métaux précieux, sont soumis, d'après le répertoire du tarif italien, au droit de la mercerie fine (g 200.-, c. 150.- lires par 100 kg.).

(3) Cette disposition est reprise textuellement du répertoire du tarif italien.

(4) D'après la pratique douanière actuelle, ces livres et calendriers sont soumis en certains cas au droit du n° 193 (g 100.-, c 75.-).

(5) Conf. l'annotation au n° ex 196 a 3.

(6) D'après la pratique douanière actuelle, ces étuis suivent le régime des ouvrages en carton (g 80.-, c 70.-).

(7) C'est-à-dire autres que de race ovine et caprine.

|                |   |             |
|----------------|---|-------------|
| <b>ex d</b>    | tannées sans poil et finies :   | Les 100 kg. |
|                | 3. autres (1) (g et c. 70.-).....   | 70.—        |
| <b>ex 205</b>  | Semelles à introduire dans les chaussures, en liège, même recouvert de tissus, ourlées ou bordées, et en feutre.....  | 40.—        |
| <b>206</b>     | Courroies de cuir, finies et cousues, pour transmission (g 100.-, c 85.-).....  | 85.—        |
| <b>ex 211</b>  | Fonte :   |             |
| <b>ex b</b>    | — ouvrée en moulages bruts :  |             |
|                | ex 1. radiateurs, tuyaux à ailettes et chaudières, pour chauffage, en fonte, même avec décosations obtenues par le moulage (g 8.-) .....  | 6.—         |
|                | ex 2. en autres articles (2), pesant un demi-kg. et plus (g 5.-).....   | 5.—         |
| <b>ex c</b>    | — ouvrée en moulages rabotés, tournés ou autrement ouvrés :   |             |
|                | ex 2. en autres articles (2), pesant un demi-kg. et plus (g 7.-).....   | 7.—         |
| <b>ex d</b>    | ex 1. réchauds, cuisinières et calorifères à gaz, en fonte, même garnis d'autres métaux (g 18.-).....   | 13.—        |
|                | <i>Ad ex 211.</i> — Les objets en fonte ouvrée, mentionnés dans cette position, peuvent être passés à la couleur d'apprêt ou goudronnés, sans subir de ce chef une augmentation du droit (3). |             |
| <b>ex 217</b>  | Fiches en fer, simplement forgées (g 12.-,  |             |
| <b>ex b</b>    | c. 10.-).....   | 10.—        |
| <b>ex 218</b>  | Fer et acier de seconde fabrication :   |             |
| <b>ex b 2</b>  | mailles ou lisses d'acier, remises avec mailles d'acier, même étamées, zinguées ou nickelées (g 17,50, c 17.25 nickelés : g 30.-) .....   | 17.25       |
| <b>ex b 3</b>  | bidons à transporter le lait, etc., et bagolets à lait, étamés (g 17.50, c 17.25).....  | 14.—        |
| <b>ex 219</b>  | Ressorts en acier pour métiers à tisser, même zingués, nickelés, étamés ou cuivrés (g 18.-).....  | 14.—        |
|                | <i>Ad ex 219.</i> — Les ressorts en acier pour métiers à tisser sont admis au droit conventionnel de cette position, même dans le cas où ils pourraient être utilisés à d'autres usages.      |             |
| <b>222 c</b>   | Limes et râpes ayant en longueur, non compris la queue:   |             |
|                | 1. plus de 30 centimètres (g 14.-, c 13.-).....   | 13.—        |
|                | 2. 15 jusqu'à 30 centimètres (g 16.-, c 15.-).....  | 15.—        |
|                | 3. moins de 15 centimètres (g et c 20.-).....   | 20.—        |
| <b>ex 225</b>  | Clous de tapissier avec tiges en fer et têtes d'autres métaux communs, même dorés ou argentés (g 75.-,  |             |
| <b>ex h et</b> | .....   |             |
| <b>ex i 3</b>  | dorés ou argentés 120.-).....   | 50.—        |

(1) C'est-à-dire autres que de chevreau et d'agneau pour gants, et autres que pour semelles.

(2) C'est-à-dire autres que pour meubles, ornements et usages domestiques.

(3) Comme dans le traité de 1892.

**ex 228** Plomb et ses alliages avec l'antimoine : caractères d'im- **Les 100 kg.**  
**d** primerie (g 20.-, c 18.-).....**18.-**

*Ad 228 d.* — Suivent le régime conventionnel de cette position, même les caractères en plomb avec coquille de cuivre étamée (act. 30.-)

**ex 235** Ferro-silicium à l'état brut, contenant plus de 14 % jusqu'à 75 % de silicium (g 5.-).....**1.-**

**ex 239** Machines-outils pour travailler le bois et les métaux, pesant plus de 300 kilogrammes (g et c 9.-).....**9.-**

*Ad 240 a-l (1).* — Les machines sont admises aux taux conventionnels, même lorsqu'elles sont introduites à l'état démonté et que les diverses parties arrivent en même temps, ou successivement en envois partiels, et chargées sur un ou sur plusieurs wagons. Cette disposition est aussi applicable aux machines incomplètes, c'est-à-dire manquant de quelques parties nécessaires à leur mise en fonction ou de quelques pièces accessoires.

Tous les envois partiels doivent être présentés à l'acquittement au même bureau de douane, dans un délai qui sera indiqué par l'importateur lors de la présentation du premier envoi et qui ne devra pas dépasser six mois.

Avec la déclaration d'entrée pour une machine complète introduite à l'état démonté ou pour un premier envoi partiel, l'importateur remettra au bureau de douane un plan ou un dessin d'ensemble, ainsi qu'une liste spécifiant les parties importantes, leur nature et le poids approximatif de chacune d'elles. On indiquera également le poids total approximatif des pièces accessoires.

Si, après l'expédition d'un ou de plusieurs envois partiels, les autres parties de la machine ne sont pas introduites dans le délai fixé, on devra payer, pour celles déjà importées, les droits afférents aux parties détachées de machines, ou, si le tarif ne prévoit pas de droits spéciaux pour ces dernières, les droits établis selon la matière dont elles se composent.

Faculté est réservée au bureau de douane d'exiger, jusqu'à l'expédition définitive de tous les envois partiels, une garantie pour les taux plus élevés à payer éventuellement, et de munir d'une marque d'identité les parties importées. Le bureau de douane a de même le droit de se convaincre, par une revision faite aux frais du contribuable après le montage de la machine que tous les envois partiels appartenaient bien à la dite machine.

Les pièces de rechange et de réserve acquittent toujours les droits qui leur sont propres.

(1) Cette note concorde pour l'essentiel avec les stipulations du traité de 189.

Pour le paiement des droits d'entrée, aucune distinction Les 100 kg.  
ne sera faite quant aux matières dont les machines  
sont composées.

Les machines et les pièces détachées de machines peuvent être polies, peintes, vernissées ou ouvragées autrement, sans que, par le fait du travail spécial subi, la classification douanière en soit changée.

*ex 240* Machines :

*a* A vapeur:

1. Fixes, sans chaudière (g et c 12.-) ..... 12.—

ex 2. Demi-fixes (avec chaudière annexe), moteurs à air chaud, à air comprimé, à gaz, à benzine, à pétrole (y compris les moteurs rotatifs), pesant plus de 300 kilogrammes (g et c 12.-) ..... 12.—

*ex b* Hydrauliques et moteurs à eau (g et c 10.-) ..... 10.—

*Ad ex 240 ex b.* — Suivent le régime conventionnel des machines hydrauliques : les turbines, les roues hydrauliques, les pulsomètres, les pompes et machines élévatrices, les presses, les accumulateurs, les ascenseurs, les monte-charges hydrauliques, etc.

Sont considérés comme parties intégrantes des turbines et traités sur le même pied : la chambre (enveloppe ou manteau) de la turbine, avec le tuyau de raccord entre la chambre et la conduite d'admission de l'eau, celui-ci avec ou sans valve à papillon ; la charpente en fer de la turbine ; le mécanisme d'entrée et les râteaux, conformément au croquis annexé au traité de 1892. Cette concession est faite sous la condition que lesdites parties de la turbine soient importées simultanément avec la turbine elle-même, ou en observant les dispositions fixées dans la note générale concernant les machines du n° 240 - a - l (1)

*ex f* Agraires :

1. Faneuses et faucheuses (g et c 9.-) ..... 4.—

2. Pressoirs pour raisins et fruits (g et c 9.-) ..... 9.—

*g* Pour filatures (g 10.-; c cardes sans garnitures 10.-; autres 8.-) ..... 6.—

*Ad 240 g.* — Le droit conventionnel fixé pour les machines pour filatures s'applique à toutes les machines comprises sous le n° 240 g du tarif général d'après la note à la disposition « Machines pour filatures » du répertoire en vigueur au moment de la signature du présent traité (2).

*h* 1. À tisser et métiers à tisser (g 10.-, c 7.-) ..... 6.—

(1) Comme dans le traité de 1892.

(2) D'après cette note, sont traitées comme machines pour filatures : *a*) les machines pour la préparation des matières textiles à filer et pour les opérations préliminaires de la filature (y compris les cardes, dont les garnitures sont, par contre, à dédouaner séparément ; voir ad 244 ci après ; *b*) les machines pour les opérations de la filature et du retordage proprement dite ; *c*) les machines pour le conditionnement et le finissage des fils (hormis celles pour le blanchissement, la teinture et l'impression qui rentrent dans les machines non dénommées, n° 240 l).

**Ad 240 h 1.** — Le droit conventionnel fixé pour les machines à tisser s'applique à toutes les machines (excepté les métiers à bonneterie) comprises sous le n° 240 h du tarif général d'après la note à la position « Machines à tisser » du répertoire en vigueur au moment de la signature du présent traité (1).

|             |   |        |
|-------------|---|--------|
|             | 2. métiers à bonneterie (g et c 10. -).....   | 7.—    |
| <i>ex i</i> | dynamo-électriques :  |        |
|             | 1. pesant plus de 1.000 kilogrammes (g 30. -, c 16. -)..  | 16.—   |
|             | 2. pesant 100 kilogrammes ou moins (g 30. -, c 25. -). .  | 25.—   |
| <i>ex i</i> | appareils pour les applications d'électricité (régulateurs de tension, appareils de mise en marche et de démarrage, résistances, interrupteurs, commutateurs, controllers, régulateurs de vitesse, coupe-circuits, appareils de protection, paratonnerre, etc.) (g : pour la plupart 75. - et 125. - ; c 30. -) :   |        |
|             | 1. pesant 100 kg. ou moins.....   | 30.—   |
|             | 2. pesant plus de 100 kg.....   | 25.—   |
| <i>ex i</i> | accumulateurs électriques et leurs parties métalliques (g 30. -, c accumulateurs 8. - ; parties : plaques de plomb 5. - ; autres 25. -).....  | 16.— + |
| <i>ex i</i> | transformateurs électriques, avec ou sans huile (g 30. - ; c plus de 1.000 kg. 16. -, jusqu'à 1.000 kg. 25. -)...   | 25.— + |
| <i>ex j</i> | machines à tricoter, à la main ou à moteur, avec ou sans bâti (2).....  | 8.—    |
| <i>ex l</i> | non dénommées :   |        |
|             | 1. machines de congélation ; machines à fabriquer des eaux gazeuses ; machines à couper ou à percer le papier ; machines de briqueterie ; machines pneumatiques à usages industriels ; machines à polir ; ventilateurs avec mécanisme ; machines pour blanchiment et teinture ; machines pour la fabrication des pâtes alimentaires ; transmissions (g et c 10. -)..... | 10.—   |
|             | 2. machines et appareils pour la fabrication du papier et des pâtes à papier (g 10. -, c 8. -).....   | 6.—    |

**Ad ex 240 l 2.** — Suivent le régime conventionnel de cette position, les blutoirs, loups ou batteurs de chiffons, les machines coupe-chiffons, lessiveurs (non compris les chaudières pour la cuisson de la pâte chimique), les piles, enrouleuses, coupeuses, satineuses, machines à humecter le papier, calandres, machines à coller, ainsi que les défibreurs, raffineurs, classeurs et presse-pâte (3).

(1) D'après cette note, sont traitées comme machines pour le tissage : a) les machines pour les opérations préparatoires du tissage ; b) les machines à tisser proprement dites (métiers à tisser les étoffes, rubans, passementeries, dentelle, tulles, tresses, etc.) ; c) les machines pour les opérations complémentaires du tissage.

(2) D'après le tarif général, les machines à tricoter de petites dimensions, à la main ou à pédales, suivent le régime des machines à coudre (avec bâti 25, sans bâti 30 lires les 100 kg.); les autres sont soumises au droit des métiers à bonneterie, 10 lires les 100 kg.). — Le droit conventionnel actuel est de 20 lires, pour autant que le taux des métiers à bonneterie n'est pas applicable.

(3) Comme dans le traité de 1892.

**ex l non dénommées :**

|  |                    |
|--|--------------------|
| 3. machines pour la minoterie (g 10. -, c 7. -).....     | Les 100 kg.<br>6.— |
| 4. pompes à purin, avec tuyaux galvanisés (g 10. -) (1). | 4.—                |

*Ad 240.* — Les machines de tout genre, actionnées par des machines dynamo-électriques, en tant qu'elles ne forment pas corps avec celles-ci, paient les droits conventionnels qui leur sont propres, séparément de la machine dynamo-électrique (2).

Les machines dénommées au présent traité, actionnées par des machines dynamo-électriques et formant corps avec celles-ci, sont soumises aux droits suivants : (3).

1. pesant plus de 1.000 kg., les 100 kg. lires 13. -.

2. pesant 1.000 kg. ou moins, les 100 kg. lires 19. -.

Pour jouir de ces droits, l'importateur est tenu de prouver, au moyen d'un certificat délivré par la fabrique, que le moteur ne représente pas dans l'ensemble la partie prévalente en poids.

Faculté est réservée à l'importateur de faire dédouaner d'après ce numéro, à lires 13. - ou 19. -, selon les cas, même les machines de tout genre actionnées par des machines dynamo-électriques et ne formant pas corps avec celles-ci, s'il préfère ne pas séparer à l'importation la partie actionnante de la partie actionnée, pourvu que la classification des deux parties isolées ne comporte pas l'application d'un droit total supérieur.

**ex 241 Parties détachées :**

|  |      |
|--|------|
| a de machines dynamo-électriques et de transformateurs électriques (g 30. -, c 25. -)..... | 25.— |
|--|------|

*Ad ex 241 a.* — 1. Les droits convenus pour les parties détachées de machines dynamo-électriques s'appliquent aussi aux objets moulés en amiante pour machines et appareils électriques (bobines, couvercles, tubes, disques, rondelles, etc.) (4).

2. Les parties détachées de machines dynamo-électriques en fer, en fonte ou en acier, pesant par pièce plus de 1.000 kg., sont admises au droit fixé pour les machines dynamo-électriques complètes sous le n° 240 ex i 1 (g 30. -, c 25. - ; nouveau droit conventionnel 16).

**ex c d'autres machines :**

1. pièces en fonte, en fer ou en acier, des machines dé-

(1) D'après la pratique douanière actuelle, les tuyaux sont taxés séparément, à lires 17.25 les 100 kg.

(2) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle. Voir aussi l'annotation 4.

(3) Les machines de ce genre, constituant un ensemble constructif et importées réunies, suivent actuellement le régime des machines dynamo-électriques, selon le principe de la taxation d'après la partie la plus imposée.

(4) Conformément à la pratique douanière actuelle.

|        |  |                     |
|--------|--|---------------------|
|        | nommées au présent traité (g 11. - ; c en fonte 10. - , autres 11. -).....   | Les 100 kg.<br>10.— |
|        | <i>Ad ex 241 c 1.</i> — Suivent le régime conventionnel de cette position, les chapeaux de cardes non munis de leurs garnitures (1). Il en est de même des mécanismes Jacquard et ratières, importés isolément (2).                                      |                     |
| 2.     | en aluminium (g 100. -, c 30. -).....  | 20.—                |
| 3.     | chasse-navettes en cuir pour métiers à tissus (g 11. -).....   | 11.—                |
| 4.     | racles en acier ou en métal-composition pour machines à imprimer les tissus, polies ou non (en acier : g 17. 50, c 17. 25 ; en métal-composition : g 100. -)   | 7.—                 |
| ex 243 | Compteurs à gaz (g 125. -, c 30. -).....   | 20.—                |
| ex 243 | Instruments pour l'intégration mécanique (planimètres, intégrateurs) ; instruments pour mesurer la rapidité des eaux, limnimètres) ; compteurs de vitesse ; phonographes, gramophones et instruments similaires (g pour la plupart 125. -, c 30. -)..... | 30.—                |
| ex 243 | Attelles plâtrées en boîtes soudées (brevet Dr. W. Sahli) (150. -).....  | 6.—                 |
| 244.   | Garnitures de cardes (g 75. -, c 68. -).....   | 68.—                |
|        | <i>Ad 244.</i> — Les cardes et les garnitures de cardes sont taxées séparément et soumises aux droits conventionnels respectifs, même lorsqu'elles sont présentées à la douane unies (3).  |                     |
| ex 246 | Or:  |                     |
| ex a   |  |                     |
|        | 1. simplement laminé en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou étiré en fils rond, demi-rond ou carré d'au moins 2 millimètres de diamètre (g 10. -, c 2. 50 (4) par kg.)   | exempt              |
|        | 2. simplement laminé en bandes ayant en épaisseur 1/2 millimètre ou plus, mais moins de 1 millimètre, ou étiré en fils rond, demi-rond ou carré d'un diamètre de 1 millimètre ou plus, mais moins de 2 millimètres (g 10. -). Le kg.....                 | Le kg.<br>5.—       |
| ex 247 | Argent :   |                     |
| ex b   | 1. simplement laminé en bandes d'au moins 1 millimètre d'épaisseur ou étiré en fils rond, demi-rond ou carré d'au moins 2 millimètres de diamètre (g 5. -, c 2.50 (5) par kg.).....  | exempt              |

(1) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle. Conformément au traitement des cardes (machines) complètes, les garnitures sont toujours taxées séparément, d'après le n° 244, même si elles sont fixées sur les chapeaux.

(2) Les mécanismes Jacquard et ratières importés simultanément avec les métiers à tisser auxquels ils appartiennent, sont soumis aux mêmes droits que ceux-ci (à l'avenir 6 lires les 100 kg.).

(3) Cette disposition correspond à la pratique douanière actuelle.

(4) Le droit conventionnel de lires 2.50 n'est appliqué dans la pratique douanière actuelle, qu'au fil rond.

(5) Le droit conventionnel de lires 2.50 n'est appliqué, dans la pratique, qu'au fil rond.

|        |   |                  |
|--------|---|------------------|
| 2.     | simplement laminé en bandes ayant en épaisseur $\frac{1}{2}$ , millimètre ou plus, mais moins de 1 millimètre, ou étiré en fils rond, demi-rond ou carré d'un diamètre de 1 millimètre ou plus mais moins de 2 millimètres (g 5. -).....  | Les 100 kg. 2.50 |
| 250    | Bijoux :  |                  |
| a      | d'or :  |                  |
| 1.     | chaînes, y compris les bijoux-chaînes (bracelets-chaînes, etc.) (g 14. -, c 2. -) (1).....  | L'hectogr 1.—    |
| 2.     | autres (g 14. -, c 6. -).....   | 3.—              |
| ex 251 | Horlogerie :  |                  |
| a      | Montres :   | La pièce         |
| 1.     | à boîtes d'or (g et c 1. -).....  | 1.—              |
| 2.     | à boîtes de tout autre métal, même doré (g et c -. 50 (2)).....   | —.50             |
|        | Ad ex 251. — 1. Les horloges appliquées aux bracelets, albums, cannes, parapluies, presse-papiers, portefeuilles, tableaux ou autres objets, sont soumises au droit qui leur est propre, indépendamment du droit afférent aux objets sur lesquels elles sont appliquées, et sont classifiées comme montres de poche ou comme cartels ou pendules selon que les objets sur lesquels elles sont appliquées sont destinés à un usage personnel (p. ex. bracelets, cannes, parapluies, portefeuilles) ou pour un autre usage. Le droit sur lesdits objets est perçu sans déduction du poids de l'horloge (3). |                  |
| 2.     | Sont admises en franchise, les boîtes en carton ou en bois dans lesquelles les montres sont expédiées (4).  |                  |
| 3.     | Les horloges ayant la forme des montres de poche pour voitures et pour vélocipèdes, ou destinées à servir, en des étuis ou sur des supports, comme cartels ou pendules, sont classifiées comme cartels ou pendules (5) lorsqu'elles ont le cadran d'un diamètre de plus de 10 centimètres. Les étuis et les supports sont taxés à part. Les horloges de l'espèce ayant le cadran d'un diamètre de 10 centimètres ou moins sont classifiées comme montre de poche (6).   |                  |

(1) D'après la pratique douanière actuelle, les chaînes avec breloques ou avec crochet sont exclues du droit conventionnel de 2 lires si l'importateur ne donne pas l'autorisation de séparer ces garnitures de la chaîne proprement dite et de les dédouaner à part (à 6 lires).

(2) D'après la pratique douanière actuelle, les montres à boîtes de métal commun plaquées d'or suivent le régime des montres à boîtes d'or.

(3) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle.

(4) Ces boîtes sont actuellement soumises aux droits qui leur sont propres, celles en carton à 70 lires et celles en bois à 50 lires les 100 kg.

(5) Droit actuel : 5 lires la pièce plus le droit afférent à la cage. Pour les horloges à système américain, il existe un droit conventionnel de 150 lires les 100 kg.

(6) D'après la pratique douanière actuelle, le droit réduit des montres de poche n'est appliqué que dans le cas où le diamètre du cadran ne dépasse pas 6 cm.

|  |             |      |
|--|-------------|------|
| ex b et c Horlogerie électrique, excepté celle rentrant dans la position 251 a (1).....  | Les 100 kg. | 50.— |
| Ad ex 251 ex b et c. — Les cages sont taxées à part d'après le régime qui leur est propre, lorsqu'elles sont soumises à un droit plus élevé (que 50 lires par 100 kg.).  |             |      |
| 252 Boîtes à musique (g 2. -, c 1. - par pièce) :  |             | 35.— |
| a à clef.....  |             |      |
| b autres (musique à manivelles dites jouets d'enfants, musiques à disque, etc.).....   |             | 25.— |
| ex 253 a Mouvements de montres (g -. 25) .....   | la pièce.   | —.25 |
| ex 254 Fournitures d'horlogerie (g 100. -, c 50. -) .....  | les 100 kg. | 50.— |
| ex 254 Parties détachées de boîtes à musique (g 100.-) .....   | les 100 kg. | 35.— |
| Ad ex 294 a 2. — Le colladin pour la fabrication du papier est admis au droit de 6 lires les 100 kilogrammes (g 8. -, c 6. -).   |             |      |
| Ad 303. — La choucroute, y compris la choucroute aux raves, provenant des cantons de Zurich, de Berne, de Bâle (Ville et Campagne), de St-Gall, d'Argovie et du Tessin, avec certificats d'origine, est admise au droit réduit de 2 lires les 100 kg. (2). | Par tête    |      |
| 315 Vaches (g 12. -).....  |             | 10.— |
| 316 Bouvillons et taurillons (3) (g 8. -).....   |             | 8.—  |
| Ad 316. — Suivent le régime conventionnel de cette position, les bouvillons et taurillons qui n'ont pas perdu plus de 4 dents de lait.   | Par tête    |      |
| 317 Veaux (g 8.-) .....  |             | 8.—  |
| Ad 317. — Suivent le régime conventionnel de cette position, les veaux qui ont encore toutes leurs dents de lait.  |             |      |
| ex 322 Condiments liquides sans sucre, pour potages, en récipients de 25 kilogrammes et plus (concentré Maggi et produits similaires) (4) .....  | Les 100 kg. | 25.— |
| ex 322 Potages et bouillons avec ou sans sel, sans sucre, condensés (potages et bouillons Maggi et produits similaires) (4) .....  |             | 20.— |
| Ad 322. — Quant à la quantité de sel que ces produits peuvent contenir, les dispositions en vigueur au moment de la signature du présent traité seront maintenues (5).   |             |      |

(1) L'horlogerie électrique suit actuellement le régime des cartels et pendules (5 lires la pièce plus le droit afférent à la cage). Les réveille-matin sans sonnerie pour les heures sont soumis au droit de lire 1,50 la pièce.

(2) La choucroute et la choucroute aux raves sont soumises, d'après le tarif général, au droit de 20 lires les 100 kg. Dans le traité austro-italien de 1891, la même faveur (2 lires) était stipulée pour les choux de toutes sortes salés ou mis dans le vinaigre, provenant du Tyrol.

(3) Sont compris dans cette rubrique, les génisses et génissons.

(4) Tarif général : 40.- ; tarif conventionnel : en vases de terre, de majolique, de porcelaine ou de verre 38.-, en d'autres récipients 28.-

(5) D'après ces dispositions, l'addition de sel ne peut dépasser les 50 o/o.

|        |   |                        |
|--------|---|------------------------|
| ex 328 | Lait et crème, frais, stérillisés ou peptonisés, sans additions, même importés en bouteilles ou boîtes (g et c exempt(1)).....  | Les 100 kg.<br>exempts |
|        | Ad 328. — Le régime de l'admission temporaire et franchise de droits d'entrée sera appliqué aux bouteilles contenant le lait, pourvu qu'elles soient réexportées dans le délai de six mois (2).   |                        |
| 329    | Extrait de lait sans addition de sucre (g 15.-, c 10.-)..<br>Ad 329. — Suit le régime conventionnel de cette position, le lait à l'état sec, sans addition de sucre.  | 5.—                    |
| 331    | Fromages :<br>a à pâte dure :<br>1. Emmenthal (y compris bernesine et petit bernois) ; Gruyère (Fribourg de rayon et de consommation) ; Saanen ; Sbrinz et autres Spalen ; <i>formaggio dolce, formaggio della paglia</i> (g 25.-, c 11.-).   | 4.—                    |
|        | Ad 331 a 1. — Il est entendu que les désignations Emmenthal, Gruyère, Saanen, etc., n'indiquent pas le lieu de production, mais le genre de fabrication. Le droit de 4 lires est par conséquent accordé pour toutes les sortes de fromages de ce genre de fabrication, quelle que soit la contrée d'où ils proviennent. |                        |
|        | 2. autres (g 25.-, c 11.-).....   | 10.—                   |
| b      | a à pâte molle (g 25.-, c 11.-).....  | 15.—+                  |
| ex 359 | Fils et câbles électriques :<br>a composés d'un ou de plusieurs fils conducteurs métalliques, recouverts de matières textiles et vernis, même avec gutta-percha ou caoutchouc (g et c 60.-)....   | 50.—                   |

**Annexe B****Droits à la sortie d'Italie**

| Numéros du tarif italien | Dénomination des marchandises  | Droits Lires les 100 kg |
|--------------------------|--|-------------------------|
| ex 154                   | Déchets de soie :<br>a écrus :<br>1. frisons, bourre de soie grège et bourre de douppions ( <i>strusa, strazza di seta e di doppio</i> ).....<br>2. autres ..... | 14.—<br>8.80            |
|                          | Sont exempts tous les articles non frappés de droits de sortie à teneur du tarif général du 24 novembre 1895, excepté les os bruts (3).                          |                         |

(1) D'après la pratique douanière actuelle, la crème, même stérilisée, suit le régime du beurre (lires 12.50 les 100 kg.).

(2) Comme dans le traité de 1892.

(3) V° note 1, page 300.

**| Annexe C****Droits à l'entrée en Suisse**

**N. B. — Les lettres et chiffres figurant après le texte de chaque position signifient :**

**g : le taux du tarif général du 10 avril 1891 ;**

**c : le taux du tarif conventionnel, fixé par les traités à tarif de 1891 et 1892 ;**

**G : le taux du nouveau tarif général du 10 octobre 1902.**

**Les signes dans la colonne « droits » indiquent :**

**L : que le nouveau droit général est lié ;**

**+ : augmentation du droit d'usage actuel ;**

**Chiffres en caractères mi-gras : Réduction du droit d'usage actuel.**

**Lorsqu'aucune observation n'est faite, les droits actuels sont sans changement.**

| Numéros<br>du tarif<br>général<br>suisse | Dénomination des marchandises   | Droits<br>Fr. cts<br>les 100 kg |
|--|---|---------------------------------|
|  | Céréales, maïs, légumes à cosse, ni perlés, ni égru-gés :   |                                 |
| 5  | — Riz dans sa balle ou séparé de celle-ci (g G - 30).....   | exempt                          |
| 6  | — autres céréales (g c G - . 30).....   | .30                             |
| 7  | — Maïs (g c G - . 30).....  | .30                             |
| 8  | — Haricots (g c G - . 30).....  | .30                             |
| 9  | — Pois (g c G - . 30).....  | .30                             |
| 10                                       | — autres légumes à cosse, (g c G - . 30).....   | .30                             |
|  | Céréales, maïs, légumes à cosse, en grains perlés, égru-gés, mondés ou concassés ; gruau, semoule : |                                 |
| 12                                       | — Riz (g 2. 50, c 1. 50 G 4.-).....   | 2.—+                            |
| 13                                       | — Semoule de blé dur (g 2. 50, c 2. -, G 1. -).....   | 1.+ L                           |
| 14                                       | — autres (g 2. 50, c 2. -, G 2. 50).....  | 2.50 + L                        |
|  | Farine en récipients de tout genre pesant plus de 5 kg. :   |                                 |
| 16                                       | — de céréales, maïs, légumes à cosse (g 2. 50, c 2. -, G 2. 50).....                                | 2.50 + L                        |
| 22                                       | Pâtes (g 15. -, c 8. -, G 15.-).....  | 9.— +                           |
|  | Fruits et baies comestibles :   |                                 |
|  | — frais :   |                                 |
| 23                                       | — — à découvert ou en sacs (g c G exempt)   | exempt                          |
| 24                                       | — — autrement emballés :  |                                 |
|  | — — — pommes, poires, abricots (g c exempt G 3. -).....   | 1.— +                           |
|  | — — — autres (g c exempt, G 3. -).....  | exempt                          |
|  | — Fruits secs ou tapés :  |                                 |
| 25                                       | — — non désossés (fruits à noyaux) (g 5. -, c 2. 50 G 5. -).....                                    | 3.50 +                          |

(1) Des droits de sortie sont actuellement perçus en Italie sur les marchandises suivantes : sel marin et sel gemme (p. 100 kg.) - 22 ; tartre et lies de vin 2.20 ; bois, racines, écorces, feuilles, etc., pour la teinture et le tannage : non moulus -. 27, moulus -. 55 ; déchets de soie peignés 20.- ; drilles de toute sorte 8.80 ; minerais de fer (la tonne) -. 22, de plomb, même argentifère (la tonne) 2.20, de cuivre (la tonne) 5.50 ; graines oléagineuses et autres 1.10 ; antiquités 1 o/o de la valeur.

Les os bruts sont actuellement exempts.

|       |   |                     |
|-------|---|---------------------|
| 26    | — — ayant encore les pépins (fruits à pépins) (g 5.-, c 2. 50, G 10. -).....  | les 100 kg.<br>5.—+ |
| 30    | Fruits et baies foulés ; baies de genièvre sèches ; racines de gentiane, de même que les herbes et racines non dénommées ailleurs (g 5. -, c 2. 50, G 10. -).....   | 2.50                |
|       | Raisins :   |                     |
|       | — frais :   |                     |
| 31    | — — raisins de table :  |                     |
|       | — — — en colis postaux affranchis jusqu'à 5 kg. poids brut (g 5. -, c. 2. 50, G 10. -)....  | exempt              |
|       | — — — en petits paquets ou paniers d'un poids non supérieur à 5 kg., même à wagons complets (g 5. -, c 2. 50, G 10.-).....  | 2.50                |
|       | — — — autres (g 5. -, c 2. 50, G 10. -).....  | 5.—+                |
|       | Ad n° 31. — Pour être admis à l'entrée en Suisse, les raisins de table doivent être dépourvus de feuilles et de sarments, et emballés dans des boîtes, caisses ou paniers bien fermés, mais néanmoins faciles à visiter. Le poids d'une boîte, d'une caisse ou d'un panier rempli ne peut pas dépasser dix kilogrammes (1). |                     |
| 35    | Châtaignes, fraîches ou sèches (g c - 30, G 1. -)....   | — .30               |
|       | Fruits du midi :  |                     |
| 36    | — Citrons, oranges (g 15. -, c 2. -, G 15. -).....  | exempt              |
|       | Ad n° 36. — Les écorces de citrons et d'oranges, desséchées ou à l'eau salée, de même que les cédrats et mandarines, rentrent dans le n° 36 (2).  |                     |
| ex 37 | — Figues (g 15. -, c 3. -, G 15.-).....   | exempt              |
| 38    | — Amandes avec ou sans coque (g 15. -, c 3. -, G 15. -).....  | exempt              |
| 39    | — autres fruits du midi (y compris les noix et noisettes, avec ou sans coque, les câpres et olives fraîches, les pignons pelés (3).....   | exempt              |
|       | Légumes :   |                     |
| 40    | — frais (g 2. -, c G exempt).....   | exempt              |
|       | — conservés :   |                     |
|       | — — conservés au vinaigre ou autrement :  |                     |
| 43    | — — — en récipients de tout genre pesant plus de 5 kg. (g 30. -, c 25. -, G 30. -).....   | 27.50 +             |
| 44    | — — — en récipients de tout genre pesant 5 kg. ou moins :   |                     |
|       | — — — — conserve de tomates (g 30. -, G 40. -). 10.—  |                     |

(1) Cette disposition concorde avec la pratique douanière actuelle (voir l'art. 59 du règlement d'exécution pour la loi fédérale concernant l'amélioration de l'agriculture par la Confédération, du 10 juillet 1894).

(2) Droits actuels : Ecorces de citrons et d'oranges desséchées g c G 3. — ; reste de la position : mêmes droits qu'au n° 36.

(3) Droits actuels : Noix avec coque g 5 —, c 2.50, G 10. — ; sans coque g 5. —, c. 2.50 G exempt. Noisettes avec ou sans coque g 15. —, c 3. —, G 15. —. Reste de la position g 15. —, G 20. —.

|       |  |             |
|-------|--|-------------|
|       |  | les 100 kg. |
|       | — — — — autres (g 30. -, G 40. -).....   | 40.— +L     |
| ex 45 | Pommes de terre (g c G exempt).....  | exempt      |
| ex 57 | Figues torréfiées, moyennant la preuve de leur emploi à la fabrication des succédanés du café (g c G 1. -).....  | 1.—         |
|       | Huiles comestibles :   |             |
|       | — en récipients de tout genre pesant plus de 10 kg.:   |             |
| 72    | — — Huile d'olives : (g c 1. -, G 3. -).....   | exempt      |
|       | — — en récipients de tout genre pesant 10 kg. ou moins :   |             |
| 74    | — — Huile d'olives (g c G 20. -).....  | 10.—        |
|       | Viande :   |             |
| 76    | — de boucherie, fraîche :  |             |
|       | — — de veau (g 6. -, c 4.50, G 17. -).....   | 15.— +      |
|       | — — autre (g 6. -, c 4.50, G 17. -).....   | 10.— +      |
|       | — conservée :  |             |
| 77    | — — salée, fumée ; lard séché :  |             |
|       | — — — jambons (g 8. -, c 6. -, G 20. -).....   | 14.— +      |
|       | — — — autres (g 8. -, c 6. -, G 20. -).....  | 20.— +L     |
| 78    | — — — autre (g 8. -, c 6. -, G 25. -).....   | 25.— +L     |
| 80    | Charcuterie :  |             |
|       | — Salami, salamini, mortadelle, zamponi et cotechini (g 25. -, c 12. -, G 35. -).....  | 15.— +      |
|       | — autre (g 25. -, c 12. -, G 35. -).....   | 30.— +      |
| 83    | Volailles vivantes (g 6. -, c 4. -, G 15. -).....  | 4.— +       |
| 84    | Volailles mortes (g 12. -, c 6. -, G 20. -).....   | 4.—         |
| 85    | Conсерves de volailles (g 12. -, c 6. -, G 30. -).....   | 25.— +      |
| 86    | Oeufs (g 4. -, c 1. -, G 5. -).....  | 1.—         |
|       | Poissons :   |             |
| 87    | — frais ou congelés (g 2.50, c exempt, G 2.50)....   | 2.50 +L     |
|       | — séchés, salés, marinés, fumés ou préparés d'une autre manière :  |             |
| 88    | — — en récipients de tout genre pesant plus de 3 kg. (g et c [plus de 5 kg.] 1. -, G 2. -)...  | 1.—         |
| 89    | — — en récipients de tout genre pesant 3 kg. ou moins (jusqu'à 5 kg., g 50. -, c 16. -, G 50. -).....  | 40.— +      |
| ex 93 | Beurre frais (g 8. -, c 7. -, G 15. -).....  | 7.—         |
|       | Fromage :  |             |
|       | — à pâte molle :   |             |
|       | — — Gorgonzola, Strachino et Fontina (g 10. -, c 4. -, G 20. -).....   | 4.—         |
|       | — — autre (g 10. -, c 4. -, G 20. -).....  | 15.— +      |
| 99    | — à pâte dure :  |             |
|       | — — Grana (Parmesan, Lodigiano et Reggiano (g 6. -, c 4. -, G 12. -).....  | 4.—         |
|       | — — autre (g 6. -, c 4. -, G 12. -).....   | 10.— +      |
|       | <i>Ad nos 98 et 99.</i> — Il est entendu que les désignations ci-dessus des spécialités italiennes, telles que Parmesan, Reggiano, etc., n'indiquent pas le lieu de production, mais le genre de fabrication. Le droit |             |

de 4 francs est par conséquent accordé pour toutes les sortes de fromage de ce genre de fabrication, quelle que soit la contrée d'où ils proviennent. les 100 kg.

## Comestibles fins :

|     |  |      |
|-----|--|------|
| 101 | — Conserves de fruits de tout genre, aussi au sucre et à l'alcool, quel que soit leur emballage (y compris les fruits confits au sucre ou candis) :      |      |
|     | — — écorces de fruits du midi (d'oranges, de citrons, de mandarines, de bergamottes, etc.) confites au sucre ou candies (g 50. -, c 40. -, G 60. -)..... | 30.— |
|     | — — autres (g 50. -, c 40. -, G 60. -).....  | 40.— |
| 102 | — sucreries et confiseries (g 50. -, c 40. -, G 50. -).  | 40.— |

## Vin et moût :

|     |   |       |
|-----|---|-------|
|     | — en fûts :   |       |
| 117 | — — Vin naturel, jusqu'à 15° d'alcool, et moût (1).                           | 8.— + |
|     | — — Vins Marsala, Malvasia, Moscato, Vernaccia, jusqu'à 18° d'alcool (1)..... | 8.— + |

*Note.* — Ad n° 117 et 119. — 1. Est accordée une déduction de 6 % pour le vin nouveau, c'est-à-dire que les 100 kg. de vin nouveau ne seront comptés que pour 94 kg. lorsque l'importation en aura lieu jusqu'au 31 décembre inclusivement de l'année de la vendange, dans des fûts, tonneaux ou wagons-réservoirs à bonde ouverte ou à bonde à air (2).

2. Les vins naturels, même s'ils ont subi une légère addition d'alcool, et dont la force alcoolique totale ne dépasse pas les 15 degrés-volume, et les vins dits *Marsala*, *Malvasia*, *Moscato* et *Vernaccia* ne titrant pas plus de 18° d'alcool en volume, n'acquitteront que le droit de douane suivant le n° 117 (en fûts) ou le droit du vin en bouteilles perçu sur les provenances de la nation la plus favorisée. Les vins naturels titrant plus de 15 degrés alcoolométriques et les vins dits *Marsala*, *Malvasia*, *Moscato* et *Vernaccia* titrant plus de 18° d'alcool, paieront, en sus du droit de douane, suivant le numéro 117 (en fûts), ou du droit du vin en bouteilles, pour chaque degré excédant les limites susmentionnées, une finance de monopole de 80 centimes et un

## (1) Droits actuels :

g : jusqu'à 12° 6.— ; au-dessus de 12° : pour chaque degré en sus la finance de monopole de 80 centimes et un droit supplémentaire de 20 centimes par 100 kg.  
c : Marsala, Malvasia, Moscato, Vernaccia, Malaga et Xerès jusqu'à 18° 3.50 ; autres vins jusqu'à 15° 3.50.

G : jusqu'à 12° 20.— ; au-dessus de 12° : finance du monopole et droit supplémentaire comme sous g.

(2) Comme dans le traité de 1892, à la seule exception près que le terme pour l'importation y est fixé au 1<sup>er</sup> décembre.

|        |  |                      |
|--------|--|----------------------|
|        | droit supplémentaire de 20 centimes par quintal (1).   | les 100 kg           |
| 3.     | Dans le cas où la Suisse accorderait à une tierce puissance des faveurs ultérieures quant au régime d'une spécialité quelconque de vin, ces faveurs seront immédiatement étendues, dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vins : <i>Marsala, Malvasia, Moscato et Vernaccia</i> (1).   |                      |
| 4.     | Pour les vins naturels italiens destinés à l'importation en Suisse, les bureaux de douane suisses reconnaîtront les certificats d'analyse émanant des instituts du Gouvernement royal d'Italie, dont la liste est arrêtée entre les deux administrations.  |                      |
|        | Toutefois, cette disposition ne porte aucune atteinte au droit de la Suisse de vérifier de son côté l'analyse des vins importés (1).   |                      |
| ex 129 | Vermouth en fûts, bouteilles ou cruchons, jusqu'à 18 degrés d'alcool (g 30. -, c 8. -, G 40. -).....   | 10. — +              |
|        | <i>Ad n° 129.</i> — Le droit de 10 fr. est stipulé en considération expresse du régime italien relatif au vermouth. Il demeure entendu que si ce régime venait à être modifié et qu'il en résultât une situation plus favorable pour l'exportateur italien de vermouth, le droit pourra être proportionnellement relevé. La révision du droit se ferait, dans ce cas, après pourparlers préalables entre les deux Gouvernements. |                      |
|        | Le vermouth titrant jusqu'à 18,5° sera considéré comme n'ayant que 18 degrés ; au delà de cette limite, il sera soumis au paiement de la finance de monopole en sus du droit de douane (2).  |                      |
| 136    | Bœufs (g 30. -, c 15. -, G 50. —).....   | par tête 32. — +     |
| ex 137 | Taureaux, pour boucherie, avec dents de lait (g 25. -, G 50).....  | 30. — +              |
| 138    | Vaches (g 25. -, c 18. -, G 50. -).....  | 30. — +              |
| 139    | Génisses avec dents de remplacement (g 25. -, c 18. -, G 15. -).....   | 30. — +              |
|        | Jeunes bêtes :   |                      |
| 140    | — Veaux pesant jusqu'à 60 kg. inclusivement (g 6. -, c 5. -, G 15. -).....   | 10. — +              |
| 141    | — Veaux gras pesant plus de 60 kg. (g 10. -, G 20. —).....   | 15. —                |
|        | Porcs :  |                      |
| 143    | — pesant plus de 60 kg. (g 8. -, g 5. -, G 15. -).....   | 10. — +              |
| 144    | — pesant jusqu'à 60 kg. inclusivement :  |                      |
|        | — de boucherie (g 8. -, c 4. -, G 20. -).....  | 10. — +              |
| 145    | Moutons (g 2. -, c 50. -, G 2. -).....   | — .50<br>les 100 kg. |
| 158    | Coraux, ouvrés, non montés (g 50. -, c 30. -, G 50. -).....  | 30. —                |
| 171    | Déchets de la fabrication de la cire ; rognures de cuir ; déchets de peaux ne pouvant servir qu'à la fabrica-  |                      |

(1) Une disposition à peu près analogue est déjà contenue dans le traité de 1892.

(2) Même disposition que dans le traité de 1892.

|     |   |                       |
|-----|---|-----------------------|
|     | tion de la colle forte ; rognures (copeaux) de corne ; tendons ; sabots et griffes, de même que tous les autres déchets de provenance animale non dénommés ailleurs (g (1) c G exempt)..... | les 100 kg.<br>exempt |
| 172 | Cuir et peaux :<br>— bruts, salés ou non salés, desséchés :   |                       |
| 173 | — — Cuir (g c G -. 60).....   | — .30                 |
|     | — — Peaux (g c G -. 60).....  | — .30                 |
| 193 | Souliers et pantoufles :<br>— de cuir brun ou ciré, de vache ou de génisse, de cuir sauvage, de croûte :  |                       |
| 194 | — — non doublés (g 60. -, c 40. -, G 60. -).....  | 50.—+                 |
| 195 | — — doublés (g 130. -, c 60. -, G 100. -).....  | 70.—+                 |
| 202 | — avec empeigne en cuir de veau, de cheval, de chevreau, de chèvre, de mouton et de fantaisie, doublés ou non (g 130. -, c 60. -, G 140. -).....  | 110.—+                |
|     | Gants de peau (g 300. -, c 150. -, G 300. -).....   | 200.—+                |
| 203 | Semences :<br>— Semences de graminées et graine de trèfle (g c G exempt).....   | exempt                |
| 204 | — Graines et fruits oléagineux, cerneaux de noix (2)  | exempt L              |
| 205 | — Semences non dénommées ailleurs (g et C exempt)   | exempt                |
| 207 | Fleurs fraîches coupées, rameaux, pervenches, etc., aussi en bouquets, couronnes, etc. (g c G exempt).  | exempt                |
| 208 | Arbres, arbrisseaux et autres plantes vivantes :<br>— en cuveaux ou pots (g 2. -, c 1. -, G 7.-).....   | 3.—+                  |
|     | — ni en cuveaux ni en pots :  |                       |
| 209 | — — sans motte (g 2. -, c 1. -, G 7.-).....   | 4.—+                  |
| 210 | — — avec motte (g 2. -, c 1. -, G 4. -).....  | 3.—+                  |
| 211 | Feuillée, roseaux, paille, balle de céréales, litière de tourbe (3).....  | exempt                |
| 212 | Foin (g c G, exempt).....   | exempt                |
| 213 | Tourteaux et farine de tourteaux ; caroubes (g c G, exempt).....  | exempt                |
| 215 | Son (g c G, exempt).....  | exempt                |
| 216 | Farine pour le bétail, dénaturée, et déchets de la minoterie pour l'alimentation du bétail (4).....   | exempt L              |
| 218 | Marc (drague) de raisins et de fruits ; lies de vin liquides (g c -. 20, G -. 50).....  | — .50 +L              |
| 219 | Déchets d'origine végétale, non dénommés ailleurs (g c G exempt).....   | exempt                |
| 220 | Produits des champs, des forêts et des jardins, ne rentrant pas dans une des rubriques ci-dessus, ni dans la catégorie I, Comestibles, etc. (g c G exempt)...                               | exempt                |

(1) A l'exception des rognures de cuir (g — . 20).

(2) Graines et fruits oléagineux : g c — . 30, G exempt : cerneaux de noix : g 5. — , 2.50 ; G exempt.

(3) Litière de tourbe : g c — . 02, G exempt ; reste de la position ; g c G exempt.

(4) Farine pour le bétail, dénaturée : g 2.50, c 2. — , G exempt ; reste de la position : g c G exempt.

|        |  |          |
|--------|--|----------|
|        | <i>Ad n° 220.</i> — Les écorces des fruits du midi, fraîches, Les 100 kg.<br>rentrent dans le n° 220.  |          |
|        | Bois à brûler, broutille, écorce d'arbre :   |          |
| 221    | — Bois d'essences feuillues (g c G . . 02).....  | — .02    |
| ex 253 | Ustensiles en bois non dénommés ailleurs, sans ferrures (g 8. ., c 6. ., G 20. .).....   | 12.—+    |
| ex 256 | Tonnellerie et boissellerie finies, montées ou démontées, sans ferrures :<br>— fûts et futailles, même avec cercles en fer (g 15. .,<br>c 12. ., G 15. .)..... | 6.—      |
|        | — autres (g 15. ., c 12. ., G 15. .).....  | 12.—     |
|        | Ouvrages en bois de tout genre, finis, non dénommés ailleurs :   |          |
| ex 270 | — bruts, sans ferrures (g 8. ., c 6. ., G 30. .)....   | 20.—+    |
| 271    | — autres (g 50. . - c 30. ., G 50. .).....   | 40.—+    |
| 321    | Livres imprimés (g c G 1. .) .....   | 1.—      |
| 323    | Musique (g c G 1. .) .....   | 1.—      |
| ex 396 | Lin, chanvre, et leurs déchets : bruts, rouis, teillés ou sérancés, peignés, blanchis, teints, etc. (g c . . 30,<br>G exempt).....                             |          |
|        | Fils des matières textiles dénommées au n° 396 :   |          |
|        | — écrus :  |          |
|        | — — simples :  |          |
|        | — — — de chanvre :   |          |
| ex 397 | — — — — jusques y compris le n° 5 anglais (g 1.50,<br>c 1. 20, G. 4.-).....  | 3.—+     |
| ex 398 | — — — — de numéros supérieurs au n° 5 anglais, jusques et y compris le n° 10<br>(g 1. 50, c 1. 20, G 8.-).....   | 8.—+L    |
|        | Ouvrages de cordier :  |          |
| 423    | — Cordes, câbles (g 12. ., c 7. ., G 20.-).....  | 12.—+L   |
| 432    | Cocons (g et c . . 30, G exempt).....  | exempt L |
| 434    | Déchets de soie (frisons, bourre, déchets de cardettes,<br>etc.) ; cocons défectueux (g et c . . 30, G exempt)...  | exempt L |
| 435    | Peignée (g et c 1. ., G exempt) .....  | exempt   |
|        | Soie et bourre de soie (chappe) pour le tissage :  |          |
|        | — écrues :   |          |
|        | — — non moulinées :  |          |
| 436    | — — — Grège (g c 1. 50, G exempt).....   | exempt L |
| 437    | — — — Bourre de soie (g c 1. 50 G exempt).....   | exempt L |
|        | — — moulinées :  |          |
| 438    | — — — Soie, organzin et trame :  |          |
|        | — — — — organzin (g 7. ., c 6. ., G 7.-).....  | exempt   |
|        | — — — — trame (g 7.-, c 6.-, G 7.-).....   | 7.— L    |
| 439    | — — — Bourre de soie (g 7.-, c 6.-, G 7.-).....  | 7.—      |
|        | — teintes :  |          |
| 442    | — — restes et rebuts de soie (organzin et trame) (g<br>G 7.-).....   | 3.—      |
|        | Soie et bourre de soie (cordonnet) à coudre, à broder,<br>pour passementerie :   |          |
| 443    | — écrues (g 60.-, c 6.-, G 75.-).....  | 30.—+    |

|        |   |             |
|--------|---|-------------|
|        | Articles en soie, bourre de soie, soie artificielle :   | les 100 kg. |
| ex 447 | — à la pièce (1) .....  | 120.— +     |
| ex 453 | Couvertures en pettenuzzo (2) avec chaîne de coton (g 100.-, c 40.-, G 100.-).....  | 50.— +      |
|        | Ouvrages en feutre sans travail à l'aiguille :  |             |
| 490    | — Cloches en feutre de poils (g 50.-, c 30.-, G 100.-). . . . .   | 65.— +      |
| 491    | — Cloches en feutre de laine (g 50.-, c 30.-, G 50.-) . . . . .   | 40.— +      |
|        | Crins et poils de buffle :  |             |
| 497    | — nettoyés, filés, préparés, assortis en bottes (g 12.-, c 10.-, G 25.-).....   | 20.— +      |
|        | Paille assortie, rotin, liber, jonc, roseaux, osiers, copeaux de bois, paille de riz, racines de riz, sorgho, sparte (stipe, alfa), fibres de coco, feuilles de palmier, varech, crin végétal, etc. : |             |
| 502    | — bruts (3).....  | exempt L    |
| 503    | — blanchis, teints, vernis, bronzés, écorcés, refendus, filés, tordus, cordés (4).....  | 1.—         |
|        | Balais :  |             |
| 504    | — de paille de riz (g G 15.-).....  | 2.50        |
| ex 505 | — de saggina (sorghum saccharatum) avec ou sans manche (g 15.-, c 2.50, G 10.-).....  | 2.50        |
| 508    | Tresses :   |             |
|        | — écrues (g c 6.-, G 2.-).....  | exempt      |
|        | — autres (g c 6.-, G 2.-).....  | 2.— L       |
|        | Chapeaux non garnis :   |             |
| ex 563 | — de paille (g c 100.-, G 175.-).....   | 135.— +     |
| 564    | — de feutre de poils (g 100.-, c 75.-, G 250.-) . . .   | 160.— +     |
| 565    | — de feutre de laine (g 100.-, c 75.-, G 175.-) . . .   | 120.— +     |
|        | Chapeaux garnis en tout ou en partie :  |             |
| 568    | — de feutre de poils :  |             |
|        | — — pour hommes (g 200.-, c 120.-, G 375.-) . . .   | 270.— +     |
|        | — — pour femmes (g 200.-, c 120.-, G 375.-) . . .   | 320.— +     |
| 569    | — de feutre de laine :  |             |
|        | — — pour hommes (g 200.-, c 120.-, G 300.-) . . .   | 200.— +     |
|        | — — pour femmes (g 200.-, c 120.-, G 300.-) . . .   | 230.— +     |
| 585    | Matériaux pour routes, gravier ; sable en chargements découverts (g c G exempt).....  | exempt      |
|        | Pierres à pavier :  |             |
| 586    | — brutes (g c G exempt).....  | exempt      |
| 587    | — façonnées (g et c exempt, G -. 05) . . . . .  | —.05 + L    |
|        | Pierres de carrière :   |             |
| 588    | — brutes (g c G exempt).....  | exempt      |

(1) Droits actuels : En soie ou bourre de soie pure g 16.—, G 150.—; en soie ou bourre de soie mélangée g 100.—, c 40.—, G 150.—. Tissus combinés avec des métaux précieux g 200.—, G 150.—.

(2) Les couvertures bien connues et à bon marché, en couleurs, fabriquées de déchets de soie.

(3) Osier g —, 20, c —, 15, G exempt ; reste de la position : g c —, 30, G exempt.

(4) Osier écorcé ou refendu g 2.—, G 1.50 ; reste de la position g c G 1.50.

|   |   |                       |
|---|---|-----------------------|
| 589   | — équarries par clivage ou épincées (moellons) (g et c exempt, G -. 05).....  | les 100 kg.<br>—.05+L |
| Pierres de taille; brutes, dégrossies ou sciées :   |   |                       |
| 591   | — dures :   |                       |
|   | — — marbres à texture cristalline, syénite, porphyre et granit susceptibles d'être polis (g -. 50, c -. 30, G -. 50).....   | exempt                |
|   | — — autres (g -. 50, c -. 30, G -. 50).....   | —.30                  |
| Plaques de pierre, y compris le marbre et le granit, brutes refendues, sciées, de l'épaisseur de :                              |   |                       |
| 592   | — 4 cm. jusqu'à 15 cm. inclusivement (g 1 .-, c -. 75, G 1 .-).....   | 1.—+L                 |
| 593   | — moins de 4 cm. (g 1 .-, c -. 75, G 1 .50).....  | 1.50+L                |
| Ouvrages de tailleur et de tourneur de pierre :   |   |                       |
|   | — non moulurés :  |                       |
| 594   | — — non égrisés (g 1 .-, c -. 75, G 1 .50).....   | 1.50+L                |
| 595   | — — égrisés ou polis (g 4 .-, c (1), G 4 .-).....   | 4.—+L                 |
|   | — moulurés :  |                       |
| 596   | — — non égrisés (g 1 .-, c (1), G 4 .-).....  | 4.— L                 |
| 597   | — — égrisés ou polis (g 4 .-, c (1), G 6 .-).....   | 6.—+L                 |
| 598   | — — avec ornements (g 4 .-, c (1), G 8 .-).....   | 8.—+L                 |
| Ouvrages de sculpteur :   |   |                       |
| 599   | — Ebauches de statues (g c G 4 .-).....   | 4.—                   |
| 600   | — autres (g et c 16 .-, G 10 .-).....   | 10.— L                |
| 601   | Empreintes et objets moulés en plâtre, soufre, carton-pierre, papier mâché, ciment, etc., à moins qu'ils ne rentrent dans le n° 1145 (g 7 .-, G. 10 .)  |                       |
| 602   | Meules de moulin (g G -.50).....  | 7.—<br>—.50           |
| 604   | Pierres à aiguiser (g G -.50).....  | exempt                |
| 609   | Argile, terre glaise ; terre réfractaire ; farine fossile, terre à porcelaine (kaolin) et terres et matières minérales brutes non dénommées ailleurs, même calcinées, lavées ou moulues (g c G exempt)..... |                       |
| 610   | Pierre à chaux et pierre à plâtre, non calcinées (g c G exempt).....  | exempt                |
| 611   | Pierre à plâtre calcinée ou moulue ( g -.40, c -. 20, G -.60).....  | exempt<br>—.40+       |
| Chaux grasse :  |   |                       |
| 612   | — en morceaux (g -.40, c -. 20, G exempt).....  | exempt L              |
| 613   | — moulue (g -.40, c -. 20, G -.20).....   | —.20                  |
| 614   | Chaux hydraulique ; trass (g -.50, G -.70).....   | —.60+                 |
| Ciment :  |   |                       |
| 619   | — Ciment Portland (g -.80, c -.70, G 1 .-).....   | 1.—+L                 |
| Ouvrages en ciment (sauf les reproductions de modèles, voir n° 601), tels que : pierres à bâtir, dalles, tuiles, tuyaux, etc. : |   |                       |

(1) Droits établis par le traité de 1892 : marbres et granits en plaques ou sciés, polis ou égrisés 2. — ; ouvrages en pierres communes, polis ou égrisés 3. — ; ouvrages en marbres et granits polis, égrisés, avec ornements 4. —.

|     |  |                    |
|-----|--|--------------------|
| 622 | — avec ornements, colorés, façonnés, égrisés, (frottés) (g 3.-, c 2.-, G 3.) . . . . .   | les 100 kg.<br>2.— |
|     | Amiante (asbeste), mica et ouvrages faits de ces matières :  |                    |
| 633 | — Amiante brut, aussi en floches ; mica, brut ou en carreaux (1) . . . . .   | exempt L           |
|     | Tuiles :   |                    |
|     | — brutes ou engobées :   |                    |
| 647 | — — Tuiles à emboîtement (g -.60, c -.50, G 1.25)  | — .80+             |
| 648 | — — autres (g -.60, c -.50, G 1.-) . . . . .   | — .50+             |
|     | Briques :  |                    |
|     | — brutes ou engobées :   |                    |
| 651 | — — — pleines ou percées transversalement (g -.50, c -.25, G -.50) . . . . .   | — .25              |
|     | — — — percées longitudinalement :  |                    |
| 652 | — — — longues de 30 cm. ou moins (g -.50, c -.25, G -.75) . . . . .  | — .60+             |
| 653 | — — — autres ; hourdis (g -.50, c -.25, G 1.10).<br><i>Ad n° 653.</i> — Les hourdis provenant de la Vallée du Pô, avec certificats d'origine, sont admis jusqu'à concurrence de 1200 tonnes par an au droit réduit de fr. 0.25.  | — .70+             |
| 654 | — lisses (briques de parement), même de deux masses : de couleur naturelle (g -.50, c -.25, G 1.50) . . . . .  | — .75+             |
|     | Dalles et carreaux :   |                    |
|     | — d'une seule couleur, unis ou striés :  |                    |
| 656 | — bruts ou engobés ; carreaux de pavage (g -.50, c -.25, G 1.25) . . . . .   | 1.10+              |
| 663 | Ornements architectoniques : ouvrages en terra-cotta pour l'architecture et les jardins (g 3.-, c 2.-, G 3.-) . . . . .  | 2.—                |
| 664 | Produits artistiques en terra-cotta, même bruts, tels que statues, figures d'animaux, vases, urnes, etc. (g 25.-, c 16.-, G 30.-) . . . . .  | 16.—               |
| 682 | Déchets de verreries ; tessons de verre et de poteries, etc. (g c G exempt) . . . . .  | exempt             |
|     | Verrerie et gobeletterie des espèces de verre indiquées sous n° 691/693 :  |                    |
| 696 | — en clisses grossières de bois, roseau ou paille (g 12.-, c 8.-, G 8.-) . . . . .   | 8.—                |
| 699 | <i>Ad n° 699.</i> — 1. Il est convenu que les conteries de Venise seront admises, à titre de trafic-frontière, au taux de faveur de 4 francs les 100 kg, pour une quantité limitée à 60 quintaux par an, à la condition que l'importation en soit effectuée par le bureau des douanes suisses de Chiasso, et que l'origine desdites marchandises soit attestée par des |                    |

(1) Amiante brut g c G exempt ; reste de la position g 3. —, G exempt,

|         |  |             |
|---------|--|-------------|
|         | certificats d'origine émanant de l'autorité compétente du lieu de production.  | les 100 kg. |
| 2.      | Les conteries de Venise rentrent dans le n° 699, à 4 francs, même si elles sont enfilées pour faciliter leur emballage et leur transport (1).  |             |
| 708     | Déchets provenant du travail, limaille, tournure, etc., (g c G exempt).....  | exempt      |
| 868     | Raclures, cendres d'orfèvre et scories de métaux précieux (g c G exempt).....  | exempt      |
|         | Matières brutes, végétales et animales pour usage pharmaceutique, telles que : baies, feuilles, fleurs, fruits, coques, bois, herbes, écorces, semences, racines, etc., non dénommées ailleurs et ne rentrant pas dans la sous-catégorie B : |             |
| 966     | — entières, à l'état brut (g c G 3.-).....   | — .50       |
| 970     | Jus de réglisse, parfumé ou non (g 10.-, c 7.-, G 10.-).....   | 7.—         |
| ex 974  | Huile de ricin, incolore, purifiée (g 10.-, c 5.-, G 10.-).....  | 5.—         |
|         | Matières brutes :  |             |
| 987     | — Jus de citron (g c -. 20, G exempt).....   | exempt L    |
| 993     | — Soufre en morceaux, blocs, canons et poudre (g c -. 20, G exempt).....   | exempt L    |
| 994     | — Fleur de soufre (soufre sublimé) (g c -. 30, G exempt).....  | exempt L    |
|         | Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués inorganiques :  |             |
| ex 1008 | — Acide borique (g c 2.-, G 1.-).....  | 1.— L       |
| 1024    | — Borate de soude (borax) (g c. 1.-, G -.50).....  | — .30       |
|         | Matières auxiliaires préparées et produits fabriqués organiques :  |             |
| 1055    | — Extraits de substances contenant du tannin, liquides et solides (liquides g c G -.30 ; solides g c -.1, G -.30).....   | — .30 L     |
| ex 1072 | Caséine (g c G 2.-).....   | 2.—         |
|         | Matières explosives et articles pyrogéniques :   |             |
| 1086    | — Allumettes-bougies (g 40.-, G 60).....   | 40.—        |
|         | Terres colorantes :  |             |
| 1090    | — travaillées : moulues, lavées, pulvérisées, etc., telles que craie, ocre, sulfate de baryte, etc. (sulfate de baryte g c G -.30 ; autres g c -.60, G -.30).....  | — .20       |
|         | Couleurs végétales :   |             |
|         | — Baies, feuilles, lichens, fruits, herbes, écorces, racines, etc., tinctoriaux :  |             |
| 1093    | — — bruts, non divisés (g c -.20, G exempt).....   | exempt L    |
| 1094    | — — divisés : coupés, moulus, râpés, pulvérisés, etc. (g c G -.60).....  | — .60       |

(1) Même disposition que dans le traité de 1892. — Droit actuel g et G: 10.—.

|         |   |             |
|---------|---|-------------|
|         | Graisses liquides et huiles de tout genre pour usages industriels, brutes :   | les 100 kg. |
|         | — Huiles végétales :  |             |
| 1116    | — — Huiles d'olives, dénaturée ; huile d'amandes ; oléine (acide oléique) (g c G 1.-).....  | — .50       |
| 1117    | — — Huile de ricin (g c 1.-, G -.50).....   | — .50       |
|         | Cire animale :  |             |
| 1123    | — — brute (g c G 1.50).....   | 1.—         |
|         | Huiles, graisses et cires de tout genre, travaillées :  |             |
|         | — Ouvrages en cire :  |             |
| 1137    | — — autres de tout genre (g 50.-, c 16.-, G 50.-)...  | 30.— +      |
| ex 1140 | Déchets de savonnerie et de teinturerie (g c G exempt).....   | exempt      |
|         | Quincaillerie et articles de fantaisie de tout genre, non dénommés ailleurs :   |             |
| ex 1144 | — en albâtre, lave, écaille (g 200.-, c 120.-, G 200.-).....  | 130.— +     |
| 1145    | — autres, de tout genre ; mercerie, non dénommée ailleurs (g 50.-, c 30.-, G 60.-).....   | 40.— +      |
| 1146    | Bijouterie fausse, soit objets de parure de tout genre non composés de métaux précieux, de pierres gemmes, de perles ou coraux véritables (g 300.-, c 50.-, G 300.-)..... | 130.—       |

**Annexe D****Droits à la sortie de la Suisse**

|   |  | Droits<br>fr.      cts<br>les 100 kg. |
|---|--|---------------------------------------|
| 1 | Toutes les marchandises, à l'exception de celles qui sont dénommées ci-après (1) : .....   | exempt L                              |
| 2 | Ferraille, à l'exception des tournures de fonte de fer, et déchets de la fabrication du fer non étamés, non zingués (g c -. 20.-, g -, 40) ..... | 0.04 +L                               |
| 3 | Chiffons ; maculature (g c exempt, g 1.-).....   | 1.— +L                                |
| 4 | Cuir et peaux, bruts (g c g 1.-).....  | 1.—                                   |
| 5 | Os (g c -. 10, g 2.-).....   | 2.— +                                 |

(1) D'après le tarif général actuel, les marchandises suivantes, autre celle dénommées ci-dessus, sont encore frappées de droits de sortie : animaux (fr. par tête) : chevaux et mulets 1.50 ; poulains et ânes, gros bétail pesant plus de 60 kg., porcs pesant 40 kg. ou plus -. 50 ; veaux ne pesant pas plus de 60 kg., porcs ne pesant pas 40 kg., moutons et chèvres -. 05 ; ruches habitées -. 10 — En outre : viande fraîche 1. - les 100 kg.

Tous ces droits sont liés dans le traité de 1891 avec l'Italie.

**Annexe E****Carte de légitimation pour voyageurs de commerce**

(Modèle)

pour l'année  
19

Armeirie

N° de la  
carte

**Carte de légitimation  
POUR  
voyageurs de commerce**

**Valable  
en Suisse et en Italie**

(lieu), le ..... 19

L. S.

Autorité qui délivre  
la carte

Signature :

Il est certifié que le porteur de cette  
carte voyage pour *la* maison.....

1..... à.....  
2..... à.....  
3..... à.....

et que *cette* maison acquitte..... les taxes lé-  
gales.

**SIGNALLEMENT DU PORTEUR :**

Age : .....

Taille : .....

Cheveux : .....

Signes particuliers : .....

*Signature du porteur :*

.....

**Annexe F****Dispositions additionnelles****I. EN CE QUI CONCERNE LE TEXTE DU TRAITÉ**

*Ad art. 5.* — En vue de l'exacte application des taxes de dédouanement perçues pour le compte de l'administration des chemins de fer d'après les tarifs actuellement en vigueur, le Gouvernement italien s'engage à faire donner des instructions aux bureaux compétents, dans le sens que si un seul et même colis contient des marchandises appartenant à deux ou plusieurs positions ou sous-positions du tarif douanier italien, les droits de dédouanement (commission et factage) dont il est question à l'article 5 du traité, ne seront pas perçus sur chaque espèce de marchandises, mais uniquement sur le poids total du colis, étant toutefois admis que si le colis contient des marchandises différentes, dont une partie appartient à la 1<sup>re</sup> catégorie du tarif des taxes de dédouanement, le colis entier sera soumis aux taxes de ladite catégorie.

L'application des *lamine* et des *pallottole* aux tissus actuellement soumis à cette formalité, cesse dès la mise en vigueur du présent traité.

*Ad art. 11.* — Il est entendu ce qui suit :

1. Les bureaux de douane italiens à Chiasso-Stazione et à Luino seront munis des compétences nécessaires pour opérer le dédouanement de toutes espèces de marchandises et dans tous les genres de trafic ;

2. Le bureau italien de Ponte-Chiasso devra effectuer le dédouanement de toutes marchandises.

Le Gouvernement italien s'engage à exécuter les dispositions ci-dessus dès l'entrée en vigueur du présent traité.

Il est entendu, en outre, que les offices douaniers de chacune des parties contractantes fourniront au public de l'autre partie tout renseignement qui pourrait leur être demandé sur la classification de tel ou tel article spécial.

*Ad art. 13.* — A la demande de l'Italie, les deux parties s'engagent à ouvrir une négociation spéciale sur la question d'étendre à tous les bureaux de douanes suisses les règles établies par la Convention de Milan du 4 mai 1901 pour l'estivage du bétail.

*Ad art. 14.* — Dans le cas où des marchandises expédiées de l'un des deux pays dans l'autre et se trouvant encore en douane, seraient refusées par leurs destinataires ou devraient être réexpédiées pour d'autres causes à l'expéditeur primitif, dans la même condition où elles sont arrivées, la réexportation sans paiement des droits d'entrée sera accordée, même si la douane a déjà fait sa visite et si les droits ont été liquidés.

*Ad art. 18.* — A l'égard de la composition et de la procédure du tribunal arbitral, il est convenu ce qui suit :

1. Le tribunal se composera de trois membres. Chacune des deux parties en nommera un dans le délai de quinze jours après la notification de la demande d'arbitrage.

Ces deux arbitres choisiront le surarbitre qui ne pourra ni être ressortissant d'un des deux Etats en cause, ni habiter sur leur territoire. S'ils n'arrivent pas à s'entendre sur son choix dans un délai de huit jours, sa

nomination sera immédiatement confiée au Président du Conseil administratif de la Cour permanente d'arbitrage à la Haye.

Le surarbitre sera président du tribunal ; celui-ci prendra ses décisions à la majorité des voix.

2. Au premier cas d'arbitrage le tribunal siégera dans le territoire de la partie contractante défenderesse ; au second cas, dans le territoire de l'autre partie et ainsi de suite alternativement dans l'un et dans l'autre territoire, dans une ville que désignera la partie respective ; celle-ci fournira les locaux, ainsi que le personnel de bureau et de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal.

3. Les parties contractantes s'entendront dans chaque cas spécial ou une fois pour toutes sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal lui-même. La procédure peut se faire par écrit si aucune des parties ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions du chiffre 2 ci-dessus ne reçoivent leur application que dans la mesure nécessitée par les circonstances.

4. Pour la citation et l'audition de témoins et d'experts, les autorités de chacune des parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au Gouvernement respectif, leur assistance de la même manière que sur les réquisitions des tribunaux civils du pays.

## II. EN CE QUI CONCERNE L'ANNEXE A (DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE)

*Ad ex 16, ex 17 et 20.* — Si, pendant la durée du présent traité, l'Italie venait à abaisser ses droits sur le sucre, les droits convenus pour les produits sucrés repris sous les n°s ex 16, ex 17 et 20, seront réduits proportionnellement. A cet effet, les produits du n° 20 seront considérés comme contenant 50 % de sucre.

*Ad 70.* — Les médicaments inscrits dans la pharmacopée nationale suisse approuvée par le Conseil fédéral sont admis à l'importation en Italie au même titre que ceux inscrits dans la pharmacopée italienne.

Les médicaments inscrits dans la pharmacopée italienne ou approuvés par le Conseil supérieur de santé publique du royaume d'Italie sont admis à l'importation en Suisse au même titre que ceux inscrits dans la pharmacopée suisse.

D'une manière générale, les médicaments importés de l'un des deux pays dans l'autre ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que les médicaments de production nationale.

*Ad 78.* — Dans le cas où une analyse serait reconnue nécessaire pour s'assurer que les couleurs ne contiennent pas du chlorure de sodium en proportion supérieure à 50 %, les importateurs auront également faculté d'enlever, sans aucun délai, la marchandise de la douane et d'en disposer librement moyennant le dépôt ou le cautionnement du prix de monopole du sel commun à raison de 30 kilogrammes de sel pour 100 kilogrammes de couleur.

S'il résulte de l'analyse que la couleur contient plus de 50 % de chlorure de sodium, le prix de monopole sera perçu sur la quantité excédant cette limite.

*Ad 153.* — Sera maintenu pendant la durée du présent traité, le trafic

de perfectionnement existant pour la soie introduite d'Italie en Suisse pour y être teinte et qui rentrera en Italie après avoir subi cette opération.

*Ad 218 b 4.* — Dans le cas où l'Italie se déciderait à soumettre à un traitement spécial la vaisselle et les ustensiles de ménage, en fer émaillé le droit pour ces articles ne dépassera pas 35 lires les 100 kilos.

### Protocole

Au moment de signer le traité de commerce qui vient d'être négocié entre les délégations respectives, les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés, déclarent ce qui suit :

Le Conseil fédéral de la Confédération suisse et le Gouvernement Royal d'Italie se promettent mutuellement le secret le plus absolu au sujet du contenu dudit traité jusqu'au jour où ce traité sera présenté aux parlements respectifs, et ceci pas avant les derniers jours de novembre prochain.

En attendant et jusqu'au 31 décembre prochain le traité du 19 avril 1892 est maintenu en pleine vigueur.

En foi de quoi, lesdits plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double expédition, à Rome, le treize (13) juillet mil neuf cent-quatre (1904).

(L. S.) Signé : J.-B. PIODA.  
 (L. S.) Signé : A. KÜNZLI.  
 (L. S.) Signé : Alfred FREY.  
 (L. S.) Signé : Ernest LAUR.

(L. S.) Signé : TITTONI.  
 (L. S.) Signé : L. LUZZATTI.  
 (L. S.) Signé : L. RAVA.  
 (L. S.) Signé : G. MALVANO.  
 (L. S.) Signé : E. PANTANO.  
 (L. S.) Signé : N. MIRAGLIA.  
 (L. S.) Signé : G. CALLEGARI.  
 (L. S.) Signé : L. LUCIOLLI.

### Entrée en vigueur

Les instruments de ratification du traité de commerce entre la Suisse et l'Italie ont été échangés, à Rome, le 28 décembre 1904. Conformément à son article 19, le traité entrera en vigueur comme suit :

1. Les articles 1 à 21 du texte du traité et les dispositions additionnelles (annexe F) s'y rapportant;

Les annexes A et B « Droits à l'entrée en Italie » et « Droits à la sortie d'Italie », ainsi que les dispositions additionnelles (annexe F) se rapportant à ces deux annexes : *le 1<sup>er</sup> juillet 1905*.

2. Les annexes C et D « Droits à l'entrée en Suisse » et « Droits à la sortie de Suisse », ainsi que les dispositions additionnelles (annexe F) se rapportant à ces deux annexes : *à la date de la mise en vigueur de la loi fédérale sur le tarif des douanes, du 10 octobre 1902*, date qui sera notifiée au Gouvernement italien trois mois à l'avance.

Actuellement, cette date n'est pas encore déterminée.

*Jusqu'aux dates ci-dessus énoncées, les stipulations correspondantes du traité actuel, du 19 avril 1892, sont maintenues en vigueur. Elles cesseront de sortir leurs effets ainsi qu'il suit :*

1. Les articles 1 à 16 et les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture, le tarif B « Droits à l'entrée en Italie » et le tarif D « Droits à la sortie d'Italie », ainsi que les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture : *le 30 juin 1905* ;

2. Le tarif A « Droits à l'entrée en Suisse », ainsi que les dispositions y relatives du procès-verbal de clôture et le tarif C « Droits à la sortie de Suisse » : *à la date de la mise en vigueur de la loi fédérale précitée*.

*Avis du Département fédéral du Commerce.*

Berne, le 28 décembre 1904 (1).

**Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le traité de commerce conclu avec l'Italie le 13 juillet 1904.**

(22 novembre 1904)

Monsieur le Président et Messieurs,

Notre mouvement commercial avec l'Italie, sous l'empire du traité de commerce du 19 avril 1892, n'a pas été avantageux pour nous. Les anciens droits italiens sur le fil de coton, les tissus de coton, les tissus de soie, les broderies, la bijouterie, les machines, la pâte de bois et une série d'articles moins importants ont été, à vrai dire, réduits par le traité précédent, mais non dans une proportion propre à favoriser réellement l'exportation. En ce qui concerne le fromage, qui était à cette époque encore notre principal article d'exportation en Italie, on put obtenir uniquement que le droit, fixé à 8 lires dans le traité de 1883 et à 11 lires dans celui de 1889, ne fut pas de nouveau augmenté. Relativement aux principaux articles, le traité de 1892 ne contient de dispositions favorables que pour les montres, dont les droits modérés (1 lire pour celles en or, 50 ct. pour celles en autres métaux) ont été fixés déjà par le traité de 1889, et pour les couleurs de goudron de houille, en faveur desquelles, en concordance avec le tarif autonome, l'exemption douanière a été stipulée. Nos produits essentiels sont, au reste, frappés en Italie de droits fort élevés, exerçant une influence d'autant plus déprimante que les avantages naturels du climat et le bon marché de la main-d'œuvre profitent à la production italienne.

Notre *exportation* en Italie n'a pu, dans ces conditions, se développer beaucoup depuis 1892. Ainsi que le tableau suivant permet de le constater, elle avait reculé, au cours des trois années 1889, 1890 et 1891, de 53 à 47 millions de francs au total ; de 1892 à 1894 elle descendit à 38 millions, resta stable à peu près jusqu'en 1898 et se rapprocha vers 1900 du chiffre de 1892. Malgré l'amélioration du change et l'essor économique général de l'Italie, notre exportation ne dépassa pas 51,7 millions de francs jusqu'à fin 1903. Durant les 12 années de validité du traité, début et terme comparés, elle n'a donc augmenté que de 6 millions en nombre rond.

Il en est tout autrement pour notre *importation* d'Italie. Cette importa-

(1) *Feuille fédérale Suisse*, 11 janvier 1905.

tion, non entravée par des restrictions douanières, a augmenté, durant la même période, d'une façon assez constante, de 140 à 181 millions, soit de 41 millions de francs. Elle atteignit même en 1899, le chiffre de 191 millions de francs.

### Mouvement commercial avec l'Italie 1862-1903 (1)

D'après la statistique suisse (1886-1903)

|      | Importation<br>d'<br>Italie<br>Millions de francs | Exportation<br>en<br>Italie<br>Millions de francs |      | Importation<br>d'<br>Italie<br>Millions de francs | Exportation<br>en<br>Italie<br>Millions de francs |
|------|---|---|------|---|---|
| 1886 | 119   | 58  | 1895 | 158   | 39  |
| 1887 | 117   | 65  | 1896 | 137   | 39  |
| 1888 | 116   | 51  | 1897 | 150   | 39  |
| 1889 | 137   | 53  | 1898 | 156   | 39  |
| 1890 | 129   | 50  | 1899 | 191   | 42  |
| 1891 | 136   | 47  | 1900 | 162   | 44  |
| 1892 | 140   | 46  | 1901 | 158   | 46  |
| 1893 | 147   | 43  | 1902 | 178   | 51  |
| 1894 | 144   | 38  | 1903 | 181   | 52  |

D'après la statistique italienne (1862-1903)

| 1862 | 1870 | 1880 | 1885 | 1890 | 1895 | 1900 | 1903 |
|------|------|------|------|------|------|------|------|
|------|------|------|------|------|------|------|------|

Exportation en Italie :

|    |    |    |    |    |    |    |    |
|----|----|----|----|----|----|----|----|
| 81 | 49 | 34 | 69 | 55 | 46 | 57 | 59 |
|----|----|----|----|----|----|----|----|

Importation d'Italie :

|     |     |     |     |     |     |     |     |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| 136 | 135 | 102 | 108 | 169 | 187 | 207 | 274 |
|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|

### Mouvement commercial avec l'Italie en l'année 1903

|                            | Millions                  | Millions     |
|----------------------------|---------------------------|--------------|
| Exportation totale suisse  | 889 (3), dont en Italie   | 52 (5,8 %)   |
| Importation " "            | 1.196 (2), dont d'Italie  | 181 (15,1 %) |
| Exportation tot. italienne | 1.517 (3), dont en Suisse | 274 (18,1 %) |
| Importation " "            | 1.862 (3), dont de Suisse | 59 (3,2 %)   |

L'examen article par article témoigne d'une augmentation importante de notre *exportation* seulement pour les machines (1892 : 3,, 1903 : 8 millions de francs), les couleurs dérivées du goudron de houille (1892 : 0,, 1903 : 1,, million de francs), pâte de chocolat et chocolat (1892 : 0,, 1903 : 2,, millions de francs), les broderies (1892 : 0,, 1903 : 2,, millions de francs). L'exportation d'horlogerie est restée à peu près la même (1886 : 8,, 1892 : 4,, 1903 : 7,, millions de francs). L'exportation des fromages a, par contre, diminué. En 1892, 64,936 q. de fromage à pâte dure ont été exportés en Italie ; en 1903, 25.590 q. seulement. La valeur de cette exportation atteignit en 1902, 11 millions en nombre rond et en 1903 seulement 4 1/, millions. Notre exportation en Italie de fils de coton et de tissus de

(1) Sans les métaux précieux monnayés.

(2) D'après la statistique suisse ; métaux précieux monnayés non compris.

(3) D'après la statistique italienne ; métaux précieux monnayés non compris..

coton, jadis considérable, a diminué également ; la première a passé de 1,9 million qu'elle était en 1889, à 819,000 francs et la seconde de 3, à 1,1 millions. En 1862, l'Italie importait encore des tissus de coton pour une valeur de 10 millions, dont 5 millions pour tissus imprimés de provenance suisse. De tout temps l'exportation en Italie de soieries et de rubans de soie a été relativement de peu d'importance, les droits descendant de 4 à 14 lires par kilogramme suivant la qualité. (Exportation de soieries : 1886 : 1,1, 1892 : 0,8, 1903 : 1,1 million ; exportation de rubans de soie : 1886 : 1,7, 1892 : 0,9, 1903 : 0,3 millions de francs).

*L'importation d'Italie* a, par contre, considérablement augmenté sur presque toute la ligne, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant des positions les plus importantes :

|                                      | 1886               | 1892  | 1903 |                   | 1886               | 1892 | 1903 |
|--------------------------------------|--------------------|-------|------|-------------------|--------------------|------|------|
|                                      | Millions de francs |       |      |                   | Millions de francs |      |      |
| Vin .....                            | 6,8                | 12,4  | 12,5 | Bœufs .....       | 3,3                | 4,6  | 19,0 |
| Raisins de table.                    |                    | 0,2   | 0,5  | Taureaux .....    | 0,4                | 0,2  | 2,4  |
| Raisins destinés<br>au pressurage.   | 0,03               | { 0,9 | 1,5  | Porcs .....       | 0,6                | 2,5  | 3,0  |
| Fruits du midi..                     | 0,5                | 0,5   | 1,4  | Moutons .....     | 0,5                | 0,8  | 1,3  |
| Légumes frais(1).                    | 0,2                | 0,3   | 0,8  | Cuir et peaux ..  | 0,1                | 0,1  | 1,1  |
| Fourrages (son, etc.)                | 0,01               | 0,4   | 1,4  | Viande fraîche .. | 0,2                | 0,1  | 0,9  |
| Huiles d'olives...                   | 0,7                | 1,0   | 0,9  | Volailles .....   | 1,4                | 1,2  | 2,5  |
| Riz, brut, perlé<br>et mondé.....    | 1,2                | 1,2   | 1,6  | Charcuterie ..... | 0,5                | 1,6  |      |
| Soie écrue (grège<br>et organzin)... | 67,0               | 86,0  | 89,0 | Œufs .....        | 0,7                | 1,1  | 3,7  |
| Lin, chanvre ....                    | 0,8                | 0,5   | 1,4  | Beurre .....      | 0,05               | 0,2  | 3,3  |
| Tissus de soie ...                   | 0,5                | 1,14  | 1,9  | Fromage .....     | 0,1                | 0,3  | 1,3  |

D'après les données ci-dessus, l'importation en 1903 de fruits du midi, légumes, tissus de soie, viande, volailles et charcuterie, a, comparativement à celle de 1886, triplé et quadruplé, et l'importation des bœufs, taureaux, porcs, œufs, raisins, a quintuplé et sextuplé ; plus frappante encore est l'augmentation du fromage et du beurre.

A teneur de son article 17, le traité de 1892 aurait pu être dénoncé pour fin 1897. Aucune des parties contractantes n'ayant fait usage de cette faculté, il restait en vigueur, en vertu dudit article, jusqu'à fin 1903 et, au delà de cette période, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour de la dénonciation.

L'état défavorable de notre bilan d'exportation et d'importation avec l'Italie nous engagea à dénoncer le traité, en vue d'arriver à un nouvel accord tenant mieux compte de nos intérêts. Déjà le message du Conseil fédéral sur le traité de 1892 contenait l'observation suivante : « Les droits » convenus sont encore beaucoup trop élevés pour une grande partie de » nos articles d'exportation et il nous reste à espérer qu'un futur traité » nous procurera de nouvelles améliorations. » La dénonciation nous était commandée également par notre nouveau tarif douanier, dont la tendance est de protéger plus efficacement que par le passé notre agriculture et les branches d'industrie dont le principal débouché est constitué par le mar-

(1) Pommes de terre non comprises.

ché indigène. Nos délégués avaient donc la tâche difficile d'obtenir, d'une part, de nouvelles réductions de droit pour une partie de notre exportation et, d'autre part, des droits plus élevés pour une partie de notre importation, tout en tenant compte des intérêts de la consommation générale.

Nous avons notifié la dénonciation le 17 septembre 1903, de sorte que les effets du traité devaient cesser le 17 septembre de cette année. Le gouvernement italien s'étant déclaré disposé à entrer en pourparlers avec nous en vue de la conclusion d'un nouveau traité, Rome fut, d'un commun accord, désignée comme siège des négociations, le dernier traité ayant été conclu en Suisse.

Nous avons nommé en qualité de délégués : MM. *J.-B. Pioda*, ministre de Suisse à Rome, *A. Künzli*, conseiller national, *A. Frey*, conseiller national, et *D<sup>r</sup> E. Laur*, secrétaire de l'Union suisse des paysans. En choisissant un spécialiste pour les questions d'agriculture, nous tenions compte du fait qu'une grande partie de notre exportation en Italie et la majeure part de notre importation en provenant (abstraction faite de la soie écrue) sont constituées par les produits agricoles. M. le D<sup>r</sup> Laur n'avait, du reste, nullement la mission de ne représenter, au cours des négociations, que l'agriculture seulement ; il lui fut, au contraire, enjoint, ainsi qu'à ses collègues, de considérer toujours *l'intérêt général* du pays. Au point de vue technique, la collaboration d'un agriculteur versé dans la théorie et la pratique était indispensable et les faits en ont prouvé l'utilité sous tous les rapports.

Les délégués du gouvernement italien furent : MM. les ministres *Tittoni* (affaires étrangères), *Luzzatti* (ministre du trésor et ministre intérimaire des finances), *Rava* (agriculture, industrie et commerce) ; de plus : MM. le sénateur *Malvano*, secrétaire général au ministère des affaires étrangères, *Pantano*, député, *Miraglia*, ancien député, ancien directeur général de l'agriculture, *Callegari*, inspecteur général du commerce et de l'industrie, directeur *Luciolli*, chef de division à la direction générale des douanes.

Les négociations italo-allemandes engagées dès janvier se prolongeant, les nôtres ne s'ouvrirent qu'au milieu de mars. On doutait, en conséquence, dès le début, de pouvoir soumettre un nouveau traité à l'approbation des parlements avant l'échéance du traité de 1892.

Les négociations marchèrent lentement. Au bout de trois semaines, elles entrèrent dans une phase critique. Puis le 24 mai elles furent, d'un commun accord, interrompues pour quelque temps. Nos délégués rentrèrent en Suisse pour conférer avec nous et avec les principaux groupes intéressés. Les négociations furent reprises, à Rome, le 13 juin, mais traînèrent de nouveau en longueur. Les difficultés, loin de diminuer, augmentèrent et la conclusion d'un traité devenant de plus en plus problématique, on dut renoncer définitivement à l'idée d'arriver à une entente avant la séparation des Parlements des deux pays. Le gouvernement italien se vit, en conséquence, contraint au commencement de juin de demander aux Chambres les pleins pouvoirs lui permettant de mettre en vigueur, sans approbation préalable, le traité éventuel ou, si l'accord n'arrivait pas à se faire, de prendre les mesures qui lui paraîtraient opportunes. Une autorisation analogue ne nous était pas nécessaire, puisque l'article 35 de la loi sur les douanes, du 23 juin 1893, donne au Conseil fédéral, une fois pour toutes, la compétence de prendre, dans des circonstances extraor-

dinaires, les dispositions provisoires qu'il jugerait opportunes. On parvint, heureusement pour les deux pays, à surmonter les dernières difficultés et à éviter ainsi une rupture économique. Le 13 juillet fut signé le nouveau traité, que nous soumettons à votre approbation.

Comme, par suite de la dénonciation; l'ancien traité arrivait à échéance le 17 septembre et que le nouveau ne pouvait être mis en vigueur pour ce terme, les droits généraux auraient dû être réciproquement appliqués dès ce jour. Dans l'intérêt du commerce et des bons rapports entre les deux pays, on évita d'en arriver là, en stipulant dans un protocole spécial (voir à la fin du traité) que le traité dénoncé resterait en vigueur jusqu'à la fin de cette année. Le gouvernement italien s'engagea, en même temps, à soumettre le nouveau traité au Parlement dès l'ouverture de sa prochaine session.

En ce qui concerne l'*entrée en vigueur* du nouveau traité et en présence des importantes modifications qu'il contient, on s'est persuadé qu'il fallait ménager une certaine période de transition. Les dispositions du traité et les droits à l'entrée en Italie et à la sortie d'Italie (Annexes A, B, E et F du traité) entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1905. On convint, en outre, que les droits suisses d'entrée et de sortie (Annexes C et D) seraient appliqués dès le jour de la mise en vigueur de la loi fédérale sur le tarif des douanes du 10 octobre 1902 et que ce jour devrait être notifié trois mois à l'avance au gouvernement italien. En conséquence, les dispositions du texte de l'ancien traité, et les droits à l'entrée en Italie et à la sortie d'Italie qui y sont convenus, demeurent sans changements jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1905 ; d'autre part, les droits à l'entrée en Suisse et les droits à la sortie de Suisse, fixés par ledit traité, sont valables jusqu'à l'entrée en vigueur de notre nouvelle loi sur le tarif des douanes.

Passant à l'examen du traité, nous donnons d'abord un aperçu des concessions les plus importantes consenties de part et d'autre. Une orientation complète est fournie par les indications des droits généraux et des droits conventionnels, inscrits entre parenthèses après chaque position des nouveaux tarifs.

### **1. Réductions de droits les plus importantes pour l'importation en Italie**

(Les droits du tarif général italien sont ajoutés entre parenthèses)

|  | Ancien droit<br>Lires par 100 kg. | Nouveau droit |
|--|-----------------------------------|---------------|
| Mélasse torréfiée (succédané du café) (15. — [1]....   | 8.—                               | 6.—           |
| Lait condensé (125. —).....  | 80.—                              | 40.—          |
| Farine lactée (60. —).....   | 42.—                              | 33.—          |
| Cacao, moulu ou en pâte (125. —).....  | 100.—                             | 60.—          |
| Chocolat (200. —).....   | 130.—                             | 90.—          |
| Carbure de calcium (10. —).....  | 10.—                              | 4.—           |
| Courroies et tuyaux de chanvre, non imprégnés<br>(75. —).....                                | 66.40                             | 60.—          |
| Courroies de coton non imprégnées (74. —) .....  | 74.—                              | 60.—          |
| Courroies de poils de chameau (190. —).....  | 190.—                             | 100.—         |
| Tresses et laizes pour chapeaux, en fils collés :<br>de chanvre, jute ou ramie (130. —)..... | 110.—                             | 65.—          |

(1) Taxe de fabrication : 50 lires par 100 kilog. (sans changement).

|   | Ancien droit<br>Lires par 100 kg.   | Nouveau droit    |
|---|---|------------------|
| de coton (150. —).....  | 150.—   | 65.—             |
| de soie (700. — à 1600. —).....   | 600.—<br>à<br>1400.—  | 200.—            |
| <i>Fils de coton, simples, écrus : au-dessus du n° 20 jusqu'au n° 30 (30. —) .....</i>  | 27.—  | 24.—             |
| teints, même mercerisés (surtaxe 25. —)....   | Droits des écrus plus :   |                  |
| retors, à simple torsion : jusqu'au n° 30 (surtaxe 17. —).....  | 25.—  | 15.—             |
| retors, à simple torsion : au-dessus du n° 30 (surtaxe 17. —).....  | Droits des simples plus :   |                  |
| retors à plusieurs torsions, composés de plus de 2 fils élémentaires en première torsion, n'ayant pas une épaisseur supérieure à 1 mm., écrus (150. —)..... | 17.—  | 13.—             |
| <i>Tissus feutrés pour la fabrication dn papier :</i>   | 17.—  | 15.—             |
| de coton (62. —).....   | 100.—   | 80.—             |
| de laine (150. —).....  | 62.—  | 60.—             |
| <i>Tissus de pansement en coton, antiseptiques (132.—).</i>   | 125.—   | 110.—            |
| <i>Tissus de coton : en couleurs ou teints :</i>  | 108.—   | 90.—             |
| suivant le poids et le nombre des fils (119. — et 135. —).....  | { 102.—<br>113.—  | { 85.—<br>105.—  |
| <i>imprimés (mouchoirs, foulards, cache-nez, châles), unis (188, 80 et 200. —).....</i>   | { 146.90<br>160.10  | { 90.—<br>100.—  |
| <i>Broderies :</i>  |   |                  |
| <i>Broderies de coton :</i>   |   |                  |
| Rideaux de tulle ou avec application de tulle (600. — et 650. —).....   | { 520.—<br>470.—  | { 470.—<br>420.— |
| <i>Autres broderies à point de chaînette (surtaxe 200. —).....</i>  | Droit du tissu plus :<br>150.—  | 100.—            |
| <i>Broderies à point passé (dentelles chimiques 700. —, autres : surtaxe 300. —).....</i>   | { dentelles chimiques<br>700.—<br>autres :<br>en moyenne<br>environ,<br>380.— | { 300.—          |
| <i>Broderies à point passé, confectionnées (surtaxe 50 0/0).....</i>  | Droit de la broderie plus :<br>40 %   | 25 %             |
| <i>Broderies sur tulle, non dénommées (600. — à 750. —) .....</i>   | { 600.—<br>750.—  | { 550.—          |
| <i>Broderies de laine :</i>   | Droit du tissu plus :   |                  |
| à point de chaînette (surtaxe 200. —).....  | 200.—   | 150.—            |
| à point passé (surtaxe 300. —).....   | 300.—   | 200.—            |
| <i>Broderies de soie :</i>  |   |                  |
| <i>Dentelles chimiques (1800. —).....</i>   | 1800.—  | 600.—            |
| <i>Autres broderies à point passé (surtaxe 300. —) .....</i>  | En moyenne environ :<br>1230.—  | 650.—            |
| <i>Broderies à point passé, confectionnées (surtaxe 50 0/0) .....</i>   | Droit de la broderie plus :<br>40 %   | 25 %             |
| <i>Broderies sur tulle, non dénommées (1700. — et 1800. —) .....</i>  | { 1700.—<br>1800.—  | { 1200.—         |
| <i>Camisoles suisses de crêpe de santé :</i>  | 336.—   | 100.—            |
| de coton (360. —).....  | 337.50  | 225.—            |

|   | Ancien droit<br>Lires par 100 kg. | Nouveau droit      |
|---|-----------------------------------|--------------------|
| de soie et mi-soie (2250. —).....   | 2250.—                            | 500.—              |
| <i>Tissus de soie et de bourre de soie :</i>  |                                   |                    |
| noirs (700. — et 1000. —).....  | { 600.—<br>900.—<br>650.—         | { 400.—            |
| en couleurs (800. — et 1100. —) .....   | { 700.—<br>900.—<br>1000.—        | { 350 (1)<br>450.— |
| façon voile (1000. — et 1300. —) .....  | { 900.—<br>1200.—                 | { 450.—            |
| Toiles à bluter, de soie :  |                                   |                    |
| non confectionnées (1000.—).....  | 700.—                             | 200.—              |
| confectionnées (1500.—).....  | 980.—                             | 100.—              |
| <i>Tissus de soie, mélangés :</i>   |                                   |                    |
| noirs, façonnés (700.—).....  | 650.—                             | 400.—              |
| en couleurs : unis (500.—).....   | 500.—                             | 400.—              |
| façonnés (800.—).....   | 750.—                             | 500.—              |
| Rubans de soie ou de bourre de soie :   |                                   |                    |
| noirs (1000. — et 1300. —).....   | { 1000.—<br>1300.—                | { 800.—            |
| en couleurs (1100. — et 1400. —) .....  | { 1100.—<br>1490.—<br>1000.—      | { 900.—            |
| façon voile (1300. — et 1600. —) .....  | { à<br>1400.—                     | { 900.—            |
| Ardoises, encadrées (12. — et 18. —).....   | { 6.—<br>13.—                     | { 4.—              |
| Radiateurs, tuyaux à ailettes, chaudières pour chauffage (8. —) .....   | 8.—                               | 6.—                |
| Réchauds, cuisinières, calorifères à gaz (18. —) .....  | 18.—                              | 13.—               |
| Ferro-silicium (5. —).....  | 5.—                               | 1.—                |
| <i>Machines :</i>   |                                   |                    |
| Faneuses et faucheuses (9. —) .....   | 9.—                               | 4.—                |
| Machines pour filatures (10. —) .....   | { 8.—<br>10.—                     | { 6.—              |
| Machines à tisser et métiers à tisser (10. —) .....   | 7.—                               | 6.—                |
| Métiers à bonneterie (10. —) .....  | 10.—                              | 7.—                |
| Appareils électriques pesant plus de 100 kg (75. — et 125. —) .....   | 30.—                              | 23.—               |
| Machines à tricoter (25. — et 30. —) .....  | 20.—                              | 8.—                |
| Machines pour la fabrication du papier (10. —) .....  | 8.—                               | 6.—                |
| Machines pour la minoterie (10. —) .....  | 7.—                               | 6.—                |
| Pompes à purin avec tuyaux galvanisés (10. — ; tuyaux 17.25) .....  | { 10.—<br>17.25                   | { 4.—              |
| Machines formant corps avec des machines dynamo-électriques (30. —) .....   | { 16.—<br>25.—                    | { 13.—             |
| Parties détachées de machines dynamo-électriques en fer ou en acier, pesant par pièce, plus de 1000 kg. (30. —) ..... | 25.—                              | 16.—               |
| Parties détachées d'autres machines :   |                                   |                    |
| en fer ou acier malléables (11. —) .....  | 11.—                              | 10.—               |
| en aluminium (100. —) .....   | 30.—                              | 20.—               |
| Compteurs à gaz (125. —) .....  | 30.—                              | 20.—               |
| <i>Bijouterie d'or :</i>  |                                   |                    |
| chaines (14. —) .....   | 2.—                               | 1.—                |

(1) Marcelines, chinés, fichus, écharpes, cache-nez, tissus imprimés.

|  | Ancien droit<br>Lires par hectogramme | Nouveau droit     |
|--|---------------------------------------|-------------------|
| autre (14. —) . . . . .  | 6.—<br>par pièce                      | 3.—<br>par 100 kg |
| Boîtes à musique (par pièce 2.—) . . . . .                             | 1.—<br>par 100 kg.                    | { 25.—<br>35.—    |
| Parties détachées de boîtes à musique (100. —) . . . . .               | 100.—                                 | 35.—              |
| Vaches (12. —) . . . . .   | 12.—<br>par 100 kg.                   | 10.—              |
| Condiments liquides (40. —) . . . . .                                  | 28.—                                  | { 25.—            |
| Potages et bouillons condensés (40. —) . . . . .                       | 38.—                                  | { 20.—            |
| Crème, fraîche ou stérilisée (12.50) . . . . .                         | 12.50                                 | exempt            |
| Extrait de lait et lait à l'état sec :<br>sans sucre (15. —) . . . . . | 10.—                                  | 5.—               |
| Fromages à pâte dure :<br>Emmenthal, Gruyère, Saanen, Sbrinz et autres |                                       |                   |
| Spalen (25. —) . . . . .   | 11.—                                  | 4.—               |
| Autres fromages à pâte dure (25. —) . . . . .                          | 11.—                                  | 10.—              |
| Fils et câbles électriques (60. —) . . . . .                           | 60.—                                  | 50.—              |

Des réductions nouvelles nous ont été accordées, en outre, sur l'eau-de-cerises et l'absinthe, par l'élévation des quantités maxima jouissant actuellement du droit réduit; le lait en blocs avec addition de sucre; les mousselines, les tissus à jour et façon voile, brodés à point de chaînette; les fuseaux et bobines en bois, même avec garnitures en métal; les tresses pour chapeaux, de paille, de sparte, de copeaux, etc., même mélangées avec du crin ou des filés; le papier blanc ou teint en pâte, réglé, ainsi que les enveloppes; les livres imprimés, en langue italienne, en feuilles détachées ou brochés; les livres de dévotion avec reliures de tout genre; les mailles ou lisses d'acier pour le tissage et remises avec mailles d'acier; les bidons à transporter le lait et les bagolets à lait, étamés; les ressorts en acier pour métiers à tisser; les clous de tapissiers; les caractères d'imprimerie; les pièces détachées d'accumulateurs électriques (plaques de plomb exceptées); les racles pour machines à imprimer les tissus; les attelles plâtrées; l'or et l'argent en bandes ou en fils; l'horlogerie électrique.

## 2. Augmentations de droits pour l'importation en Italie

(Les droits du tarif général italien sont indiqués entre parenthèses)

|   | Ancien droit<br>Lires par 100 kg. | Nouveau droit |
|---|-----------------------------------|---------------|
| Accumulateurs électriques (30. —) . . . . .                               | 8.—                               | 16.—          |
| Plaques de plomb pour accumulateurs (5. —) . . . . .                      | 5.—                               | 16.—          |
| Transformateurs électriques, pesant plus de<br>1000 kg. (30. —) . . . . . | 16.—                              | 25.—          |
| Fromage à pâte molle (25. —) . . . . .                                    | 11.—                              | 15.—          |

### 3. Réductions de droits les plus importantes pour l'importation en Suisse

(Les droits du nouveau tarif général suisse sont indiqués entre parenthèses)

|  | Ancien droit<br>Francs par 100 kg. | Nouveau droit<br>exempt |
|--|------------------------------------|-------------------------|
| Riz brut (—. 30).....  | —.30                               | exempt                  |
| Raisins de table frais, en colis postaux jusqu'à<br>5 kg. (10. —) .....            | 2.50                               | exempt                  |
| Fruits du midi (15. — et 20. —) .....  | 2.—3.—15.—                         | exempt                  |
| Noix (10. —) .....   | 2.50                               | exempt                  |
| Conсерves de tomates (40. —) .....   | 30.—                               | 10.—                    |
| Huile d'olives : en récipients pesant plus de<br>10 kg. (3. —) .....               | 1.—                                | exempt                  |
| Huile d'olives : en récipients jusqu'à 10 kg. (20. —) .....                        | 20.—                               | 15.—                    |
| Volailles mortes (20. —) .....   | 6.—                                | 4.—                     |
| Cuir et peaux, bruts (—. 60) .....   | —.60                               | —.30                    |
| Organisin (soie et crue moulinée) (7. —) .....                                     | 6.—                                | exempt                  |
| Balais de paille de riz (15. —) .....  | 15.—                               | 2.50                    |
| Tresses, brutes (2. —) .....   | 6.—                                | exempt                  |
| Pierres à aiguiser (—. 50) .....   | —.50                               | exempt                  |
| Huile d'olives, dénaturée ; huile d'amandes ; oléine<br>acide oléique (1. —) ..... | 1.—                                | —.50                    |

Des réductions ont été concédées en outre sur : les écorces de fruits du midi, au sucre ou candies ; les tonneaux en bois, même avec cercles en fer les restes et rebus de soie teinte ; la paille assortie, le liber, l'osier, les copeaux de bois, la paille de riz, etc., blanchis, teints, écorcés, refendus, filés ; les matières brutes pour usage pharmaceutique ; le borax ; les terres colorantes, moulues, lavées, pulvérisées ; la cire d'abeilles brute.

De plus, les réductions et exemptions établies déjà pour les articles suivants par le nouveau tarif suisse, ont été liées :

Semoule de blé dur ; graines et fruits oléagineux, cerneaux de noix ; farine pour le bétail, dénaturée ; lin et chanvre bruts, rouis, teillés, etc. ; cocons, déchets de soie, peignée, grège et bourre de soie non moulinée ; paille assortie, jonc, rotin, liber, osier, copeaux de bois, paille de riz, etc. : bruts ; tresses, blanchies, etc. ; ouvrages de sculpteur, sauf les ébauches de statues ; chaux grasse en morceaux ; mica brut ; jus de citron ; soufre et fleur de soufre ; acide borique ; extraits de substances contenant du tannin, solides ; couleurs végétales, brutes ; huile de ricin.

### 4. Augmentations de droits les plus importantes pour l'importation en Suisse

(Les droits du nouveau tarif général suisse sont indiqués entre parenthèses)

|  | Ancien droit<br>Francs par 100 kg. | Nouveau droit<br>exempt |
|--|------------------------------------|-------------------------|
| Riz, perlé et mondé (4.—) .....                                    | 1.50                               | 2.—                     |
| Produits de la meunerie (semoule de blé dur exceptée) (2.50) ..... | 2.—                                | 2.50                    |
| Pâtes (15.—) .....   | 8 —                                | 9.—                     |
| Pommes, poires, abricots : emballés (3.—) .....                    | exempt                             | 1.—                     |
| Fruits secs ou tapés (5.— et 10.—) .....                           | 2.50                               | ) 3.50                  |
| Raisins destinés au pressurage, aussi foulés (25.—) .....          | 3.—                                | ) 5.— (25.—) (1)        |

(1) La position ; Raisins destinés au pressurage, n'est plus liée dans le nouveau traité le nouveau droit général de fr. 25. — sera donc appliqué.

|   | Ancien droit<br>Francs par 100 kg. | Nouveau droit          |
|---|------------------------------------|------------------------|
| <b>Raisins de table frais en paquets de plus de 5 kg. :</b>                                   |                                    |                        |
| (10.—).....   | 2.50                               | 5.—                    |
| <b>Raisins secs, à l'exception des raisins de Malaga</b>                                      |                                    |                        |
| (50.—).....   | 20.—                               | (50.—)(1)              |
| <b>Légumes conservés (tomates exceptées) (30. — et 40. —) .....</b>                           | { 25.—<br>30.—                     | { 27.50<br>40.—        |
| <b>Viande : fraîche (17. —).....</b>  | 4.50                               | { 10.—<br>15.—         |
| — conservée (20. — et 25. —) .....  | 6.—                                | { 14.—<br>20.—<br>25.— |
| <b>Charcuterie (35. —).....</b>   | 12.—                               | { 15.—<br>30.—         |
| <b>Poissons : frais ou congelés (2.50) .....</b>  | exempt                             | 2.50                   |
| — préparés : en récipients pesant jusqu'à 3 kg. (50. —).....                                  | 16.—                               | 40.—                   |
| <b>Fromages à pâte molle (Gorgonzola, Stracchino et Fontina exceptés) (20. —).....</b>        | 4.—                                | 15.—                   |
| <b>Fromages à pâte dure (Grana excepté) (12. —).....</b>                                      | 4.—                                | 10.—                   |
| <b>Vin et moût en fûts (jusqu'à 12°, 20. —).....</b>  | 3.50                               | 8.—                    |
| <b>Vermouth (40. —).....</b>  | 8.—                                | 10.—                   |
|   |                                    | par tête               |
| <b>Bœufs (50. —).....</b>   | 15.—                               | 32.—                   |
| <b>Taureaux de boucherie, avec dents de lait (50. —).....</b>                                 | 25.—                               | 30.—                   |
| <b>Vaches et génisses (50. —).....</b>  | 18.—                               | 30.—                   |
| <b>Veaux gras pesant plus de 60 kg. (20. —).....</b>  | 10.—                               | 15.—                   |
| <b>Autres veaux (15. —).....</b>  | 5.—                                | 10.—                   |
| <b>Porcs : pesant plus de 60 kg. (15. —).....</b>   | 5.—                                | 10.—                   |
| — pesant moins de 60 kg.; pour la boucherie (20. —) .....                                     | 4.—                                | 10.—                   |
|   |                                    | Francs, par 100 kg.    |
| <b>Arbres, arbrisseaux et autres plantes vivantes (4. — et 7. —) .....</b>                    | { 1.—                              | { 3.—<br>4.—           |
| <b>Fils de chanvre, simples, écrus, jusqu'au n° 10 anglais (4. — et 8. —) .....</b>           | 1.20                               | { 3.—<br>8.—           |
| <b>Cordes, câbles (20. —) .....</b>   | 7.—                                | 12.—                   |
| <b>Trame et bourre de soie moulinée (7. —) .....</b>  | 6.—                                | 7.—                    |
| <b>Soie à coudre, à broder et pour passementerie, écrue (75. —) .....</b>                     | 6.—                                | 30.—                   |
| <b>Articles en soie et mi-soie, à la pièce (150. —) .....</b>                                 | { 16.—<br>40.—                     | { 120.—                |
| <b>Cloches pour chapeaux en feutre de laine et en feutre de poils (50. — et 100. —) .....</b> | 30.—                               | { 40.—<br>65.—         |
| <b>Crins et poils de buffle, préparés (25. —) .....</b>                                       | 10.—                               | 20.—                   |
| <b>Pierre à pavier, équarries par clivage ou épincées (moellons) (—.05) .....</b>             | exempt                             | —.05                   |
| <b>Plaques en pierre, brutes, refendues, sciées (1. — et 1.50) .....</b>                      | —.75                               | { 1.—<br>1.50          |
| <b>Ouvrages de tailleur et de tourneur de pierre :</b>  |                                    |                        |
| non moulurés (1.50 et 4. —) .....   | { —.75<br>2.—<br>3.—<br>4.—        | { 1.50<br>4.—          |

(1) Droit général (non lié).

|                                      | Ancien droit<br>Francs par 100 kg, | Nouveau droit<br>—  |
|--------------------------------------|------------------------------------|---------------------|
| moulurés (4.—, 6.— et 8.—).....      | { 2.—<br>3.—<br>4.—                | { 4.—<br>6.—<br>8.— |
| Chaux hydraulique, trass (—.70)..... | —.50                               | —.60                |
| Ciment Portland (1.—) .....          | —.70                               | —.70                |
| Tuiles à emboîtement (1.25) .....    | —.50                               | —.80                |

Les droits actuels sont, en outre, augmentés pour les conserves de volailles ; le marc de raisins et de fruits, les lies de vin liquides ; les ustensiles en bois, sans garnitures, non dénommés ; les ouvrages en bois non dénommés, bruts et autres (n°s 270 et 271 du nouveau tarif) ; les couvertures en pettenuzzo (déchets de soie) avec chaîne de coton ; les chapeaux de paille et de feutre ; la pierre à plâtre, calcinée ou moulue ; les briques percées longitudinalement, les briques de parement, les dalles et carreaux en argile, d'une seule couleur, bruts ou engobés, les carreaux de pavage ; les articles de quincaillerie ; la mercerie et la bijouterie fausse.

Ainsi qu'en témoignent les aperçus ci-dessus, il a été possible d'obtenir des réductions considérables pour la plupart de nos principaux articles d'exportation, de même que pour de nombreux produits de moindre importance.

Nous relevons notamment que le droit sur nos *fromages* a été réduit de 11 à 4 lires, soit ramené au taux en vigueur de 1865 à 1878, établi par le traité de commerce franco-italien de 1863, taux qui fut porté dans la suite à 8 lires d'abord, puis en 1889 à 11 lires.

Les droits sur les *mouchoirs*, article essentiel de l'impression sur coton, descendant de 146,90 à 90 lires et de 160,10 à 100 lires. Le droit le plus bas sur les tissus imprimés fut appliqué durant la période précitée du traité franco-italien ; il était alors de 115,50 lires.

Les *broderies au plumetis* en coton seront soumises à un droit uniforme de 300 lires, alors que jusqu'à présent les droits variaient de 340,40 à 411,20 lires, sauf pour les broderies chimiques, qui paient actuellement 700 lires. Le droit le plus bas précédemment appliqué était de 232 lires d'après le tarif général de 1860, droit qui fut lié jusqu'en 1878 par le traité franco-italien de 1863.

Les droits de 600-1200 lires appliqués jusqu'ici aux *tissus de soie pure* ont été réduits à 350-450 lires et ceux des tissus mi-soie, qui étaient de 650-760, à 400 et 500 lires. A teneur du traité franco-italien de 1863, le droit sur les tissus de soie n'était que de 300 lires durant les années de 1868 à 1878 après réduction graduelle de 1.150 à 900 puis à 900 lires. Les droits atteignirent successivement, dans la suite, les taux d'aujourd'hui.

Les *droits sur les machines* ont subi de notables réductions sur presque toute la ligne ; pour les transformateurs, seuls, pesant plus de 1.000 kg., nous avons dû accepter une augmentation de 16 à 25 lires, les éléments essentiels de leur composition, — la tôle et le fil de cuivre — étant frappés de droits très élevés : la tôle, 6 lires, le fil de cuivre, 20 lires, c'est-à-dire plus que le droit des transformateurs eux-mêmes.

Les droits sur la *bijouterie* sont réduits de moitié, sur le *chocolat* de 130 à 90 lires, sur la *pâte de chocolat* de 100 à 60 lires, sur la *farine lactée* de

42 à 33 lires, sur le *lait condensé* de 80 à 40 lires, sur les *vaches* de 12 à 10 lires (par tête).

En ce qui concerne les *montres*, les droits actuels de 1 lire pour celles en or et de 50 centimes pour celles en argent et autres métaux sont maintenus; il en est de même de l'exemption pour les *couleurs dérivées du goudron de houille*.

Il ne faut pas méconnaître que les *concessions* obtenues pour l'importation en Italie constituent un progrès des plus appréciable comparées à celles du traité actuel. Nous ne pouvions nullement nous contenter de concessions aussi minimes que celles de 1892. Cependant, il n'y a pas lieu de trop escompter de ce chef les résultats favorables pour notre exportation. Les droits en vigueur jusqu'ici sont, à peu d'exceptions près, si élevés que, malgré les fortes réductions intervenues, notre exportation sera encore lourdement grevée. La production italienne s'est, en outre, développée dans une si large mesure, sous l'empire du régime protecteur actuel et grâce aux avantages naturels du pays, que la concurrence avec elle restera difficile dans la plupart des branches, même dans les nouvelles conditions douanières.

Le droit de 4 lires sur le fromage est, à vrai dire, modéré, mais il est aggravé par les taxes d'octroi, en vigueur dans nombre de communes italiennes. Ces taxes sont fréquemment plus élevées que le droit d'entrée actuel et portent un grand préjudice à l'écoulement de nos fromages, là surtout où ceux de fabrication indigène en sont exempts ou ne sont soumis qu'à des taxes inférieures. Sous ce rapport, nous avons obtenu l'assurance qu'à l'avenir les spécialités suisses dénommées au nouveau traité ne seront pas frappées de droits d'octroi plus élevés que les fromages de même genre fabriqués en Italie, ou que les spécialités italiennes également dénommées au traité.

En ce qui concerne les mouchoirs imprimés, le nouveau droit équivaut encore au 13 % environ de la valeur : pour les broderies au plumetis en coton, il comporte à peu près le 10 %, pour les machines le 6 au 12 %, pour les tissus de soie le 5 % ou, si l'on déduit la valeur considérable de la matière première et ne tient compte que de celle du travail, le 10 % environ. Les droits conventionnels actuels, descendant du 10 au 15 % de la valeur, sont maintenus pour les fils de coton et les tissus de coton, écrus et blanchis, exception faite pour les fils n° 20-30. On considère que le marché italien, autrefois rémunérateur, est, pour ainsi dire, perdu pour ces branches de notre exportation en Italie. Toute possibilité d'obtenir, en faveur de ces articles, des concessions suffisantes étant exclue de prime abord, les efforts de nos délégués se concentreront sur les tissus de fils en couleurs, teints et imprimés, les producteurs espérant encore que les concessions obtenues leur permettront de regagner, tant soit peu, le terrain perdu.

Les *concessions* que nous avons, à notre tour, accordées à l'Italie se limitent, *en tant qu'il s'agit de la réduction des droits existants*, essentiellement aux fruits du midi (exemption au lieu des droits actuels de 2, 3 et 15 francs), riz brut (exemption au lieu de 30 cts.), huile d'olives, en fûts (exemption au lieu de 1 fr.), volailles mortes (4 fr. au lieu de 6 fr.), cuirs et peaux (30 cts. au lieu de 60 cts.), soie écrue moulinée (exemption au lieu de 6 fr.), tresses de paille brutes (exemption au lieu de 6 fr.).

Au reste, l'Italie a accepté les augmentations de droits figurant au tableau ci-dessus et qui tiennent compte des demandes équitables de notre agriculture à l'effet d'obtenir une protection plus efficace en faveur de la production indigène. Ces augmentations de droits s'appliquent à une importation de 42 millions de francs environ, tandis que les *réductions* concédées sur les droits conventionnels actuels en faveur des produits agricoles ne touchent qu'une importation de 3,3 millions de francs environ.

Nous citons, en première ligne, parmi les articles qui obtiennent une protection efficace, le plus important de tous, soit les *bœufs* (importation totale en 1903, 33 millions de francs, dont 19 millions d'Italie). Le nouveau traité élève le droit actuel de 15 francs à 32 francs (ancien droit général 25 francs, nouveau 50 fr.). Conformément aux desiderata exprimés par l'Union suisse des paysans, nous nous sommes efforcés d'obtenir que distinction fut faite entre bêtes plus âgées et jeunes bêtes, et de fixer, en conséquence, un droit plus élevé pour les bœufs ayant perdu les dents de lait que pour ceux les possédant encore. Après de difficultueuses négociations, il a été convenu que le gouvernement italien se réservait d'opter, dans un délai de trois mois après la signature du traité, soit pour un droit de 37 francs sur les bœufs sans dents de lait et 25 francs pour ceux avec dents de lait, soit pour un droit unique de 32 francs. A l'expiration du délai, le gouvernement italien se prononça pour la seconde alternative. L'une et l'autre de ces éventualités constituèrent le maximum de ce que nous pouvions faire accepter par l'Italie et nous ajoutons que pousser plus loin la protection sur un article d'importation si indispensable à la consommation générale aurait été, à notre avis, absolument inadmissible.

Exception faite pour les moutons et les chèvres, le nouveau traité a augmenté les droits de toutes les positions concernant le bétail. Le droit actuel de 25 francs sur les *taureaux* est porté à 30 francs (importation totale en 1903, 4 millions de francs, dont d'Italie pour 2,4 millions de francs). D'après les indications de nos vétérinaires-frontière, il s'agit presque uniquement de taureaux de boucherie, bien que la statistique, reproduisant textuellement la position respective du tarif, parle de « taureaux destinés à la reproduction. » Le droit conventionnel sur les *vaches* et les *génisses* avec dents de remplacement (importation totale en 1903, 2,6 millions de francs, d'Italie 742,000 fr.) passe de 18 francs (ancien droit général 25 fr.) à 30 francs également. Les *veaux gras* pesant plus de 60 kg. acquitteront un droit de 15 francs (jusqu'à présent 10 fr.), les autres veaux de 10 fr. (jusqu'ici droit conventionnel 5 fr.) ; leur importation totale atteint la somme de 720.000 fr., dont 197.000 d'Italie. Le droit conventionnel actuel de 5 francs (droit général 8 fr.) sur les *porcs* pesant plus de 60 kg. est doublé ; l'importation de ceux-ci va décroissant d'année en année (1903, encore 3 millions de francs). Pour les moutons seuls (importation d'Italie 1,3 million de francs), le droit conventionnel actuel (50 ct. par pièce) a été renouvelé.

L'augmentation des droits d'entrée sur le bétail a entraîné celle des droits sur la *viande* fraîche et conservée et sur la *charcuterie* italienne. La viande de veau est portée de fr. 4.50 à 15 francs et l'autre viande à 10 francs (ancien droit général 6 fr., nouveau 17 fr.). Le droit conventionnel actuel de 6 francs pour la viande conservée est porté à 14 francs pour les jambons, pour l'autre viande à 20 et 25 francs ; le droit de 12 francs pour la charcuterie (importation d'Italie 1,6 million de francs), à 15 francs sur

les spécialités italiennes (salami, etc.) et à 30 francs sur toute autre charcuterie (ancien droit général 25 fr., nouveau 35 fr.).

Outre ces augmentations et d'autres encore en faveur de l'agriculture, nous avons obtenu également une notable élévation de notre *droit sur les vins*. Ce point a été de beaucoup le plus difficile et c'est à son sujet que les longues et laborieuses négociations ont failli échouer au port. Le résultat final en est que le droit conventionnel actuel de fr. 3.50 pour le vin en fûts jusqu'à 15° d'alcool a été porté à 8 francs, soit à plus du double (ancien droit général 6 fr. jusqu'à 12°, nouveau 20 fr. jusqu'à 12°). Ce droit est aussi applicable aux spécialités Marsala, Malvasia, Moscato et Vernaccia ne titrant pas plus de 18° d'alcool, pour lesquelles le droit de fr. 3.50 avait été consenti jusqu'ici à l'Italie et à l'Espagne. Tous les autres vins titrant plus de 15° d'alcool paieront, comme par le passé, en sus du droit de douane, une finance de monopole de 80 ct. et un droit supplémentaire de 20 cts. par 100 kg.

Nous relevons, à cette occasion que l'Italie a renoncé au droit conventionnel actuel de 3 francs sur les *raisins destinés au pressurage* et à toute facilité en faveur de ce produit, de sorte que le nouveau droit général de 25 francs sur « les raisins frais destinés au pressurage, aussi foulés » n'est nullement touché par le nouveau traité et peut entrer tel quel en vigueur. Il en est de même de l'ancienne position conventionnelle « *raisins secs (raisins secs de table)* », payant 3 francs et dont il a été fait abusivement usage pour la fabrication de vin artificiel. Le nouveau traité ne contenant aucune disposition sur les raisins secs, le nouveau droit général de 50 francs sur « les raisins secs de tout genre (à l'exception des raisins de Malaga) » peut également être appliqué sans modification aucune. Nous avons concédé l'exemption en faveur des *raisins frais de table*, au lieu de l'ancien droit conventionnel de fr. 2.50, sous condition, toutefois, qu'ils soient importés en colis postaux affranchis, jusqu'à 5 kg., poids brut. Ils acquitteront, comme par le passé, le droit de fr. 2.50 s'ils arrivent en plusieurs paquets réunis et même à wagons complets, en petits paquets ou paniers d'un poids non supérieur à 5 kg. ; en tout autre emballage, ils seront soumis au droit de 5 francs.

Ce qui précède permet de constater combien le nouveau traité est supérieur à l'ancien pour notre agriculture en général et notre viticulture en particulier. Nous n'ignorons pas que nos centres agricoles espéraient davantage encore du résultat de nos négociations avec l'Italie. Nous estimons, toutefois, qu'on ne saurait refuser une légitime approbation aux résultats obtenus, qui sont incontestablement fort importants dans presque tous les domaines. Nous ne pouvions, cela va sans dire, ne considérer que les intérêts de la production, mais devions tenir compte aussi de ceux de la consommation. Certaines restrictions ont dû nous guider à cet égard, même en ce qui concerne le droit sur les vins importés, qui sont, en grande partie, indispensables comme vins de coupage. L'agriculture, de son côté, tout en demandant que des entraves fussent apportées à l'importation, désirait en même temps, pour son exportation, des facilités qui ne pouvaient être obtenues que par des concessions sur nos nouveaux droits d'entrée. La décision sur la limite extrême des concessions à accorder ne dépendait, au reste, pas de nous seuls, mais de l'autre partie également. Au cours de toutes négociations commerciales, il arrive un moment où l'on doit s'entendre ou se décider à les interrompre. Le vin et le bétail, —

spécialement les bœufs, les taureaux de boucherie et les porcs, — étaient, avec le fromage, les articles agricoles de beaucoup les plus importants et devaient décider du sort des négociations. Après avoir déjà accepté de fortes augmentations de nos droits d'entrée pour une série d'autres articles agricoles et renoncé à toute réduction de droit sur les raisins de pressurage et les raisins secs, l'Italie se décida finalement à admettre aussi, pour les porcs pesant plus de 60 kg., un droit double de celui actuellement en vigueur, pour les autres porcs, ainsi que pour les bœufs et pour le vin, des droits plus que doublés ; d'autre part, elle consentit à réduire de presque des deux tiers son droit conventionnel sur le fromage et à nous faire, en faveur des autres branches de notre exportation, d'importantes concessions, parmi lesquelles nous relevons, en ce qui touche l'agriculture, celles sur le lait condensé, la farine lactée, le chocolat au lait, etc. En présence de cet esprit de conciliation de la part de l'Italie, il n'aurait certes pas été de l'intérêt de notre agriculture d'en arriver à une rupture. Vœux et espérances n'auraient très probablement pas été réalisés davantage à la suite d'une guerre douanière.

Le tableau suivant des principales concessions obtenues prouve, en toute clarté, que le nouveau traité est avantageux pour l'agriculture.

### Concessions agricoles

#### I. RÉDUCTIONS DES DROITS ACTUELS

##### En Italie

| Exportation<br>en Italie<br>1.000 fr. |                          | Tarif<br>général | Tarif conventionnel<br>ancien | Tarif conventionnel<br>nouveau |
|---------------------------------------|--------------------------|------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| env. 60                               | Lait condensé.....       | 125.—            | 80.—                          | 40.—                           |
| 1.533                                 | Vaches .....             | 12.—             | —                             | 10.—                           |
| 4.454                                 | Fromage à pâte dure..... | 25.—             | 11.—                          | 4.-¹ 10.-²                     |
| <b>6.047</b>                          |                          |                  |                               |                                |

##### En Suisse

| Importation<br>en Italie<br>1.000 fr. |                              | Nouveau<br>tarif<br>général | Tarif conventionnel<br>ancien | Tarif conventionnel<br>nouveau |
|---------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|--------------------------------|
| 533                                   | Riz dans sa balle.....       | .30                         | —                             | exempt                         |
|                                       | Raisins de table, frais..... | 10.—                        | 2.50                          | exempt                         |
| 1.382                                 | Fruits du midi.....          | { 15.—                      | { 2.—                         | { exempt                       |
|                                       |                              | 20.—                        | 3.—                           |                                |
| 1.640                                 | Volailles mortes.....        | 20.—                        | 6.—                           | 4.—                            |
| 1.133                                 | Cuir et peaux.....           | —.60                        | —.60                          | —.30                           |
| <b>4.688</b>                          |                              |                             |                               |                                |

(1) Fromage d'Emmental, de Gruyère, de Saanen, Sbrinz, etc. (2) Autres fromages à pâte dure. (3) En colis postaux jusqu'à cinq kg. ; l'importation sous cette forme est insignifiante.

## 2. AUGMENTATIONS DES DROITS ACTUELS

## En Suisse

| Importation<br>d'Italie<br>1.000 fr. |  | Nouveau          | Tarif                   |                  |
|--------------------------------------|--|------------------|-------------------------|------------------|
|                                      |  | tarif<br>général | conventionnel<br>ancien | nouveau          |
| 895                                  | Fruits frais <sup>1</sup> .....          | 3.—              | exempt                  | 1.—              |
| 86                                   | Fruits secs.....                         | 5.-; 10.-        | 2 50                    | 3.50; 5.-        |
| 1.483                                | Raisins de pressurage.....               | 25.—             | 3.—                     | (25.—)*          |
| ?                                    | Raisins de table, frais <sup>2</sup> ... | 10.—             | 2.50                    | 5.—              |
| 2                                    | Raisins secs <sup>7</sup> .....          | 50.—             | (20.—)†(50.—)*          |                  |
| 100                                  | Légumes conservés**.....                 | { 30.—<br>40.—   | 25.—<br>30.—            | 27.50<br>40.—    |
| 937                                  | Viande fraîche.....                      | 17.—             | 4.50                    | 10.—; 15.-       |
| 102                                  | — conservée.....                         | 20.-; 25.-       | 6.—                     | 14.—; 20.-; 25.- |
| 1.606                                | Charcuterie.....                         | 35.—             | 12.—                    | 15.—; 30.-       |
| ?                                    | Fromage à pâte molle <sup>3</sup> .....  | 20.—             | 4.—                     | 15.—             |
| ?                                    | — — dure <sup>4</sup> .....              | 12.—             | 4.—                     | 10.—             |
| 12.507                               | Vins en fûts .....                       | 20.—             | 3.50                    | 8.—              |
| 18.971                               | Bœufs.....                               | 50.—             | 15.—                    | 32.—             |
| 2.435                                | Taureaux***.....                         | 50.—             | 25.—                    | 30.—             |
| 743                                  | Vaches, génisses.....                    | 50.—             | 18.—                    | 30.—             |
| 186                                  | Veaux gras <sup>5</sup> .....            | 20.—             | 10.—                    | 15.—             |
| 11                                   | — autres <sup>6</sup> .....              | 15.—             | 5.—                     | 10.—             |
| 2.978                                | Porcs <sup>5</sup> .....                 | 15.—             | 5.—                     | 10.—             |
| 58                                   | Porcs <sup>6</sup> .....                 | 20.—             | 4.—                     | 10.—             |
| <hr/>                                |  | <b>43.100</b>    |                         |                  |

## En Italie

| Exportation<br>en Italie<br>1.000 fr. |                           | Tarif<br>général | Tarif conventionnel<br>ancien | nouveau |
|---------------------------------------|---------------------------|------------------|-------------------------------|---------|
| 8                                     | Fromage à pâte molle..... | 25.—             | 11.—                          | 15.—    |

(1) Pommes, poires, abricots, emballés ; la valeur d'importation mentionnée comprend tous les fruits frais. (2). En emballages de plus de 5 kg., valeur d'importation de tous les raisins de table, frais : voir sous "Renouvellement des droits actuels,,,. (3) Excepté : Gorgonzola, Stracchino, Fontina : valeur d'importation de tous les fromages à pâte molle ; voir sous "Renouvellement des droits actuels ,,. (4) Excepté : Grana ; valeur d'importation de tous les fromages à pâte dure ; voir sous "Renouvellement des droits actuels,,. (5) Plus de 60 kg. (6) Jusqu'à 60 kg. (7) Excepté des raisins de Malaga.

(\*) Nouveau droit général (non lié). (\*\*) Excepté tomates. (\*\*\*) Pour la boucherie.  
† Ancien droit général.

## 3. RENOUVELLEMENT DES DROITS ACTUELS

## En Suisse

| Importation<br>d'Italie<br>1.000 fr.                | Nouveau<br>tarif<br>général | Tarif<br>conven-<br>tionnel |
|---|-----------------------------|-----------------------------|
| 131 Mais.....                                       | — .30                       | — .30                       |
| 20 Légumes à cosse.....                             | — .30                       | — .30                       |
| ? Fruits frais <sup>1</sup> .....                   | exempt                      | exempt                      |
| 529 Raisins de table, frais <sup>2</sup> .....      | 10.—                        | 2.50                        |
| 491 Châtaignes.....                                 | 1 —                         | — .30                       |
| 809 Légumes frais.....                              | exempt                      | exempt                      |
| 201 Pommes de terre.....                            | exempt                      | exempt                      |
| 831 Volailles vivantes.....                         | 15.—                        | 4.—                         |
| 3.741 Œufs.....                                     | 5.—                         | 1.—                         |
| 3.313 Beurre frais.....                             | 15.—                        | 7.—                         |
| 535 Fromage à pâte molle <sup>3</sup> .....         | 20.—                        | 4.—                         |
| 752 Fromage à pâte dure: Grana <sup>4</sup> .....   | 12.—                        | 4.—                         |
| 1.302 Moutons .....                                 | 2.—                         | — .50                       |
| 247 Semences, paille, produits de champs, etc. .... | exempt                      | exempt                      |
| 1.414 Tourteaux, caroubes, son, etc. ....           | exempt                      | exempt                      |
| <b>14.316</b>                                       |                             |                             |

## En Italie

| Exportation<br>en Italie<br>1.000 fr. | Tarif<br>général | Tarif<br>conven-<br>tionnel |
|---------------------------------------|------------------|-----------------------------|
| 892 Jeunes bêtes.....                 | 8.—              | 8.—                         |
| 3 Veaux.....                          | 8.—              | 8.—                         |
| ? Lait, aussi stérilisé.....          | exempt           | exempt                      |
| <b>895</b>                            |                  |                             |

(1) Excepté: Pommes, poires et abricots: emballés; valeur d'importation des fruits frais, en général voir sous " Augmentations des droits actuels ,. (2) En emballages jusqu'à 5 kg., même arrivant en wagons complets (excepté les colis postaux isolés, affranchis). (3) Gorgonzola, Stracchino, Fontina; la valeur d'importation mentionnée comprend tous les fromages à pâte molle. (4) La valeur d'importation indiquée comprend tous les fromages à pâte dure.

Les dispositions du *texte* du nouveau traité contiennent également quelques concessions importantes. Nous mentionnons, notamment, les suivantes :

Suppression, en faveur des tissus importés, des formalités et taxes de contrôle désignées sous les noms de Lamina et Pallattola (Annexe *F I*, dispositions additionnelles ad art. 5) ;

Autorisation aux bureaux italiens de Chiasso-stazione, Ponte-Chiasso et Luino d'effectuer le dédouanement de toutes espèces de marchandises (Annexe *F I*, ad art. 11) ;

Obligation aux offices douaniers de fournir tout renseignement demandé sur la classification des marchandises à dédouaner (*ibidem*) ;

Franchise de droit pour les outils et instruments d'ouvriers qui se rendent d'un pays dans l'autre pour y accomplir des travaux de montage, de réparation ou autres semblables ; de même pour les parties de machines expédiées à l'essai (art. 14) ;

Remboursement des droits perçus sur les marchandises en retour, sous la condition que l'envoi se trouve encore en douane (Annexe *F I*, disposition additionnelle ad art. 14).

Nous donnons encore, au sujet des divers articles du traité et des positions du tarif, les éclaircissements suivants :

### **1. Dispositions du texte**

Article 1<sup>er</sup> (*Clause de la nation la plus favorisée*). Dans le traité de 1892, cette disposition conventionnelle fondamentale était limitée à « l'importation directe ou indirecte » (art. 1<sup>er</sup>, al. 1) et aux « faveurs en matière de douane » (art. 7, al. 1). Bien que l'absence d'une clause plus large ne se soit pas fait sentir beaucoup jusqu'à présent, le nouveau traité a étendu cette clause à toutes les matières intéressant le commerce réciproque, direct ou indirect.

Les avantages pratiques que notre commerce a pu tirer de la clause de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits d'entrée italiens, ne sont pas très importants ; toutefois, les traités à tarifs conclus par l'Italie avec l'Empire allemand et l'Autriche-Hongrie, ainsi que l'arrangement commercial italo-français du 21 novembre 1898, stipulent diverses facilités douanières qui sont aussi de quelque intérêt pour la Suisse.

Une modification générale du régime conventionnel de l'Italie avec l'Allemagne et avec l'Autriche-Hongrie est d'ailleurs imminente par suite de la conclusion de nouveaux traités.

Le dernier alinéa de l'article 1<sup>er</sup> dispose que les facilités relatives au trafic-frontière sont exceptées de la clause de la nation la plus favorisée. Cette exception correspond au principe généralement reconnu que lorsque des facilités de ce genre sont accordées à de tiers pays limitrophes, les autres Etats contractants n'y ont aucun droit ; une disposition analogue est aussi contenue dans notre traité de commerce de 1891 avec l'Autriche-Hongrie.

Article 2. (*Prohibition d'importation, d'exportation ou de transit*). Dans le traité de 1892, les deux pays s'étaient engagés à n'établir aucune prohibition d'importation ou d'exportation « qui ne soit en même temps applicable à toute autre nation ». Des dispositions exceptionnelles n'ont été

établies que pour le blé, le bétail et autres animaux, ainsi que pour les feuilles de mûrier.

Dans le nouveau traité, l'engagement de ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques est maintenant positif ; il n'est admis d'exceptions que dans les cas constants désignés sous chiffres 1 à 4 (provisions de guerre, raisons de sûreté publique, protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, monopoles d'Etat). Une disposition analogue est aussi contenue dans notre traité de 1891 avec l'Autriche.

*Article 3. (Tarifs conventionnels, paiement des droits en or, certificats d'origine).* La disposition sur l'application des tarifs conventionnels de part et d'autre ne diffère de l'ancien traité que par la rédaction.

En ce qui concerne les *valeurs* en lesquelles les droits doivent être payés, les deux parties sont maintenant convenues que chacune d'elles a le droit d'en exiger le paiement en or, si d'autres Etats ne sont pas traités plus favorablement sous ce rapport (art. 3, al. 2). Le change italien ayant repris le cours normal et équivalant au change suisse, la question a pu se régler sur la base de la réciprocité.

Le traité de 1892 ne renferme pas de stipulation spéciale sur le droit d'exiger des certificats d'origine. Il est dans la nature des choses et dans l'intérêt mutuel des deux pays contracrant que, si l'un d'eux est obligé de frapper de droits différentiels les produits d'un tiers pays, il peut exiger sans autre que, pour toutes les marchandises étrangères qui prétendent à des tarifs réduits, la preuve de l'origine soit fournie. Toutefois, il nous a paru désirable d'introduire dans le traité des dispositions détaillées sur les certificats d'origine et notamment de fixer un émolument maximum (50 centimes par pièce).

L'article 4 (*Transit*) contient, comparativement à l'ancien traité (article 2, alinéa 2), l'innovation que l'exemption de droits de transit est aussi garantie pour les marchandises qui doivent être déchargées, déposées et rechargées pendant le transit, et que celui-ci ne sera pas soumis à des formalités ou autres mesures qui pourraient l'entraver.

*Article 5 (Taxes de dedouanement).* Notre administration douanière ne perçoit aucune taxe pour le traitement douanier des marchandises. Les chemins de fer suisses comptent, sur la base d'un tarif spécial du 1<sup>er</sup> août 1890 (nouvelle édition du 15 novembre 1896), quelques frais accessoires pour les opérations douanières, frais qu'on peut qualifier de modérés.

L'administration douanière italienne préleve, pour le compte du fisc, la taxe de timbre qui pèse sur les lettres de voiture et les pièces douanières (pour chaque document 10 centimes par envoi pesant jusqu'à 20 kg. et payant 10 lires au plus comme droit de douane ; 60 centimes par envoi plus lourd et acquittant une somme supérieure à 10 lires), en outre une taxe de 5 centimes pour les marques que la loi prescrit devoir être appliquées aux tissus (lamina et pallottola).

Les agences douanières (agenzie doganali) des chemins de fer italiens perçoivent leurs taxes pour le dédouanement d'après un tarif qui, sur la base d'un engagement pris par le gouvernement italien dans l'ancien traité, a été un peu réduit en l'année 1892 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1893. Les taux de ce tarif sont encore en eux-mêmes beaucoup trop élevés, en comparaison de ceux des tarifs suisses concernant les frais accessoires ; malheureusement, il ne nous a pas été possible d'obtenir

autre chose que l'engagement réciproque de ne pas élever les tarifs en vigueur, pendant la durée du nouveau traité et de ne prélever aucun<sup>e</sup> taxe non expressément indiquée dans lesdits tarifs.

En outre, le gouvernement italien s'est engagé, par une disposition additionnelle à l'article 5, à prendre les mesures nécessaires pour que, si un seul et même colis contient des marchandises appartenant à deux ou plusieurs positions ou sous-positions du tarif douanier italien, les droits de dédouanement (commission et factage) soient perçus simplement sur le poids total du colis. Si, par exemple, une caisse de 100 kg. bruts contient 20 kg. de chacun des tissus de coton rentrant sous les numéros du tarif douanier 112 a 1, a 2, b 1 et b 2, l'agence douanière des chemins de fer perçoit quatre fois la taxe de commission de 50 centimes et autant de fois de factage (facchinaggio) de 25 centimes, soit au total 3 lires. D'après la nouvelle disposition conventionnelle, la taxe minimale unique de 1,05 lire (80 centimes de commission et 25 centimes de facchinaggio), établie par le tarif, ne peut être perçue qu'une seule fois, pour toute la caisse.

Si toutefois un colis contient des marchandises dont une partie est à dédouaner d'après le poids net effectif, une autre partie d'après le poids brut ou d'après le poids net légal (déduction de la tare en pour cent), les agences douanières des chemins de fer doivent avoir le droit, en raison du surcroît de travail résultant en pareil cas du dédouanement, de compter pour le poids total du colis les taxes plus élevées de la catégorie du tarif appliquée pour le dédouanement d'après le poids net effectif.

L'Italie s'est aussi engagée, par la disposition additionnelle à l'article 5, à supprimer la formalité des lamina et des pallotola pour tissus, déjà mentionnée ci-dessus.

**Article 6 (wagons avec échafaudages).** Le fait s'est produit que, pour un échafaudage qui était appliqué d'une manière fixe à un wagon privé et servait au transport de certaines parties de machines (telles que volants, etc.), le droit d'entrée italien a dû être payé, bien que l'échafaudage ait été réexpédié en Suisse avec le wagon. Par la disposition admise, sur notre demande, dans le nouveau traité, on évitera une fois pour toutes le renouvellement de faits de ce genre.

L'article 7 (*taxes internes de consommation*) correspond, dans ses grands traits, aux dispositions de l'ancien traité (art. 3, art. 4, al. 1 et 2, et art. 5, al. 1). L'Etat italien prélève, aujourd'hui encore, des droits de consommation sur le vin, les spiritueux, le gros bétail, la viande, le riz, le beurre, le sucre, etc. ; en outre, la plupart des localités, comme nous l'avons dit déjà, perçoivent des taxes communales sur les mêmes articles et notamment aussi sur le fromage. L'octroi sur ce dernier produit comporte à Naples, par exemple, 25 lires par 100 kg. (taxe égale au droit général), à Palerme 24 lires, à Gênes et Livourne 20 lires, à Turin, Florence et Venise 15 lires.

L'article 8, alinéa 1 (*remboursement des droits*), concorde matériellement avec la disposition de l'article 4, al. 3, de l'ancien traité. Le second alinéa, par lequel les deux Etats s'engagent à ne pas accorder de primes d'exportation sous quelque forme que ce soit, sauf consentement de l'autre partie, est, par contre, une innovation.

**Article 9 (Monopoles d'Etat).** Sans modification essentielle.

**Article 10 (contrôle des articles d'orfèvrerie, de bijouterie et d'horlo-**

*gerie)* correspond, dans ses parties essentielles, aux dispositions de l'ancien traité.

L'article 11 (*maintien de bureaux-frontière suffisamment autorisés ; simplification des formalités d'expédition*) est la répétition de l'ancien article 9 avec quelques améliorations de rédaction.

Au sujet des nouvelles dispositions additionnelles à cet article, il y a lieu de faire les observations suivantes :

*ad 1.* Les bureaux de douane italiens à Chiasso-stazione et à Luino ont été élevés, dès le 1<sup>er</sup> juillet 1902, au rang de bureaux de 1<sup>er</sup> ordre, 2<sup>e</sup> classe ; certaines compétences, néanmoins, qui n'appartiennent qu'aux bureaux de 1<sup>er</sup> ordre, 1<sup>re</sup> classe, ne leur ont pas été octroyées, telles, par exemple : le dédouanement des articles d'orfèvrerie, de bijouterie et des pierres précieuses, le dédouanement direct des huiles minérales, bière, poids et mesures, armes, le dédouanement de marchandises de tout genre admises à l'importation et à l'exportation temporaire, etc. Ils n'ont pas davantage l'autorisation d'emmaganiser des marchandises en douane accordée aux bureaux de 1<sup>er</sup> ordre, 1<sup>re</sup> classe, et à quelques offices de second et troisième rang.

Par la disposition additionnelle 1 à l'article 11, l'Italie s'est donc engagée à munir les bureaux de douane à Chiasso-stazione et à Luino des compétences nécessaires pour opérer le dédouanement de toutes espèces de marchandises et dans tous les genres de trafic.

En ce qui concerne la douane principale à établir à Domodossola pour l'ouverture de la ligne du Simplon, la Convention du 2 décembre 1899 relative à la jonction des deux réseaux (art. 2, al. 5) stipule expressément déjà que ce bureau, de même que le bureau suisse à instituer à Brigue, seront munis des compétences nécessaires pour effectuer le dédouanement de toutes espèces de marchandises et dans tous les genres de trafic.

*Ad 2.* Le bureau italien de Ponte-Chiasso est situé sur une des routes les plus importantes reliant les deux pays. Bien qu'il soit utilisé surtout par le trafic-frontière qui est loin d'être insignifiant, il l'est fréquemment aussi par les expéditeurs de Chiasso, d'une part parce que leur propre personnel peut y procéder aux opérations douanières (déballage, présentation des marchandises au dédouanement, remballage) et éviter ainsi les confusions, détériorations ou autres inconvénients (les prix élevés des agences en douane, par exemple), d'autre part parce que les marchandises poursuivent ainsi leur route beaucoup plus rapidement. Lorsque les arrivages sont considérables, les marchandises, même celles en grande vitesse, s'accumulent en effet à un tel point au bureau de Chiasso-stazione qu'elles y sont retenues plusieurs jours par les opérations de dédouanement. L'office de Ponte-Chiasso est actuellement de II<sup>e</sup> ordre, 1<sup>re</sup> classe ; il en résulte que nombre de produits, les textiles entre autres, ne peuvent y être dédouanés.

La nouvelle disposition additionnelle donne à cette douane les compétences voulues pour procéder dorénavant au dédouanement de toutes marchandises.

Il est entendu, en outre, que les offices douaniers des deux pays fourniront au public tout renseignement qui pourrait leur être demandé sur la tarification des marchandises. Cela s'est d'ailleurs toujours fait chez nous.

Article 12 (*trafic frontière*). Ses dispositions concordent avec celles de l'article 10 de l'ancien traité.

*Art. 13. (Trafic du bétail en franchise de droits).* Dans l'ancien traité (art. 8), les deux pays s'étaient assuré réciproquement la franchise temporaire des droits à l'entrée et à la sortie du bétail conduit d'un territoire à l'autre, au marché, à l'hivernage et à l'estivage. Cette concession fut encore complétée par une disposition insérée au procès-verbal de clôture, d'après laquelle toutes les stipulations convenues dans les traités de 1891 entre la Suisse et l'Autriche et entre l'Italie et l'Autriche, en vue de faciliter le mouvement du bétail d'un côté des frontières à l'autre, étaient aussi applicables de plein droit au bétail importé d'Italie en Suisse et de Suisse en Italie. Il a été reconnu que cette dernière disposition n'a aucune utilité; elle n'a donc pas été reproduite dans le nouveau traité.

En 1901, un arrangement spécial fut conclu à Milan en vue de prévenir autant que possible le danger d'introduction de maladies contagieuses dans le bassin de réception du Rhin, et de là, à l'intérieur de la Suisse, par du bétail d'estivage d'origine italienne. Il résulte de cet arrangement que le bétail italien d'estivage est admis seulement à destination des pâturages sis au delà du bassin de réception du Rhin et que son entrée ne peut avoir lieu que par les bureaux de douanes de Sta-Maria, Zernez, Campocologno, Castasegna et Chiasso. L'arrangement renferme en outre diverses dispositions sur les mesures préventives à prendre. C'est ainsi que, sur la base dudit arrangement, il a été introduit en 1903, en Suisse, 16.731 pièces de gros et de petit bétail, destinées presque en totalité aux pâturages des cantons des Grisons et du Tessin situés dans la zone autorisée. Ce bétail comprenait 7.245 têtes bovines et 8.649 ovines.

Nous relevons ci-après l'importation totale d'Italie en Suisse, dès l'année 1886, du bétail de toute espèce (y compris les sujets de l'espèce chevaline) destiné à l'estivage et à l'hivernage :

|      |        |      |        |      |        |
|------|--------|------|--------|------|--------|
| 1886 | 47.455 | 1892 | 36.925 | 1898 | 31.719 |
| 1887 | 40.201 | 1893 | 35.531 | 1899 | 30.765 |
| 1888 | 33.354 | 1894 | 39.321 | 1900 | 33.494 |
| 1889 | 28.923 | 1895 | 37.448 | 1901 | 27.889 |
| 1890 | 23.172 | 1896 | 36.864 | 1902 | 24.976 |
| 1891 | 31.217 | 1897 | 38.200 | 1903 | 19.043 |

Comme on le voit par les chiffres qui précèdent, le trafic dont il s'agit a considérablement diminué.

Au cours des négociations, le Gouvernement italien a demandé que l'arrangement de Milan soit modifié en ce sens que tous les pâturages suisses qui entrent en ligne de compte soient de nouveau rendus accessibles au bétail italien et que l'importation de ce bétail puisse s'effectuer par tous les bureaux de douanes suisses, sous réserve de l'observation des conditions stipulées dans l'arrangement.

Après avoir enfin réussi, non sans peine et sans sacrifices pécuniaires de la part de la Confédération et du canton des Grisons (indemnités aux propriétaires d'alpages qui n'ont pu avoir la charge complète), à préserver notre bétail du danger d'introduction de maladies contagieuses par le bétail italien d'estivage, nous avons dû repousser catégoriquement la demande formulée par le gouvernement royal. On a donc, dans le nouveau traité, réservé expressément, en ce qui concerne l'entrée et la sortie temporaires du bétail, les prescriptions et stipulations en vigueur ou à intervenir.

L'engagement contenu dans la disposition additionnelle à l'article 13

(annexe *F I*), au sujet de l'ouverture de négociations sur la question d'étendre à tous les bureaux de douanes suisses les règles établies par la Convention de Milan pour l'estivage du bétail, n'a aucune portée, puisqu'une disposition analogue est déjà contenue dans ladite Convention et que la question de l'étendue à donner à la zone des pâturages autorisés n'est aucunement préjudiciée.

Article 14 (*objets à réparer, échantillons, emballages, parties de machines expédiées à l'essai*). Les dispositions des chiffres 4 et 5 sont nouvelles. Les outils introduits jusqu'ici par des ouvriers suisses envoyés en Italie pour y monter des machines, par exemple, ne pouvaient être expédiés avec passavant, mais devaient acquitter les droits d'entrée italiens, même en cas de réexportation. Ces outils et instruments bénéficieront, à l'avenir, de l'exemption s'ils sont réexportés dans les délais prescrits.

Le chiffre 5 tient compte du fait que, lors de l'installation de grands établissements mécaniques, électriques notamment, il arrive fréquemment que la fabrication de certaines pièces soit confiée à des maisons indigènes et de certaines autres à des maisons étrangères. Dans des cas semblables, il est nécessaire que les parties de machines soient envoyées pour adaptation, temporairement, d'un pays dans l'autre: l'exemption réciproque est dorénavant garantie.

Disposition additionnelle à l'article 14 (*remboursement des droits d'entrée*). A teneur de l'article 152 du Règlement d'exécution pour la loi fédérale sur les douanes et du § 99 de l'Instruction sur l'expédition douanière des envois postaux, les droits payés sur les marchandises refusées par le destinataire pour une raison quelconque et renvoyées à l'étranger, sont remboursés par notre administration, même lorsque l'envoi en question ne se trouve plus en douane: ceci à la condition toutefois que les objets soient réexportés sous leur emballage primitif, c'est-à-dire non ouverts, et dans un délai de 2 mois (envois postaux 6 mois). La loi italienne sur les douanes ne connaît pas une prescription de ce genre; dès le moment où les marchandises ont été enregistrées pour dédouanement, le droit est définitivement acquis.

Par la nouvelle disposition conventionnelle, l'administration des douanes italiennes est maintenant tenue de ne pas prélever ou de restituer le montant des droits, dans les cas, tout au moins, où l'envoi se trouve encore en douane.

L'article 15 (*voyageurs de commerce*) ne s'écarte matériellement pas des dispositions de l'ancien traité (art. 13), mais est mieux adapté à notre loi sur les taxes de patente des voyageurs de commerce. Les voyageurs en gros seront dispensés, comme par le passé, du paiement de tout droit ou impôt; il leur est permis de prendre avec eux des marchandises pour remise immédiate dans les cas où les voyageurs indigènes y sont autorisés. (Cette autorisation est généralement accordée, en Suisse, pour les montres, pierres précieuses et objets de parure, articles pour modistes, etc.). Les voyageurs au détail sont traités sur le même pied que les indigènes et doivent acquitter, en conséquence, les mêmes taxes et remplir les mêmes formalités.

Le nouveau traité passe le *colportage* sous silence; *les deux Etats conservent à ce sujet, et comme précédemment pleine liberté d'action*.

ART. 16 (*sociétés commerciales, industrielles ou financières*). — Le

second alinéa de l'article 15 de l'ancien traité, à teneur duquel les dispositions du premier alinéa s'appliquent aussi bien aux sociétés constituées antérieurement à la conclusion du traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement, est superflu et a été biffé par la raison que, vu la prolongation de l'ancien traité jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau, l'application du principe contenu dans le premier alinéa ne subit aucune interruption. Les dispositions sont, du reste, les mêmes que précédemment.

L'article 17 prévoit la conclusion d'arrangements spéciaux au sujet du traitement des ouvriers italiens en Suisse et des ouvriers suisses en Italie, à l'égard de l'*assurance ouvrière*. La proposition y relative a été présentée par le Gouvernement italien. Un traité d'une envergure beaucoup plus considérable sur la protection générale des ouvriers a été signé le 15 avril dernier à Rome, entre la France et l'Italie. Ce traité cherche principalement à faciliter aux ressortissants de l'un des deux pays, travaillant dans l'autre, la jouissance de leurs épargnes, à les faire bénéficier des avantages de la législation sur les assurances, à garantir le maintien et à favoriser le développement des lois concernant la protection ouvrière. Il impose aussi aux deux Etats l'obligation de prendre part à une conférence internationale ayant pour but l'unification des conditions du travail.

**ART. 18.** — L'Italie a adhéré à notre proposition d'étendre les effets de l'article 14 de l'ancien traité concernant le *tribunal arbitral* dans le sens que les contestations qui viendraient à surgir au sujet de l'interprétation du présent traité devront être réglées par voie d'arbitrage, si l'une des deux parties le *demande*, de même que la question préjudiciale de savoir si la contestation se rapporte ou non à l'interprétation du traité (art. 18). A l'occasion des divergences d'opinions qui se manifestèrent en 1893 sur le droit de l'Italie de percevoir les droits en or, le Gouvernement italien déclina la proposition suisse de soumettre l'affaire à un tribunal arbitral en alléguant, comme on le sait, qu'il ne s'agissait pas d'une question d'application du traité, mais d'une mesure de législation intérieure, étrangère aux dispositions conventionnelles. Si un cas de ce genre se présentait à l'avenir, le tribunal arbitral tranchera aussi la question de compétence. L'annexe *F I* règle également la composition et la procédure du tribunal arbitral.

**ART. 19.** — Règle l'entrée en vigueur du traité ainsi qu'il a été dit déjà.

**ART. 20.** — Cet article donne au traité une *durée fixe jusqu'au 31 décembre 1917*. S'il n'est pas dénoncé 12 mois avant cette date, il demeurera en vigueur, selon l'usage, jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes laura dénoncé.

L'article 21 renferme les dispositions habituelles concernant les *ratiifications*.

## 2. Droits pour l'importation en Italie

**N° ex 5.** — *Eau-de-cerises et absinthe.* — Jusqu'à présent, 180 hl. d'eau-de-cerises et 100 hl. d'absinthe seulement étaient admis annuellement au droit réduit de 25 lires par hl. Ces quantités maxima ont été portées, pour le premier de ces produits, à 200 hl., et pour le second, à 400 hl. La limite précédemment fixée s'est montrée, pour l'absinthe surtout, notamment insuffisante, 26 maisons d'eau-de-cerises d'Arth, de Brunnen, Küssnacht, Schwyz, Seewen, Steinen, Zoug, Lucerne, Meggen, Liestal,

Bâle, Aarau, Wald (canton de Zurich), Berthoud, Neuchâtel, Couvet, Travers et 10 maisons d'absinthe à Neuchâtel, Couvet, Travers, Fleurier, Bâle et Zoug ont bénéficié de la répartition du quantum annuel, effectuée, après publication, par le Département fédéral du Commerce.

N° ex 16. — *Lait en blocs ou pains.* — Il s'agit d'un nouveau produit de la conservation du lait, employé essentiellement pour la fabrication du chocolat et peu répardu encore dans le commerce. Au lieu du droit général de 15 lires pour le produit non sucré, nous avons obtenu le droit de 10 lires, et au lieu de celui de 125 lires pour le produit sucré, une réduction à 40 et 60 lires, suivant que la proportion de sucre additionné atteint 40 ou 60 %.

Ces droits équivalent approximativement au droit italien sur le sucre, comportant 99 lires par 100 kg.

Il en est de même pour le *lait condensé* avec addition de sucre ne dépassant pas les 40 %, dont le droit de 80 lires a été réduit de moitié. L'exportation en Italie est peu développée encore et n'ascendait en 1903 qu'à 621 q., d'une valeur de 63.000 francs. Le droit est en France de 19 fr. 20, en Allemagne, de 60 mk., et en Autriche-Hongrie, de 20 florins or.

N° 17. — Le droit conventionnel ancien de 42 lires sur la *farine lactée* avec addition de sucre ne dépassant pas les 33 %, est réduit à 33 lires, ce qui correspond à un droit ad valorem de 17 % environ. Comme précédemment, faculté est réservée à l'importateur de payer au lieu du droit fixe de 33 lires, le droit en vigueur sur la farine de blé (actuellement 12,30 lires), augmenté du droit afférent à la quantité de sucre contenu dans le produit (pour 33 % de sucre de 1<sup>re</sup> classe 32,67 lires). Le droit comporte en France fr. 19.20, en Allemagne 60 mk., en Autriche-Hongrie 20 florins or, en Russie 12,24 rbl. par pud. (2 fr. par kg. à peu près). Ainsi que permet de le constater le tableau suivant, l'exportation de la farine lactée en Italie est en voie de développement ; elle était en 1890, de 669 q., en 1903, de 1066 q. valant 213.000 francs, sur une exportation totale de 13,074 q. 2,6 millions de francs).

#### Exportation de farine lactée 1890-1903

|                 | 1890   | 1895   | 1900   | 1903   |                    |
|-----------------|--------|--------|--------|--------|--------------------|
| Total           | 13.598 | 13.013 | 12.756 | 13.074 | Valeur<br>1000 fr. |
| Italie.....     | 669    | 550    | 854    | 1.066  | 213                |
| Allemagne.....  | 2.559  | 2.310  | 3.299  | 3.234  | 645                |
| France .....    | 2.355  | 2.182  | 2.683  | 2.671  | 535                |
| Grande-Bretagne | 2.386  | 1.907  | 1.496  | 1.887  | 377                |
| Russie.....     | 285    | 185    | 341    | 629    | 126                |

N° 19 b et 20. *Cacao concassé, moulu ou en pâte. Chocolat.* — En 1892, nous avions uniquement obtenu une réduction sur le cacao concassé et moulu : 100 lires au lieu du droit général de 125 lires ; une diminution de l'ancien droit conventionnel de 130 lires pour le chocolat fut par contre, refusée. Nous avons pu maintenant obtenir une nouvelle réduction de 40 lires pour le cacao préparé et une concession équivalente pour le cho-

colat, celui au lait y compris. Le nouveau droit est donc de 60 lires pour le premier de ces articles, soit 15 o/o environ, et de 90 lires pour le second, soit 25 o/o environ ad valorem, en regard d'un droit sur le sucre de 99 lires et sur le cacao brut de 100 lires.

Notre exportation de chocolat en Italie, de même que dans presque tous les pays, a augmenté dans de grandes proportions, dès l'apparition sur le marché, des chocolats au lait. Elle a atteint en 1903 1., million de francs, à côté d'une exportation de poudre de cacao et de pâte de chocolat 1., million de francs. L'Italie a exporté elle-même, cette année-là, pour 467,500 lires de chocolat.

### Exportation de cacao concassé et de chocolat 1886-1903

#### 1. Chocolat

|   | 1886               | 1890  | 1895  | 1900   | 1903                |        |
|---|--------------------|-------|-------|--------|---------------------|--------|
|   | quintaux métriques |       |       |        | Valeur.<br>1000 fr. |        |
| Total...                                    | 5.036 *)           | 6.421 | 9.747 | 29.431 | 59.243              | 22.912 |
| En Italie .....                             | 1.007 *)           | 1.121 | 1.490 | 3.238  | 4.529               | 1.642  |
| Grande-Bretagne                             | 275 *)             | 406   | 1.326 | 9.929  | 25.961              | 10.734 |
| France .....                                | 1.012 *)           | 1.537 | 2.378 | 7.974  | 10.611              | 3.545  |
| Allemagne.....                              | 666 *)             | 222   | 605   | 2.412  | 4.879               | 2.198  |
| Belgique.....                               | 417 *)             | 1.348 | 1.768 | 2.857  | 2.896               | 936    |
| Etats-Unis .....                            | 7*)                | 7     | 256   | 341    | 3.945               | 1.464  |
| <b>2. Poudre de cacao, pâte de chocolat</b> |                    |       |       |        |                     |        |
| Total                                       | —                  | 393   | 1.314 | 1.971  | 4.606               | 1.820  |
| En Italie .....                             | —                  | 3     | 249   | 1.471  | 3.271               | 1.297  |

N° 59. *Carbure de calcium.* — Le droit relativement élevé de 10 lires a empêché jusqu'ici toute exportation en Italie de carbure de calcium de provenance suisse, tandis que nous en avons tiré de ce pays, en quantité restreinte, il est vrai, (1903 : 619 q. valant 19.189 francs).

L'Italie a consenti à réduire ce droit à 4 lires. L'Allemagne constitue, pour cet article, notre principal débouché (1903 : 63, 424 q. d'une valeur totale de 1., million de francs ; exportation totale 67.908 q.). Le droit général suisse de 30 ct. a été porté à 5 francs au nouveau tarif général. Les fabriques suisses allemandes, autrichiennes, suédoises et norvégiennes, vu la surproduction considérable, ont conclu, à la fin de 1901, une Convention limitant la production et la vente de chaque établissement.

Ad 70. (Annexe F II). A teneur de l'article 14 des dispositions préliminaires au tarif douanier italien « est prohibée l'importation des espèces médicinales et des médicaments composés qui ne sont pas approuvés par le Conseil supérieur d'hygiène à Rome ».

Cette disposition, assez sévèrement observée, restreint sensiblement le trafic des médicaments de Suisse en Italie, trafic qui, néanmoins, est de quelque importance. Nous avons, en conséquence, demandé au cours des négociations que l'Italie, sans autorisation préalable de son conseil supérieur d'hygiène, admît tous les produits pharmaceutiques inscrits dans la

(\*) Y compris la poudre de cacao et la pâte de chocolat.

pharmacopée suisse, aux mêmes conditions que les produits mentionnés dans sa propre pharmacopée.

Le gouvernement italien se déclara disposé, sous garantie de réciprocité, à déférer à notre désir, même pour les médicaments qui, bien que reconnus par le conseil précité, ne figureraient pas dans la pharmacopée italienne.

Après avoir consulté le bureau sanitaire fédéral, nous n'avons pas hésité à accepter la proposition italienne de réciprocité, celle-ci ne lésant aucunement le droit des gouvernements cantonaux d'apporter des restrictions à la vente des produits pharmaceutiques, notamment des spécialités et remèdes secrets. La nouvelle disposition additionnelle (alinéa 3) oblige simplement les parties contractantes à ne pas soumettre à un traitement moins favorable que les médicaments de production nationale, les médicaments importés de l'un des deux pays dans l'autre.

N° 78. *Couleurs dérivées du goudron de houille.* — L'exemption existant depuis 1888, a été liée derechef dans le nouveau traité. L'exportation de cet article en Italie, de même que l'exportation totale, a continuellement progressé et a atteint en 1903 la somme de 1,<sup>3</sup> million de francs, L'importation totale italienne comportait, durant la même année, 10 millions de lires, dont la plus grande partie d'Allemagne.

#### Exportation suisse de couleurs de goudron de houille 1886-1903

|                      | D'après la statistique suisse |        |        |        | 1903                        |        |
|----------------------|-------------------------------|--------|--------|--------|-----------------------------|--------|
|                      | 1886                          | 1890   | 1895   | 1900   | Valeur<br>1903<br>1.000 fr. |        |
| Total .....          | 7.115                         | 13.380 | 24.762 | 31.158 | 39.636                      | 17.288 |
| En Italie.....       | 275                           | 801    | 1.467  | 2.189  | 2.706                       | 1.295  |
| Allemagne .....      | 2.515                         | 3.082  | 3.754  | 5.146  | 6.843                       | 3.228  |
| Grande-Bretagne ...  | 1.403                         | 3.338  | 4.396  | 4.147  | 5.296                       | 2.511  |
| Autriche-Hongrie ..  | 377                           | 562    | 1.502  | 1.514  | 2.166                       | 1.052  |
| Etats-Unis.....      | 345                           | 1.391  | 4.831  | 8.597  | 11.183                      | 3.920  |
| Inde britannique ... | 273                           | 547    | 2.524  | 3.129  | 3.744                       | 1.153  |

N° 95. *Tissus de lin.* — Les droits conventionnels de 1892 sur les tissus écrus et blanchis ont été maintenus. Nous avons renoncé à ceux stipulés en faveur des tissus teints et en couleurs, comme étant sans intérêt pour nous. Notre exportation jadis importante de tissus de lin en Italie a diminué jusqu'à 200.000 francs environ. Les droits sont en général trop élevés pour permettre de concourir en grand avec l'industrie italienne. L'importation totale de tissus de lin en Italie ascende en 1903 à 1,<sup>4</sup> million seulement, dont 496.000 lires d'Angleterre, 359.000 lires d'Allemagne et 248.000 lires d'Autriche. Ces deux derniers Etats se sont efforcés, à chaque renouvellement des traités, d'obtenir de l'Italie des concessions sur les tissus de lin. Ils durent néanmoins, lors des négociations des traités actuels, consentir à une importante augmentation des droits. L'Italie est plutôt pour nous un grand fournisseur de chanvre brut ; elle nous en a livré en 1903 pour 1,<sup>8</sup> million de francs.

N°s 105 et 106. *Fils de coton.* — L'exportation suisse de fils de coton simples

écrus, autrefois importante, se restreint aujourd'hui, et dans des limites fort modestes, aux n°s 20-40 (c'est-à-dire fils mesurant par demi-kilogramme de 20.000 à 40.000 mètres). Nous avons obtenu une réduction de 27 à 24 lires pour les fils des gros numéros (n°s 20-30). Les droits conventionnels actuels de 33, 42 et 50 lires sont maintenus pour les fils mi-fins des n°s 30 à 60. Ces droits ont permis encore, à la fin de 1880, d'exporter en Italie dans des proportions considérables ; leurs effets ont été aggravés, depuis lors, par la baisse constante du prix des fils. Ce recul ressort des tableaux suivants :

### Exportation suisse de fils de coton simples, écrus

D'après la statistique suisse

|  | 1886       | 1890   | 1895   | 1900   | 1903   |
|--|------------|--------|--------|--------|--------|
| Quintaux métriques<br>Jusqu'au n° 40 anglais |            |        |        |        |        |
| En :   | Total..... | 35.991 | 37.053 | 28.759 | 20.594 |
| Allemagne.....                               | 7.647      | 11.602 | 14.095 | 9.736  | 4.038  |
| France .....                                 | 16.170     | 16.131 | 6.784  | 5.938  | 3.392  |
| Autriche-Hongrie .....                       | 5.981      | 4.528  | 5.010  | 1.221  | 1.288  |
| Italie.....                                  | 5.674      | 4.380  | 1.676  | 588    | 323    |
| Au-dessus du n° 40 anglais                   |            |        |        |        |        |
|  | Total..... | 17.859 | 15.021 | 20.934 | 22.300 |
| Allemagne.....                               | 11.814     | 9.269  | 13.822 | 17.564 | 12.839 |
| France .....                                 | 1.726      | 383    | 5.788  | 3.681  | 2.388  |
| Autriche-Hongrie.....                        | 4.095      | 3.360  | 648    | 747    | 445    |
| Italie.....                                  | 136        | 1.952  | 602    | 152    | 52     |

### Importation italienne de fils de coton écrus

D'après la statistique italienne

|                          | De Suisse: |       |      |      | Total<br>1903 |
|--------------------------|------------|-------|------|------|---------------|
|                          | 1890       | 1895  | 1900 | 1903 |               |
| Quintaux métriques       |            |       |      |      |               |
| 20-30.000 m. p. 1/2 kg.. | 2.496      | 1.076 | 108  | 225  | 468           |
| 30-40.000 — — ..         | 2.426      | 345   | 98   | 121  | 127           |
| 40-50.000 — — ..         | 109        | 148   | 61   | 27   | 51            |
| 50-60.000 — — ..         | 83         | 287   | 6    | 4    | 14            |

La filature italienne s'est puissamment développée, grâce aux droits protecteurs et aux conditions favorables du travail (force à bon marché, salaires modérés, long travail journalier, admission de mineurs, travail de nuit) ; le nombre de broches dépasse aujourd'hui 2 millions, tandis que la Suisse n'en a en activité que 1 1/2 million environ. La consommation en Italie du coton brut a comporté en 1903 1.472.655 q., alors qu'elle était en 1882 de 482.620 q. La filature indigène suffit presque, actuellement, à l'approvisionnement de l'Italie en fil de coton écru ; l'importation totale, qui était encore, en 1886, de 15.300 q. (3,3 millions de lires) est descendue en 1903 à 1318 q. valant 358.000 lires, dont 572 q. de Suisse, 298 q. de France, 236 q. d'Angleterre et 134 q. d'Allemagne. L'Italie exporte depuis longtemps cet article (en 1903 : 60.000 q. en nombre rond, de fil de coton écru, simple, valant 12 millions de lires, principalement les n°s 10-30). En

temps de surproduction, la concurrence italienne des fils de gros numéros se fait, en Suisse, sérieusement sentir déjà (1901 : 2495 q. valant 400.000 fr. au prix exceptionnellement bas de 160 fr. par 100 kg.). Les droits de 16 et 20 fr. (7 fr. jusqu'ici) fixés dans notre nouveau tarif pour les fils des gros numéros et fils mi-fins permettent d'espérer que notre filature conservera tout au moins le marché indigène.

La surtaxe, ajoutée au droit des fils écrus, est réduite de 25 à 15 lires par q. en faveur des *fils teints (même mercerisés) simples*. Notre exportation en Italie n'a jamais été importante (1903 : 285 q. valant 70.000 fr.). L'Italie n'a importé, en 1903, d'après sa propre statistique, que 400 q. environ de fils teints simples, dont 350 q. d'Allemagne ; elle en a exporté, par contre, durant la même année, 10.836 q. d'une valeur de 2,7 millions de lires ; ceci est une preuve que la teinturerie du fil s'est beaucoup développée en Italie.

*Fils de coton retors à simple torsion.* — La surtaxe actuelle de torsion est, d'après les tarifs général et conventionnel, de 17 lires par 100 kg. ; le nouveau traité abaisse la surtaxe sur les fils jusqu'au n° 30 à 13 lires et celle sur les fils plus fins à 15 lires. Il s'agit essentiellement pour nous des fils à broder teints du n° 30 et comme ce numéro bénéficie déjà d'une réduction de 3 lires sur le fil écru et que, d'autre part, ainsi que nous le disons plus haut, la surtaxe de teinture est réduite de 25 à 15 lires, les fils en question jouissent d'une diminution de 69 à 52 lires par 100 kg.

L'Italie, à teneur de sa statistique, a importé, en 1903 et au total, 1739 q. de fils de coton retors, teints, représentant une valeur de 741.000 lires, dont 1234 q. (544.000 lires) d'Allemagne et 341 q. (134.000 lires) de Suisse.

L'exportation de Suisse en Italie du fil de coton retors, écru et blanchi, est d'importance secondaire (en 1903, d'après la statistique italienne, 148 q. valant 63.000 lires).

La disposition de l'ancien traité stipulant que les fils de coton retors à plusieurs torsions, composés de deux fils élémentaires en première torsion, suivent le régime des fils retors à simple torsion, a été reprise dans le nouveau traité (voir ad ex. 106). La note ad n° 126 du tarif réduit en outre de 100 à 80 livres le droit conventionnel actuel sur les fils de coton écrus, retors à plusieurs torsions, qui, d'après le répertoire du tarif italien, rentrent dans la passementerie (n° 126) ; ceci à condition, que leur épaisseur ne dépasse pas 1 mm. Il s'agit spécialement ici des lisses en fil de coton retors, pour métiers à tisser, fréquemment remplacées aujourd'hui par les lisses en fil d'acier.

N° 112-117. *Tissus de coton.* — Ainsi que pour la filature, les circonstances, au cours des années, sont devenues de plus en plus défavorables pour l'exportation en Italie de nos articles tissés et imprimés. L'Italie peut aujourd'hui non seulement se passer de nos tissus, mais son industrie nous fait une sérieuse concurrence sur les marchés étrangers et jusqu'en Suisse, spécialement en ce qui concerne les tissus teints et imprimés, et même ceux en couleurs. Le tableau suivant confirme ces appréciations.

**Exportation de tissus de coton en Italie, 1862 à 1903**

D'après la statistique italienne

|                       | 1862 | 1880 | 1855 | 1890 | 1895 | 1900 | 1903 |
|-----------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| En quintaux métrique  |      |      |      |      |      |      |      |
| Tissus du coton :     |      |      |      |      |      |      |      |
| écrus .....           | 2244 | 5230 | 7798 | 2147 | 911  | 194  | 553  |
| blanchis .....        |      | 581  | 1128 | 1018 | 495  | 262  | 158  |
| teints .....          | 3322 | 820  | 2067 | 1605 | 986  | 277  | 202  |
| en couleurs ...       | 1145 |      |      |      |      |      |      |
| imprimés .....        | 4856 | 1598 | 2801 | 3898 | 2150 | 867  | 560  |
| En milliers de francs |      |      |      |      |      |      |      |
| Tissus de coton :     |      |      |      |      |      |      |      |
| écrus... ....         | 1391 | 1916 | 2386 | 636  | 259  | 73   | 224  |
| blanchis.....         |      | 266  | 412  | 348  | 154  | 103  | 61   |
| teints .....          | 2850 | 390  | 803  | 615  | 376  | 125  | 88   |
| en couleurs...        | 802  |      |      |      |      |      |      |
| imprimés.....         | 5017 | 1019 | 1534 | 2182 | 1205 | 417  | 270  |

Notre exportation totale de tissus de coton en Italie a reculé ainsi, depuis 1862, de 10 millions environ à 643.000 francs et l'Italie nous a, par contre, envoyé des tissus pour une somme presque équivalente. Nous avons tiré d'Italie en 1903 : tissus écrus pour 86,700 francs, blanchis pour 31,500 francs, en couleurs pour 38,300 francs, teints pour 125.000 francs et imprimés pour 179.000 francs ; en outre, des tissus de coton façonnés et autres (tapis de lit et de table compris) pour 177.000 francs, total 638.000 francs.

L'exportation totale italienne de tissus de coton a comporté, pour 1903, 60 millions de lires en chiffre rond.

La quote-part des différents pays à l'importation italienne existant encore, ressort des tableaux ci-après qui tiennent compte des diverses qualités :

**Importation en Italie 1903***Tissus de coton écrus:*

|   | Total | Suisse | Angle-terre | France | Alle- magne | Autriche- Hongrie |
|---|-------|--------|-------------|--------|-------------|-------------------|
| en quintaux métriques                   |       |        |             |        |             |                   |
| 13 kg. et plus par 100 m <sup>2</sup> . | 489   | 40     | 66          | 40     | 264         | 54                |
| 27 fils ou moins.....                   | 247   | 16     | 20          | 11     | 152         | 23                |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 74    | 8      | 4           | 21     | 32          | 9                 |
| Plus de 38 fils .....                   | 168   | 16     | 42          | 8      | 80          | 22                |
| 7 à 13 kg. par 100 m <sup>2</sup> ....  | 1013  | 444    | 440         | 14     | 111         | 4                 |
| 27 fils ou moins.....                   | 12    | —      | —           | 7      | 5           | —                 |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 382   | 24     | 343         | 4      | 11          | —                 |
| Plus de 38 fils .....                   | 619   | 420    | 97          | 3      | 95          | 4                 |
| 3 à 7 kg. par 100 m <sup>2</sup> .....  | 165   | 69     | 48          | 5      | 32          | 9                 |
| 27 fils ou moins.....                   | 24    | 6      | —           | 5      | 4           | 9                 |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 77    | 35     | 28          | —      | 14          | —                 |
| Plus de 38 fils .....                   | 64    | 28     | 20          | —      | 14          | —                 |

*Tissus de coton blanchis*

|   | Total | Suisse                | Angle-terre | France | Alle-magne | Autriche-Hongrie |
|---|-------|-----------------------|-------------|--------|------------|------------------|
|   |       | en quintaux métriques |             |        |            |                  |
| 13 kg. et plus par 100 m <sup>2</sup> . | 1093  | 86                    | 293         | 60     | 620        | 34               |
| 27 fils ou moins.....                   | 473   | 17                    | 106         | 27     | 303        | 18               |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 200   | 18                    | 38          | 11     | 128        | 5                |
| Plus de 38 fils.....                    | 420   | 51                    | 149         | 22     | 187        | 11               |
| 7 à 13 kg. par 100 m <sup>2</sup> ..... | 978   | 47                    | 463         | 78     | 28         | 41               |
| 27 fils ou moins.....                   | 78    | 6                     | 12          | 3      | 51         | 6                |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 558   | 27                    | 288         | 43     | 160        | 19               |
| Plus de 38 fils.....                    | 342   | 14                    | 163         | 32     | 17         | 16               |
| 3 à 7 kg. par 100 m <sup>2</sup> .....  | 343   | 25                    | 223         | 19     | 76         | —                |
| 27 fils ou moins.....                   | 113   | 10                    | 64          | 6      | 33         | —                |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 152   | 9                     | 112         | 8      | 23         | —                |
| Plus de 38 fils.....                    | 78    | 6                     | 47          | 5      | 20         | —                |

*Tissus de coton en couleurs ou teints*

|   |      |    |     |     |     |     |
|---|------|----|-----|-----|-----|-----|
| 13 kg et plus par 100 m <sup>2</sup> .  | 1526 | 87 | 354 | 171 | 778 | 100 |
| 27 fils ou moins .....                  | 194  | 8  | 41  | 17  | 76  | 19  |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 292  | 41 | 65  | 42  | 127 | 17  |
| Plus de 38 fils.....                    | 1040 | 38 | 248 | 112 | 575 | 64  |
| 7 à 13 kg. par 100 m <sup>2</sup> ..... | 1476 | 76 | 697 | 175 | 409 | 92  |
| 27 fils ou moins .....                  | 103  | 2  | 14  | 11  | 61  | 13  |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 639  | 31 | 295 | 85  | 172 | 34  |
| Plus de 38 fils.....                    | 734  | 43 | 388 | 79  | 176 | 45  |
| 3 à 7 kg. par 100 m <sup>2</sup> .....  | 213  | 39 | 77  | 16  | 81  | —   |
| 7 fils ou moins.....                    | 25   | —  | 14  | 2   | 9   | —   |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 122  | 28 | 41  | 7   | 46  | —   |
| Plus de 38 fils .....                   | 66   | 11 | 22  | 7   | 26  | —   |

*Tissus de coton imprimés*

|   |      |     |      |     |     |     |
|---|------|-----|------|-----|-----|-----|
| 13 kg. et plus par 100 m <sup>2</sup> . | 997  | 40  | 316  | 71  | 547 | 23  |
| 7 fils ou moins .....                   | 670  | 33  | 194  | 29  | 396 | 18  |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 153  | 3   | 51   | 18  | 81  | —   |
| Plus de 38 fils.....                    | 174  | 4   | 71   | 24  | 70  | 5   |
| 7 à 13 kg. par 100 m <sup>2</sup> ..... | 2974 | 471 | 1092 | 186 | 840 | 336 |
| 27 fils ou moins.....                   | 640  | 357 | 88   | 14  | 93  | 79  |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 1189 | 96  | 461  | 108 | 451 | 33  |
| Plus de 38 fils.....                    | 1145 | 18  | 543  | 64  | 296 | 224 |
| 3 à 7 kg. par 100 m <sup>2</sup> .....  | 597  | 49  | 327  | 26  | 162 | 33  |
| 27 fils ou moins .....                  | 189  | —   | 165  | 7   | 17  | —   |
| Plus de 27 jusqu'à 38 fils              | 196  | 28  | 101  | 10  | 57  | —   |
| Plus de 38 fils .....                   | 212  | 21  | 61   | 9   | 88  | 33  |

Il y a lieu de faire les observations suivantes en ce qui concerne les différentes branches :

a. *Tissus écrus* (n° 112, b et c). Notre exportation de tissus écrus, unis, ascendait encore, d'après la statistique suisse de 1886, à 8,116 q. valant

2,<sub>6</sub> millions de francs, tandis qu'en 1903 elle était descendue à 163 q. d'une valeur de 104.000 francs. Le tissage indigène nous a presque complètement supplantés déjà sur le marché italien en ce qui concerne les tissus lourds de 13 kg. et au-dessus ; l'exportation des tissus légers se limite à quelques spécialités et nos exportateurs ne lui attribuent plus une grande importance. Nous nous sommes donc bornés à lier les droits conventionnels actuels sur les tissus pesant moins de 13 kg.

L'Angleterre a encore importé en Italie en 1903, 554 q. de tissus écrus (1886 : 13,589 q.) et l'Allemagne 393 q. (1886 : 5,083 q.).

b. *Tissus blanchis*. Ici aussi nous nous sommes contentés de lier la surtaxe actuelle de blanchiment comportant 20 %. L'exportation suisse de tissus blanchis unis était encore en 1886 de 1.561 q. (834.000 francs) ; en 1903 elle est tombée à 170 q. (176.000 francs) et était constituée surtout par des spécialités. D'autres pays ont également perdu ce marché autrefois fructueux ; c'est ainsi que l'exportation anglaise a passé de 22,296 q. (7,7 millions de lires) en 1886 à 979 q. (390.000 lires) en 1903.

c. *Tissus en couleurs ou teints*. L'Italie nous a fait des concessions assez importantes sur les tissus unis de cette nature compris dans les limites de poids de 7 à 13 kg. par 100 m<sup>2</sup>. Les droits conventionnels actuels sur les tissus de 11 à 13 kg. sont réduits de 102 et 113 lires à 85 et 95 lires pour les non mercerisés et à 90 et 100 pour les mercerisés ; les tissus de 7 à 11 kg. (actuellement aussi 102 et 113 lires) bénéficient d'une réduction à 90 et 100 lires pour les non mercerisés et à 95 et 105 lires pour les mercerisés. Le statu quo (droit conventionnel des tissus écrus avec surtaxe de 35 lires par 100 kg.) a été maintenu pour les tissus unis de 3 à 7 kg. et de 13 kg. et au-dessus, de même que pour les tissus façonnés ou damassés et brochés.

Le sud de l'Italie, et spécialement Naples, était jadis un fort important débouché pour les tissus de coton teints et en couleurs (1886 : teints 2,206 q. valant 1.162.000 francs, en couleurs 361 q. valant 267.000 francs) ; l'exportation des tissus teints en Italie comportait encore en 1903 : 178 q. (344.000 francs), tandis qu'elle était tombée pour les tissus en couleurs à 26 q. (30.000 francs), comprenant presque exclusivement des spécialités de valeur. Durant la même période, l'exportation d'Angleterre en Italie a diminué de 4,<sub>5</sub> millions à 78.000 lires, celle de France de 1,<sub>9</sub> million à 280.000 lires à celle d'Allemagne de 1,<sub>6</sub> million à 250.000 lires. L'Italie s'est particulièrement développée dans cette branche de son industrie cotonnière ; son exportation se chiffrait en 1903 à 127.000 q. d'une valeur supérieure à 41 millions de lires, soit presque le quadruple de la totalité de l'exportation suisse actuelle ascendant à 10,<sub>8</sub> millions de francs. Ceci explique l'importation considérable en Italie des couleurs dérivées du goudron, qui, ainsi que nous l'avons signalé déjà, a dépassé 10 millions de lires au cours de la même année.

d. *Tissus imprimés*. Ces tissus bénéficient de la concession la plus importante que l'Italie ait faite à notre industrie cotonnière. Les droits du tarif général se composent des droits sur les tissus écrus, de la surtaxe de blanchiment de 20 % et de celle d'impression de 80 lires par 100 kg.

Le traité de commerce de 1889 avait abaissé la surtaxe d'impression à 70 lires et celui de 1892 à 66.50 lires pour les tissus compris entre 7 et 13 kg. par 100 m<sup>2</sup>. Le droit d'ensemble auquel sont soumis ces derniers

tissus, qui constituent la presque totalité de notre exportation en Italie, est donc de 146.90 lires (jusqu'à 27 fils) et de 160.10 lires pour les tissus de 27 à 38 fils. Le nouveau traité a arrêté des droits fixes de 90 et 100 lires pour les articles intéressant encore l'impression glaronnaise, soit les mouchoirs de poche et les châles compris dans les limites de poids ci-dessus ; ces droits équivalent à une réduction de 40 %, à peu près. Ils sont applicables aussi aux tissus crêpés, qui, frappés aujourd'hui d'un droit de 310 lires, profiteront d'une réduction de 70 % environ. Sur les articles pesant de 7 à 13 kg. et ne rentrant pas dans les tissus précités, la surtaxe est de 66.50 lires ; la surtaxe de 70 lires en sus du droit des tissus écrus a été maintenue pour les autres tissus imprimés.

D'après la statistique italienne, nous avons exporté en Italie, au cours de l'année 1862, pour 7 millions de lires de tissus imprimés et, en 1890, pour 2 millions encore. Les minimes réductions convenues par les traités de 1889 et 1892 ne parvinrent pas à arrêter, d'une manière appréciable, ce mouvement de recul. Notre exportation continua à diminuer et ne dépassa pas, en 1903, la somme de 315.431 lires. L'impression italienne du coton s'est élevée, dans le cours des années, au rang d'une importante industrie d'exportation. L'exportation totale italienne de tissus imprimés, expédiés pour la plupart dans le Levant et l'Amérique du Sud, se chiffre aujourd'hui par 11 millions en nombre rond. De même que pour nous, le marché italien des tissus imprimés a perdu son importance première pour les autres pays, l'Allemagne et l'Angleterre notamment. Durant la période de 1862 à 1903, l'importation italienne de provenance anglaise est tombée de 16 millions à 956.000 lires.

Mentionnons encore ici que, par une disposition de l'ancien traité (art. 11, al. 1), l'Italie s'était engagée à admettre en franchise, en trafic de perfectionnement, les tissus écrus de coton introduits de Suisse en Italie pour y être imprimés. Ce régime, garanti déjà par le traité de 1889, n'a jamais été beaucoup utilisé ; en 1900, 514 q. de tissus furent expédiés en Italie pour l'impression ; mais en 1903, il n'y en eut plus que 83 q.

L'impression et le tissage suisses n'ayant pas demandé le maintien de cette disposition, elle ne figure pas au nouveau traité.

Les autres positions conventionnelles concernant l'industrie cotonnière ne donnent lieu à aucune observation spéciale.

N°s 118; 119 g.; 159. *Tissus brodés.* D'après le système du tarif douanier italien, ces articles sont soumis à des surtaxes en sus du droit sur les tissus de fond, qui, de leur côté, sont traités différemment selon la matière, le poids, le nombre de fils et l'apprêtage. En outre, les surtaxes pour les broderies varient suivant que celles-ci sont à point de chaînette ou à point passé. Les dentelles chimiques sont considérées comme dentelles et les broderies avec travail de couture soumises à des surtaxes spéciales. Il en résulte que le dédouanement, en ce qui concerne cette branche, est des plus compliqués. Ces positions, vu le grand nombre de détails qu'elles comportent, ont constitué une partie très pénible et très difficile des négociations.

Bien que les concessions faites soient considérables, les nouveaux droits sont encore fort élevés. Nous avons réussi à obtenir, en lieu et place de la plupart des surtaxes, des droits fixes qui, faisant abstraction du tissu de fond, simplifient beaucoup le dédouanement. Seront seuls, à l'avenir, frappés encore d'une surtaxe, les rideaux brodés à point de chaî-

nette, à l'exception des rideaux de tulle ou avec application de tulle. Cette surtaxe est réduite de 150 à 100 lires.

La surtaxe spéciale de couture frappant jusqu'ici les broderies avec travail de couture (ourlets, application, etc.) ne sera perçue, à l'avenir, que sur les articles *encadrés*, finis, tels que : cols, cravates, manches, tabliers, parties de robes ou de blouses, pièces de vêtements terminées. Cette surtaxe a toutefois été réduite de 40 % à 25 %.

Les articles au mètre, avec travail de couture de ce genre, ne sont soumis qu'au droit fixe des broderies communes, de même que les mouchoirs de poche.

La surtaxe de couture sur les mouchoirs de poche et les châles, volants et articles analogues, brodés, simplement ourlés, est réduite à 15 lires par 100 kg. pour ceux en coton ou en lin et à 50 ct. par kilogramme pour ceux en soie (la surtaxe était jusqu'à présent de 10 % pour les mouchoirs de poche en coton et pour les autres articles généralement de 40 %).

Les broderies chimiques ne sont plus traitées comme dentelles, mais comme les autres broderies.

L'exportation de broderies de coton en Italie s'est généralement développée à partir de 1886 ; elle s'est en effet élevée de 0, à 1,7 million de francs, montant qui n'est cependant pas en proportion de l'étendue du pays. Avec des droits réduits, notre exportation en Italie pourrait augmenter considérablement. D'après la statistique italienne, l'importation totale des broderies de coton en 1903 n'aurait pas dépassé 743.000 lires (378 q.), dont 423.000 lires (209 q.) de Suisse. Insignifiante est jusqu'ici l'exportation en Italie des broderies d'autres tissus.

### Exportation de broderies en Italie 1903

D'après la statistique suisse

|  | Quantités<br>q. | Valeur<br>1.000 fr. |
|--|-----------------|---------------------|
| <b>Broderies de coton :</b>            |                 |                     |
| Rideaux au crochet.....                | 28              | 112                 |
| Autres broderies au crochet.....       | 10              | 39                  |
| <b>Broderies au plumetis :</b>         |                 |                     |
| garnitures (bandes et entre-deux)..... | 273             | 1.241               |
| sur tulle.....                         | —               | 1                   |
| autres.....                            | 30              | 267                 |
| Broderies à la main.....               | —               | 1                   |
| Broderies de lin .....                 | 4               | 48                  |
| Broderies de soie .....                | 9               | 182                 |
| Broderies de laine .....               | 3               | 16                  |
| Total...                               | 357             | 1.907               |

### Importation italienne de broderies de coton 1862-1903

D'après la statistique italienne

|                | Total | 1862 | 1880 | 1890 | 1895 | 1900 | 1903 |                            |
|----------------|-------|------|------|------|------|------|------|----------------------------|
|                |       | 422  | 449  | 262  | 311  | 269  | 378  | Valeur<br>1.000 fr.<br>743 |
| <b>De:</b>     |       |      |      |      |      |      |      |                            |
| Suisse.....    | 119   | 71   | 141  | 233  | 109  | 209  | 423  |                            |
| Allemagne..... | ?     | 86   | 92   | 48   | 121  | 129  | 248  |                            |
| France .....   | 200   | 136  | 20   | 11   | 28   | 32   | 58   |                            |

En ce qui concerne les droits, ils subissent les réductions suivantes :

|  | ancien<br>Lires                              | nouv.<br>Lires |
|--|--|----------------|
| Rideaux à point de chaînette, sur tulle.....         | 520 <sup>1</sup>                             | 470            |
| — avec application de tulle.....                     | 470  | 420            |
| Autres broderies à point de chaînette, de coton..... | Surtaxe 150                                  | 100            |
| Broderies non dénommées, sur tulle de coton.....     | 600-750                                      | 550            |
| Broderies à point passé :                            |  |                |
| sur coton :  |  |                |
| Broderies chimiques.....                             | 700  | 300            |
| Autres .....   | env. 340 à 411 <sup>2</sup>                  | 300            |
| sur soie :   |  |                |
| Broderies chimiques.....                             | 1.800  | 600            |
| Autres.....  | 700-1.600 <sup>3</sup>                       | 650            |
| Broderies non dénommées, sur tulle de soie.....      | { 1.700 <sup>4</sup> }<br>1.800 <sup>5</sup> | 1.200          |

*Ad n° 153 (Annexe F II.)* Une disposition additionnelle au n° 153 du tarif pour l'importation en Italie stipule que la *soie italienne écrue* (organzin et trame) introduite en Suisse dans le *trafic de perfectionnement* pour y être teinte, jouira de la franchise lors de sa réimportation en Italie ; elle ne sera donc pas soumise au droit de 50 lires par 100 kg. Ce trafic en franchise, sans avoir fait jusqu'à présent l'objet de prescriptions conventionnelles, existe déjà depuis fort longtemps ; il n'a pris, toutefois, une grande extension que dans ces dernières années. En voici les chiffres (d'après la statistique italienne) :

|      | Importée écrue | Teinte et chargée réexportée |
|------|----------------|------------------------------|
|      | q.             | q.                           |
| 1895 | 75             | 114                          |
| 1900 | 992            | 1.554                        |
| 1901 | 1.359          | 2.146                        |
| 1902 | 1.538          | 2.431                        |
| 1903 | 1.645          | 2.919                        |

Un trafic analogue existe également entre l'Italie et la France (1903 : 1674 q.) et l'Italie et l'Allemagne (1903 : 571 q.).

N° 156-157. *Tissus de soie.* — Le tarif général italien fait la distinction entre les tissus de soie pure et les tissus mélangés (12 à 50 % de soie) et établit, en outre, pour chacune de ces catégories, des gradations suivant que le tissu est uni ou façonné, noir ou en couleurs ; les tissus façon voile, de soie pure, sont dédouanés d'une manière spéciale. Les droits du tarif général varient pour les tissus de soie pure de 7 à 13 lires et pour les tissus mélangés de 4 à 8 lires par kilogramme. Le traité de 1892 a stipulé une réduction de 1 lire pour chaque catégorie des premiers et pour les seconds, s'ils sont façonnés, une réduction de 50 ct. pour chaque catégorie. Les droits généraux de 4 et 5 lires sur les tissus mélangés, unis, ont été liés.

(1) Avant 1892 550 lires. (2) La surtaxe actuelle de 260 lires ajoutée au droit du tissu constitue, suivant la nature du tissu, un droit variant de 340,40 à 411,20 lires. D'après la statistique des recettes douanières de 1903, le droit était, en moyenne, de 380 lires par 100 kg, (3) Surtaxe de 300 lires en sus du droit du tissu de fond. D'après la statistique des recettes douanières de 1903, le droit était, en moyenne, de 1300 lires environ, par 100 kg. (4) A point de chaînette. (5) A point passé.

En présence de ces droits élevés et du développement considérable pris en Italie par le tissage de la soie, notre exportation n'a pu y progresser. Elle était en 1903, en ce qui concerne les tissus de soie pure, de 82 q. d'une valeur de 730,000 francs, soit à peu près la même qu'en 1899. L'exportation des tissus mi-soie était à la même époque de 48 q. valant 263,000 francs, soit légèrement inférieure à celle de 1891 (59 q. d'une valeur de 310,000 francs).

Nous avons obtenu dans le nouveau traité des concessions beaucoup plus considérables, qui nous permettent d'espérer qu'elles contribueront à donner quelque impulsion à notre exportation. Nous ne devons cependant pas nous dissimuler que les droits convenus, comparés au prix de la main-d'œuvre des tissus de soie, sont encore trop élevés (10 % env.) et qu'en présence des grands avantages de l'industrie italienne en ce qui concerne la matière première et le travail à bon marché, il sera difficile de gagner du terrain en Italie.

Les nouvelles réductions sur les tissus de soie sont les suivantes (lires par 100 kg.) :

|  | Droit général                            | Ancien droit conventionnel                               | Nouveau droit conventionnel |
|--|--|--|-----------------------------|
| <b>Tissus de soie pure (unis et façonnés):</b>                           |  |  |                             |
| noirs.....   | { 7.— <sup>1</sup><br>10.— <sup>2</sup>  | { 6.— <sup>1</sup><br>9.— <sup>2</sup>                   | 4.—                         |
| en couleurs:   |  |  |                             |
| Marcelines, chinés, fichus, écharpes,<br>cache-nez, tissus imprimés..... | { 8.— <sup>1</sup><br>11.— <sup>2</sup>  | { unis 6.50 <sup>3</sup><br>façonnés 9.— <sup>3</sup>    | 3.50                        |
| autres.....  | { 10.— <sup>1</sup><br>13.— <sup>2</sup> | { 7.— <sup>4</sup> 10.— <sup>4</sup><br>9.— <sup>1</sup> | 4.50                        |
| Façon voile.....   | { 10.— <sup>1</sup><br>13.— <sup>2</sup> | { 9.— <sup>1</sup><br>12.— <sup>2</sup>                  | 4.50                        |
| <b>Tissus mélangés (12 à 50 % de soie):</b>                              |  |  |                             |
| noirs.....   | { 4.— <sup>4</sup><br>7.— <sup>3</sup>   | { 4.— <sup>1</sup><br>6.50 <sup>3</sup>                  | 4.—                         |
| en couleurs: unis.....   | 5.—                                      | 5.—  | 4.—                         |
| façonnés.....  | 8.—                                      | 7.50   | 5.—                         |

### Exportation de tissus de soie de Suisse en Italie 1862-1903

#### 1. D'après la statistique suisse

|                          | 1886         | 1890         | 1895                  | 1900         | 1903         |
|--------------------------|--------------|--------------|-----------------------|--------------|--------------|
|                          |              |              | en milliers de francs |              |              |
| Tissus de soie pure..... | 1.119        | 699          | 772                   | 925          | 944          |
| Tissus mi-soie.....      | 624          | 369          | 122                   | 221          | 268          |
| Total.....               | <u>1.753</u> | <u>1.068</u> | <u>894</u>            | <u>1.146</u> | <u>1.212</u> |

#### 2. D'après la statistique italienne

|                          | 1862         | 1886         | 1890                  | 1895       | 1900       | 1903       |
|--------------------------|--------------|--------------|-----------------------|------------|------------|------------|
|                          |              |              | en milliers de francs |            |            |            |
| Tissus de soie pure..... | 264          | 152          | 304                   | 533        | 509        | 648        |
| Tissus mi-soie.....      | 832          | 1.280        | 291                   | 52         | 100        | 245        |
| Total.....               | <u>1.096</u> | <u>1.432</u> | <u>595</u>            | <u>585</u> | <u>609</u> | <u>893</u> |

(1) Unis. (2) Façonnés. (3) Fichus écharpes, cache-nez. (4) Autres.

Pour l'*importation en Suisse*, le nouveau tarif douanier a porté de 16 à 150 francs le droit des tissus de soie de tout genre. Nous avons accordé à l'Italie une réduction de ce droit à 120 francs.

Notre importation de ce pays est beaucoup plus considérable que notre exportation. Elle atteignit, en 1903, 399 q. de tissus de soie pure valant 2 millions de francs et 267 q. de tissus mi-soie valant 563,000 francs.

L'Italie, durant cette année-là, eut une exportation totale ascendante à 48 millions de lires de tissus de soie pure et à 11 millions de tissus mi-soie. L'exportation suisse totale a été pour les premiers de 98 et pour les seconds de 13 millions de francs.

N° 164, *Rubans de soie*. — Le tarif italien les frappe d'une surtaxe de trois francs par kg. en plus du droit du tissu selon l'espèce. Les droits combinés varient de 7 à 16 lires par kg. Le traité de 1892 avait stipulé déjà des droits fixes, en partie réduits ; ces droits subissent à nouveau les notables réductions suivantes (en lires par kg.) :

|  | Droit général                            | Droit conventionnel<br>ancien            | Droit conventionnel<br>nouveau           |
|--|--|--|--|
| <b>Rubans de soie pure :</b>                 |  |  |  |
| noirs.....                                   | { 10.— <sup>1</sup><br>13.— <sup>2</sup> | { 10.— <sup>1</sup><br>13.— <sup>2</sup> | 8.—                                      |
| en couleurs .....                            | { 11.— <sup>1</sup><br>14.— <sup>2</sup> | { 11.— <sup>1</sup><br>14.— <sup>2</sup> | 9.—                                      |
| façon voile.....                             | { 13.— <sup>1</sup><br>16.— <sup>2</sup> | { 10.— <sup>3</sup><br>11.— <sup>3</sup> | { 13.— <sup>4</sup><br>14.— <sup>6</sup> |
|  |  |  | 9.—                                      |
| <b>Rubans mélangés (12-50 0/0 de soie) :</b> |  |  |  |
| noirs .....                                  | { 7.— <sup>1</sup><br>10.— <sup>2</sup>  | { 6.— <sup>1</sup><br>8.50 <sup>2</sup>  | { 5.—                                    |
| en couleurs .....                            | { 8.— <sup>1</sup><br>11.— <sup>2</sup>  | { 7.— <sup>1</sup><br>9.50 <sup>2</sup>  | { 6.—                                    |

Notre exportation de rubans de soie, en Italie, a diminué dès 1886 de un million de francs environ à 317,000 francs, (176,000 francs de soie pure et 141,000 francs de mi-soie). Il est un peu douteux que les nouvelles réductions arrêtent ce mouvement de recul, les droits fixés étant fort élevés encore. L'importation totale italienne de rubans de soie a été, en 1903, de 3 millions de lires, en nombre rond, et l'exportation de 2,4 millions de lires.

La forte réduction qui nous a été consentie pour la *toile à bluter* est aussi de quelque importance. Le droit pour la toile à bluter non confectionnée est ramené de 7 à 2 lires et celui pour la confectionnée de 9.80 lires à 1 lire.

N°. 235 a. Le *ferro-silicium* est actuellement soumis à un droit de 5 lires par 100 kg., ce qui équivaut, aux prix du jour, à une charge douanière de 7 à 22 % environ (selon la teneur de silicium). L'Italie a concédé sur ce produit un droit réduit de 1 lire. Le ferro-silicium, dont la fabrication est récente, est formé par la combinaison de sable quartzeux,

(1) Unis. (2) Façonnés. (3) Unis, noirs. (4) Unis, en couleurs. (5) Façonnés, noirs.  
(6) Façonnés, en couleurs.

de tournure de fer et de coke. Il est fabriqué dans des fourneaux électriques et est employé dans les fonderies et aciéries aux fins d'obtenir une fonte uniforme et compacte et pour la transformation directe de la fonte en acier. Le ferro-silicium de forte teneur en silicium est, suivant toutes prévisions, susceptible d'un grand développement.

N<sup>o</sup> 239, 240 et 241. *Machines.* — L'industrie des machines obtient les nouvelles concessions suivantes :

|  | Tarif général                                    | Tarif conventionnel ancien               | Tarif conventionnel nouveau | Exportation en Italie, 1903<br>1000 fr. |
|--|--|--|-----------------------------|---|
|  |  | Lires par 100 kg.                        |                             |   |
| Machines pour filatures.....   | 10.—   | { 10.— <sup>1</sup><br>8.— <sup>2</sup>  | 6.—                         | 682                                     |
| Machines à tisser et métiers à tisser.....                             | 10.—   | 7.—                                      | 6.—                         | 1433                                    |
| Métiers à bonneterie.....  | 10.—   | 10.—                                     | 7.—                         |   |
| Machines à tricoter.....   | { 25.— et 30.— <sup>3</sup><br>10.— <sup>3</sup> | { 20.— <sup>4</sup><br>10.— <sup>5</sup> | 8.—                         | 147                                     |
| Machines pour la fabrication du papier.....                            | 10.—   | 8.—                                      | 6.—                         | ?                                       |
| Machines pour la minoterie.  | 10.—   | 7.—                                      | 6.—                         | 371                                     |
| Faneuses et faucheuses.....  | 9.—  | 9.—                                      | 4.—                         | ?                                       |
| Pompes à purin .....   | 10.—   | —  | 4.—                         | ?                                       |
| Machines formant corps avec des machines dynamo-électriques .....      | 30.— <sup>6</sup>                                | { 16.— <sup>6</sup><br>25.— <sup>6</sup> | { 13.—<br>19.—              | 2627 <sup>9</sup>                       |
| Parties détachées de machines électriques pesant plus de 1.000 kg..... | 30.—   | 25.—                                     | 16.—                        |   |
| Parties détachées d'autres machines en fer ou en acier .....           | 11.—   | { 10.— <sup>7</sup><br>11.— <sup>8</sup> | 10.—                        | 34                                      |
| En aluminium .....   | 100.—  | 30.—                                     | 20.—                        |   |
| la plupart   |  |  |                             |   |
| Appareils électriques pesant plus de 100 kg.....                       | 75.—<br>125.—                                    | 30.—                                     | 25.—                        | 258                                     |
| Compteurs à gaz .....  | 125.—  | 30.—                                     | 20.—                        | ?                                       |

Comme nous l'avons déjà fait observer (page 66) et en raison des droits italiens élevés sur les matières constitutives (tôle de dynamo, fil de cuivre), nous avons dû accepter que le droit conventionnel de 16 lires appliqué aux transformateurs pesant plus de 1.000 kg. fût porté à 25 lires, soit au droit convenu jusqu'ici pour les transformations plus légers. Il en est de même pour les accumulateurs électriques, dont le droit est augmenté de 8 à 16 lires, et pour les plaques de plomb de 5 à 16 lires.

(1) Cardes sans les garnitures. (2) Autres machines pour filatures. (3) Machines à tricoter à la main ou à pédales : avec bâti 25.—, sans bâti 30.—, autres 10.— comme les métiers à bonneterie. (4) Machines à tricoter à la main ou à pédales. (5) Machines à tricoter, à l'exception de celles à la main ou à pédales. (6) Comme les machines dynamo-électriques. (7) En fonte. (8) En fer forgé ou en acier. (9) Machines dynamo-électriques.

Notre exportation totale de machines et de parties détachées de machines a été, en 1903, de 48 millions de francs, dont 7,7 millions de francs en Italie. L'importation totale de machines et de parties détachées de machines, en Italie, constitue pour 1903 un poids de 514.000 q., dont 47.000 q., soit à peu près la dixième partie, de provenance suisse.

Les machines dynamo-électriques et les machines pour l'industrie textile forment aujourd'hui la partie essentielle de notre exportation en Italie : en 1892, l'exportation de celles-ci a atteint 610.000 francs et, en 1903, 2,6 millions de francs.

Nous renvoyons, du reste, aux tableaux suivants :

### Exportation suisse de machines en 1903

En :

|   | Total                 | Italie | Allemagne | France | Autriche-Hongrie |
|---|-----------------------|--------|-----------|--------|------------------|
|   | en quintaux métriques |        |           |        |                  |
| Chaudières à vapeur.....                                | 6.958                 | 1.844  | 2.477     | 305    | 12               |
| Constructions en fer.....                               | 1.565                 | 475    | 468       | 133    | 263              |
| Machines pour l'agriculture<br>et l'économie domestique | 2.934                 | 106    | 933       | 1.087  | 360              |
| Machines pour la minoterie                              | 49.118                | 3.117  | 5.462     | 4.137  | 700              |
| Machines à coudre.....                                  | 1.103                 | 45     | 76        | 776    | 65               |
| Machines pour la filature<br>et le retordage.....       | 14.188                | 4.655  | 5.453     | 1.144  | 1.604            |
| Machines à broder.....                                  | 17.437                | 342    | 725       | 3.193  | 6.153            |
| Machines à tricoter, etc...                             | 1.489                 | 244    | 246       | 466    | 59               |
| Métiers et machines pour<br>le tissage.....             | 53.681                | 18.743 | 11.656    | 15.171 | 2.260            |
| Machines-outils.....                                    | 3.215                 | 266    | 884       | 1.078  | 73               |
| Locomotives .....                                       | 3.985                 | 340    | 8         | 2.144  | 79               |
| Autres machines et pièces<br>terminées.....             | 118.935               | 12.869 | 30.288    | 16.181 | 6.282            |
| Pièces de machines ébau-<br>chées.....                  | 5.427                 | 411    | 1.572     | 237    | 90               |
| Machines dynamo-électri-<br>ques.....                   | 46.060                | 11.616 | 3.844     | 8.896  | 2.278            |
| Total q.  | 325.915               | 55.073 | 64.092    | 54.948 | 20.278           |
| Valeur en 1.000 fr.                                     | 48.134                | 7.740  | 9.751     | 8.882  | 3.032            |

## Importation italienne de machines 1903

De :

|   | Total                  | Suisse | Angleterre | Allemagne | France | Autriche |
|---|------------------------|--------|------------|-----------|--------|----------|
|   | en quintoaux métriques |        |            |           |        |          |
| Machines à vapeur ....                                  | 15.230                 | 1.780  | 6.420      | 5.113     | 417    | 660      |
| Chaudières à vapeur...                                  | 18.442                 | 1.374  | 5.895      | 9.595     | 880    | 513      |
| Moteurs à eau et à vent,<br>machines hydrauliques ..... | 8.537                  | 735    | 464        | 5.773     | 999    | 279      |
| Locomotives et locomo-<br>biles.....                    | 19.813                 | 193    | 8.349      | 7.531     | —      | 1.182    |
| Machines pour bateaux                                   | 2.022                  | —      | 2.022      | —         | —      | —        |
| Machines pour l'agricul-<br>ture.....                   | 58.752                 | 420    | 10.715     | 20.597    | 3.416  | 4.866    |
| Machines pour la filature                               | 98.236                 | 4.205  | 72.389     | 12.666    | 1.339  | 516      |
| Métiers et machines p-<br>le tissage.....               | 55.952                 | 19.213 | 15.738     | 18.178    | 420    | 714      |
| Machines-outils .....                                   | 24.698                 | 548    | 2.916      | 17.707    | 641    | 756      |
| Machines dynamo-élec-<br>triques.....                   | 32.019                 | 8.799  | 408        | 15.188    | 1.141  | 3.692    |
| Machines à coudre ....                                  | 27.367                 | 15     | 17.358     | 7.948     | 76     | 1.485    |
| Accumulateurs électri-<br>ques.....                     | 198                    | —      | —          | 45        | 153    | —        |
| Machines à tricoter....                                 | 883                    | 40     | 6          | 509       | 73     | 216      |
| Machines pour la fabri-<br>cation du papier.....        | 7.728                  | 98     | —          | 6.723     | —      | 672      |
| Machines pour la mino-<br>terie.....                    | 9.339                  | 2.133  | 116        | 5.899     | 91     | 976      |
| Machines non dénom-<br>mées.....                        | 66.687                 | 3.546  | 10.116     | 41.166    | 2.953  | 3.742    |
| Pièces de machines....                                  | 68.627                 | 3.954  | 11.366     | 39.352    | 2.262  | 4.376    |
| Total.....  | 514.530                | 47.053 | 165.278    | 213.990   | 14.861 | 24.645   |
| Valeur en 1.000 fr.....                                 | 68.900                 | 6.530  | 23.766     | 46.460    | 1.931  | 3.239    |

N° 251. Montres. — Le nouveau traité maintient les droits actuels de 1 lire, par pièce, pour les montres à boîtes d'or, 50 ct. pour celles à boîtes d'argent et de tout autre métal. Les intérêts de l'industrie horlogère sont donc sauvagardés, dans l'essentiel, bien qu'il eût été désirable de pouvoir obtenir des droits inférieurs. Une nouvelle concession nous a été accordée du fait que les *boîtes* dans lesquelles les montres sont expédiées bénéficieront, à l'avenir, de l'exemption. Elles devaient acquitter jusqu'ici, celles en carton un droit de 70 ct. et celles en bois de 50 ct. par kilogramme. Il est convenu, en outre, que les horloges de gros calibres ayant la forme des montres de poche, pour voitures et vélocipèdes fort en usage depuis quelque temps, ou destinées à servir, en des étuis ou sur des supports, comme cartels ou pendules, seront dorénavant classifiées contre montres de poche lorsque le diamètre du cadran ne dépasse pas 10 cm. D'après la pratique douanière actuelle, ces montres sont soumises au droit des cartels et pendules, 5 lires par pièce, plus le droit sur les cages, lorsque le diamètre du cadran est supérieur à 6 cm. et s'il ne s'agit pas d'horloges à système américain pour lesquelles existe un droit conventionnel de 150 lires par 100 kg. Un droit de 50 lires par 100 kg. a été stipulé pour l'*horlogerie électrique*, qui suit actuellement le régime des cartels et pendules (5 lires la pièce

plus le droit afférent à la cage) ou est soumise à un droit de lire 1.50 par pièce lorsque les montres sont pourvues d'un appareil avertisseur, mais sans sonnerie pour les heures.

Les tableaux suivants permettent de se rendre compte de notre exportation d'horlogerie, de bijouterie, etc., en Italie :

**Exportation suisse de montres de poche en Italie  
1883-1903**

|          | Statistique italienne |      |      |      |      |      | Stat. suisse |       |             |          |
|----------|-----------------------|------|------|------|------|------|--------------|-------|-------------|----------|
|          | 1000 pièces           |      |      |      |      |      | 1000 lires   |       | 1000 pièces | 1000 fr. |
|          | 1883                  | 1884 | 1885 | 1890 | 1895 | 1900 | 1903         | 1903  | 1903        | 1903     |
| En or..  | 2,,                   | 32   | 44   | 41   | 27   | 43   | 41           | 1,813 | 45          | 2,487    |
| Autres.. | 1,,                   | 204  | 263  | 255  | 298  | 403  | 550          | 4,398 | 614         | 4,864    |

**Importation de Suisse en Italie 1886-1903**

D'après la statistique italienne

|                              | kg.    | 1886    | 1890    | 1900    | 1903       |       | 1903       |       |
|------------------------------|--------|---------|---------|---------|------------|-------|------------|-------|
|                              |        |         |         |         | 1000 lires | Total | 1000 lires |       |
| Or laminé..                  | 13     | 418     | 460     | 421     | 1,122      | 634   | 1,697      |       |
| Argent laminé....            | 62     | 155     | 345     | 214     | 19         | 2,104 | 188        |       |
| Bijouterie :                 |        |         |         |         |            |       |            |       |
| or.....                      | 734    | 160     | 430     | 7       | 24         | 1,173 | 3,988      |       |
| argent....                   | 569    | 134     | 1,013   | 4       | 1          | 5,082 | 966        |       |
| Montres :                    |        |         |         |         |            |       |            |       |
| or.....                      | pièces | 50,022  | 40,586  | 42,557  | 41,200     | 1,813 | 43,445     | 1,912 |
| autres....                   | "      | 302,600 | 255,384 | 403,186 | 549,757    | 4,398 | 595,752    | 4,766 |
| Fournitures<br>d'horlogerie. | q.     | 162     | 39      | 84      | 49         | 154   | 1,241      | 3,909 |
| Boîte à mu-<br>sic.....      | pièces | 323     | 320     | 1,494   | 3,740      | 60    | 7,476      | 120   |

N° 252. Les *boîtes à musique* et leurs parties détachées obtiennent une concession profitant surtout aux petites boîtes ; au droit actuel de 1 franc par pièce, on a substitué un droit de 35 lires par 100 kg. pour les boîtes à musique à clef et de 25 lires pour les autres (musiques à manivelles dites jouets d'enfants, musiques à disques, etc.).

N° 315. *Vaches*. — Elles étaient soumises, jusqu'ici, en Italie, au droit du tarif général, soit 12 lires par tête. Nous avons obtenu une réduction à 10 lires ; d'autre part, l'Italie a consenti à ce que le droit suisse actuel de 18 francs fût porté à 30 francs (nouveau droit général 50 francs). Notre exportation de vaches en Italie a comporté, pour 1903, 2,517 têtes, valant 1 1/2 million de francs, sur une exportation totale de 12,540 pièces d'une valeur de 6 millions de francs en nombre rond ; la statistique fixe à 600 francs la valeur moyenne par tête. Nous avons, de notre côté, importé d'Italie 2,311 têtes, principalement pour l'abatage, et valant 664,000 francs, soit en moyenne 286 francs par unité. Notre droit comporterait, en consé-

quence, 11 % environ et le droit italien 1,7 % environ ad valorem. Notre exportation de vaches en Italie, abstraction faite de quelques fluctuations, a suivi, durant les 10 dernières années une courbe ascendante, ainsi que le démontre le tableau suivant :

**Exportation suisse de vaches, génisses et jeunes bêtes  
1895-1903**

D'après la statistique suisse

**I. — Vaches**

|                | 1895   | 1900   | 1901   | 1902   | 1903   | Valeur<br>1000 fr. |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------------------|
|                | Têtes  | Têtes  | Têtes  | Têtes  | Têtes  |                    |
| Total..        | 13,427 | 12,572 | 17,573 | 20,225 | 12,540 | 5,909              |
| En             |        |        |        |        |        |                    |
| Allemagne..... | 8,034  | 8,894  | 14,283 | 16,514 | 9,520  | 4,143              |
| Italie.....    | 1,458  | 2,527  | 2,027  | 3,014  | 2,517  | 1,533              |

**2. — Génisses avec dent de remplacement**

|                |       |       |       |       |       |       |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total..        | 3,594 | 3,995 | 2,839 | 4,003 | 3,060 | 1,486 |
| En             |       |       |       |       |       |       |
| Allemagne..... | 1,960 | 2,749 | 2,200 | 3,297 | 2,583 | 1,274 |
| Italie.....    | 1,314 | 1,048 | 503   | 492   | 283   | 91    |

**3. — Jeunes bêtes sans dents de remplacement**

|                |       |       |       |       |       |       |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total..        | 4,319 | 4,344 | 4,355 | 5,699 | 4,738 | 1,129 |
| En             |       |       |       |       |       |       |
| Allemagne..... | 436   | 483   | 569   | 592   | 592   | 193   |
| Italie.....    | 2,453 | 3,558 | 3,670 | 4,719 | 3,957 | 892   |

N° 331. *Fromages.* — La nomenclature, figurant au nouveau traité, des espèces de fromages à pâte dure auxquelles la réduction de 11 à 4 lires est applicable, embrasse toutes les espèces exportées de Suisse en Italie en quantités appréciables. Il a de plus été expressément entendu que les désignations « Emmenthal » « Gruyère » « Saanen » n'ont pas pour conséquence que les fromages importés de ces contrées jouissent seuls de la réduction, mais que le droit de 4 lires est accordé pour toutes les sortes de fromages de ce genre de fabrication.

Le droit de 4 lires est le plus bas de ceux appliqués par l'Italie depuis 1851 sur les fromages à pâte dure. Le traité de commerce entre la Suisse et la Sardaigne, du 8 juin 1851, comportait un droit de 15 lires. Le tarif douanier sarde du 9 août 1859 fixa à 14 lires le droit sur les fromages qui devaient acquitter, en outre, un impôt de guerre de 10 % et une taxe d'expédition de 5 %. Le traité franco-italien du 17 janvier 1863 réduisit le droit à 4 lires, qui, toutefois, ne fut applicable aux fromages suisses qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1865. Ce droit resta en vigueur jusqu'à la fin de 1878. Le tarif général italien du 30 mai 1878 revint à l'ancien taux de 15 lires. Le traité avec l'Autriche, du 28 janvier 1879, stipula une réduction à 8 lires, droit qui fut lié également dans le traité italo-suisse du

**22 mars 1883.** Le 14 juillet 1887, l'Italie arrêta un nouveau tarif général avec un droit de 25 lires sur les fromages, droit que le nouveau traité avec l'Autriche du 7 décembre 1887 réduisit à 12 lires, le nouveau traité avec la Suisse du 23 janvier 1889 à 11 lires, droit qui fut confirmé dans le traité du 19 avril 1892.

D'après la statistique italienne, le maximum de l'exportation des fromages en Italie a été atteint en 1889 : 75.703 q. valant 13, millions de lire; le minimum en 1887 : 12.058 q. d'une valeur de 2,4 millions de lire. L'exportation a presque constamment diminué depuis 1889 et est tombée de 75.703 q. à 24.530 q. valant 4,5 millions de francs.

De même que dans nombre d'autres branches, l'Italie, de pays d'importation qu'elle était, est devenue un pays d'exportation de fromages. Celle-ci a progressé dans une proportion équivalente à peu près à la diminution de l'importation suisse ; de 56.970 q. en 1890 l'exportation italienne est montée en 1903 à 150.405 q. valant 23,3 millions de lires.

## **Exportation de fromages 1886-1903**

### D'après la statistique suisse

|                                    | 1886    | 1890    | 1895    | 1900    | 1903    |
|------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| 1. Quantités en quintaux métriques |         |         |         |         |         |
| Total.....                         | 274.319 | 231.426 | 224.516 | 272.954 | 243.075 |
| En Allemagne .....                 | 43.130  | 51.640  | 42.385  | 71.130  | 51.334  |
| France .....                       | 98.081  | 65.160  | 62.444  | 81.071  | 67.269  |
| Autriche.....                      | 11.577  | 12.813  | 15.503  | 17.217  | 16.840  |
| Italie.....                        | 81.656  | 61.482  | 46.729  | 28.037  | 25.590  |
| 2. Valeur en milliers de francs    |         |         |         |         |         |
| Total.....                         | 38.126  | 38.207  | 37.633  | 43.416  | 41.708  |
| En Allemagne.....                  | 7.535   | 8.404   | 7.272   | 11.508  | 8.767   |
| France.....                        | 13.203  | 10.664  | 10.173  | 12.533  | 11.595  |
| Autriche.....                      | 1.672   | 2.140   | 2.733   | 2.859   | 2.958   |
| Italie.....                        | 10.487  | 9.790   | 7.780   | 4.504   | 4.454   |

## Exportation de fromages en Italie 1862-1903

## D'après la statistique italienne

|      | 1. Quantités en quintaux métriques |        |        |        |        |        |        |
|------|------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 1862 | 31.568                             | 1871   | 34.491 | 1881   | 30.478 | 1891   | 61.266 |
| 1863 | 33.345                             | 1872   | 36.586 | 1882   | 43.783 | 1892   | 65.023 |
| 1864 | 33.121                             | 1873   | 16.092 | 1883   | 58.741 | 1893   | 57.901 |
| 1865 | 42.846                             | 1874   | 17.119 | 1884   | 60.096 | 1894   | 51.070 |
| 1866 | 39.552                             | 1875   | 20.177 | 1885   | 65.707 | 1895   | 50.151 |
| 1867 | 36.843                             | 1876   | 14.542 | 1886   | 65.314 | 1896   | 49.940 |
| 1868 | 36.123                             | 1877   | 12.058 | 1887   | 64.291 | 1897   | 41.292 |
| 1869 | 44.943                             | 1878   | 28.775 | 1888   | 64.375 | 1898   | 31.569 |
| 1870 | 38.037                             | 1879   | 35.267 | 1889   | 75.703 | 1899   | 28.505 |
|      |                                    | 1880   | 30.709 | 1890   | 63.428 | 1900   | 27.500 |
|      | 1901                               | 31.558 | 1902   | 23.370 | 1903   | 24.530 |        |
|      | 2. Valeur en milliers de francs    |        |        |        |        |        |        |
| 1862 | 5.272                              | 1880   | 6.449  | 1895   | 8.276  |        |        |
| 1870 | 4.023                              | 1885   | 11.827 | 1900   | 3.850  |        |        |
| 1875 | 6.840                              | 1890   | 11.100 | 1903   | 3.802  |        |        |

L'exportation italienne de fromages s'étend de plus en plus et se développe même en Suisse, où elle était en 1903 de 535.000 fr. pour les fromages à pâte dure (comprenant les fromages façon Emmenthal, etc.) et de 752.000 fr. pour les fromages à pâte molle. L'importation des fromages italiens à pâte dure ne comportait en 1895 que 220.000 fr. et celle des fromages à pâte molle que 210.000 francs. En raison de la concurrence qui nous est faite sur notre propre territoire, nous n'avons accordé le droit actuel de 4 fr. sur les fromages qu'aux spécialités italiennes de fromages à pâte molle (Gorgonzola, Stracchino et Fontina) et à râper (Parmesan, Lodigiano et Reggiano). Un droit de 10 francs (nouveau tarif général, 12 francs) est fixé pour les autres fromages à pâte dure, et un droit de 15 francs (nouveau tarif général 20 francs) pour les autres fromages à pâte molle. Notre importation totale de fromages à pâte molle s'est élevée en 1903 à 1.870.135 francs et notre exportation à 42.778 francs.

### 3. Droits pour l'importation en Suisse

N°5 et 12. Riz. — Nous avons accordé à l'Italie l'exemption sur le riz dans sa balle. La suppression du droit existant de 30 ct. par 100 kg. est dans l'intérêt de nos décortiqueries, qui en sont réduites presque exclusivement au marché indigène pour l'écoulement de leurs produits et luttent avec grande difficulté contre la concurrence étrangère. Le traité de 1892 soumet le riz décortiqué à un droit de fr. 1.50 ; le droit du nouveau tarif général est de 4 francs ; il a été réduit à 2 francs par le nouveau traité. La protection douanière en faveur de nos décortiqueries a ainsi été augmentée, au total, de 80 ct. par 100 kg.

#### Importation de riz 1886-1903

D'après la statistique suisse

##### 1. Riz dans sa balle

|      | Quantités<br>Total<br>de l'Italie<br>q. |        | Valeurs<br>Total<br>de l'Italie<br>mille francs |       |
|------|---|--------|---|-------|
| 1886 | 2.891                                   | 2.842  | 1886  | 58    |
| 1890 | 7.188                                   | 3.294  | 1890  | 185   |
| 1895 | 49.287                                  | 13.456 | 1895  | 858   |
| 1900 | 54.081                                  | 17.054 | 1900  | 1.088 |
| 1901 | 53.135                                  | 29.224 | 1901  | 1.088 |
| 1902 | 76.429                                  | 27.078 | 1902  | 1.453 |
| 1903 | 78.136                                  | 24.792 | 1903  | 1.579 |

##### 2. Riz décortiqué

|      |        |        |      |       |       |
|------|--------|--------|------|-------|-------|
| 1886 | 61.224 | 40.436 | 1886 | 1.714 | 1.132 |
| 1890 | 52.432 | 34.150 | 1890 | 2.071 | 1.349 |
| 1895 | 52.105 | 34.942 | 1895 | 1.391 | 996   |
| 1900 | 49.077 | 37.542 | 1900 | 1.610 | 1.258 |
| 1901 | 44.416 | 36.898 | 1901 | 1.540 | 1.290 |
| 1902 | 47.460 | 34.277 | 1902 | 1.760 | 1.251 |
| 1903 | 42.289 | 28.554 | 1903 | 1.521 | 1.042 |

L'Inde britannique nous a fourni en 1903, 46.266 q. de riz brut valant 840.000 francs et 5.952 q. de riz décortiqué d'une valeur de 274.000 francs.

N° 22. *Pâtes*. — L'ancien traité fixait un droit de 8 francs par 100 kilos; le nouveau droit général est de 15 francs; il est réduit à 9 francs par le nouveau traité.

### Importation et exportation suisses de pâtes 1886-1903

D'après la statistique suisse

#### I. Importation

|                    | 1886  | 1890  | 1895  | 1900  | 1903  | Valeur<br>1000 fr. |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------|
| Total .....        | 3.730 | 1.819 | 2.243 | 2.219 | 2.643 | 164                |
| quintaux métriques |       |       |       |       |       |                    |
| De Italie .....    | 2.194 | 1.000 | 1.656 | 1.503 | 1.828 | 102                |
| France.....        | 1.314 | 646   | 495   | 477   | 655   | 45                 |
| Allemagne.....     | 195   | 149   | 90    | 136   | 155   | 17                 |

#### 2. Exportation

| Total.....      | 1.368 | 2.229 | 2.457 | 2.097 | 2.586 | 157 |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|-----|
| En France ..... | 402   | 709   | 1.681 | 1.402 | 1.580 | 97  |
| Allemagne.....  | 416   | 367   | 374   | 626   | 593   | 35  |
| Italie .....    | 4     | 2     | 2     | 5     | 43    | 3   |

L'exportation italienne de pâtes a été en 1903 de 10 millions de lires en nombre rond, dont plus de la moitié (6,, millions de lires) aux Etats-Unis d'Amérique.

N° 23 et 24. *Fruits frais*. — Ils bénéficiaient jusqu'ici de l'exemption; le nouveau tarif général a fixé un droit de 3 francs pour les fruits emballés (ceux en sacs non compris). Le présent traité soumet à un droit de 1 franc les pommes, poires et abricots, emballés autrement qu'en sacs, tandis que l'exemption a été maintenue pour les autres fruits emballés.

L'importation suisse totale de fruits frais a comporté en 1903, 2.844.000 francs, dont 894.500 francs d'Italie, 981.700 francs de France, 729.300 francs d'Allemagne et 225.500 francs d'Autriche-Hongrie.

N° 31. *Les raisins de table frais*, sont dédouanés actuellement au taux de fr. 2.50; le droit du nouveau tarif est de 10 francs. Le présent traité accorde à l'Italie l'exemption pour les colis postaux de raisin pesant jusqu'à 5 kg. Les colis postaux pesant moins de 4 kg. sont exempts aujourd'hui déjà, le droit étant inférieur à 10 ct. Vu la grande différence existante entre les taxes des chemins de fer et celles des postes, il est à prévoir que l'expédition en colis postaux de 5 kg. ne s'effectuera qu'exceptionnellement. Le droit de fr. 2.50 est maintenu sur les petits paquets ou paniers de 5 kg. au maximum expédiés réunis, même à wagons complets; les raisins autrement emballés sont soumis au droit de 5 francs. L'expédition se fait généralement aujourd'hui en caissettes ou paniers de 5-10 kg. à wagons complets. La disposition additionnelle concernant les règles à suivre lors de l'expédition des raisins est simplement la répétition des

prescriptions contenues dans l'article 59 du règlement d'exécution pour la loi fédérale concernant l'amélioration de l'agriculture par la Confédération, prescriptions appliquées dans la pratique douanière.

### Importation de raisins frais 1886-1903

D'après la statistique suisse

#### 1. — *Raisins de table*

|            | 1886               | 1890  | 1895  | 1900   | 1901   | 1902   | 1903   | Valeur<br>1000 fr. |
|------------|--------------------|-------|-------|--------|--------|--------|--------|--------------------|
|            | Quintaux métriques |       |       |        |        |        | q.     |                    |
| Total...   | 1,910              | 3,308 | 9,504 | 15,291 | 17,006 | 21,386 | 22,420 | 896                |
| de         |                    |       |       |        |        |        |        |                    |
| Italie.... | 313                | 1,468 | 6,386 | 7,517  | 7,584  | 11,381 | 14,684 | 529                |
| France ... | 1,144              | 1,398 | 1,831 | 6,637  | 7,979  | 7,238  | 4,607  | 207                |

#### *Raisins frais destinés au pressurage, aussi foulés*

|                        |        |        |        |        |        |        |        |       |
|------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Total...               | 32,373 | 43,655 | 52,002 | 64,181 | 57,388 | 79,415 | 92,759 | 2,183 |
| de                     |        |        |        |        |        |        |        |       |
| Italie....             | 28,634 | 34,639 | 44,616 | 46,260 | 42,581 | 56,182 | 61,776 | 1,483 |
| France ...             | 255    | 1,226  | 1,798  | 7,440  | 7,044  | 11,343 | 12,737 | 306   |
| Autriche -<br>Hongrie. | 3,209  | 5,791  | 5,058  | 7,065  | 5,389  | 9,732  | 11,227 | 247   |

L'exportation totale italienne de raisins frais (raisins de table et raisins destinés au pressurage) a été, en 1903, de 296,615 q. valant 6., millions de lires. L'Allemagne est le principal débouché des raisins italiens.

En ce qui concerne les raisins destinés au pressurage, l'Italie a renoncé à la réduction du droit, partant du point de vue qu'elle a plus d'intérêt à l'exportation du vin qu'à celle des raisins. Pour les raisins de pressurage, le nouveau droit général de fr. 25, — (droit général actuel fr. 5. —, droit conventionnel fr. 3. — ) demeure donc intact. L'importation totale de 1903 a été de 92,749 q. valant 2., millions de francs, dont d'Italie 61,776 q. d'une valeur de 1 1/2 million de francs.

N°s 36-39. *Fruits du midi.* — Les droits conventionnels actuels sont de 2 francs pour les oranges et citrons et de 3 francs par 100 kg. pour la plupart des autres fruits du midi ; le droit général actuel de 15 francs n'avait été maintenu que pour les ananas, abricots sans noyaux, câpres, olives fraîches et quelques fruits de moindre importance. Le nouveau tarif a conservé l'ancien droit général de 15 francs pour les citrons, oranges, dattes, figues et amandes, et fixé un droit de 20 francs pour les autres fruits du midi. Nous avons accordé à l'Italie l'exemption en faveur de tous les fruits du midi.

## Importation de fruits du midi 1903

D'après la statistique suisse

|  | Total                                      | Italie                            | Espagne | France |  |
|--|--|-----------------------------------|---------|--------|--|
|  | de<br>1. Quantités en quintaux métriques : |                                   |         |        |  |
| Oranges et citrons,.....                               | 66,124                                     | 31,277                            | 34,023  | 497    |  |
| Raisins secs de table et rai-<br>sins de Corinthe..... | 8,505                                      | 23                                | 3,995   | 7      |  |
| Figues sèches, amandes, noix,<br>noisettes .....       | 19,103                                     | 6,408                             | 3,744   | 2,277  |  |
| Total....  | 94,032                                     | 37,708                            | 41,762  | 2,781  |  |
|  |  | 2. Valeur en milliers de francs : |         |        |  |
| Oranges et citrons.....                                | 1,456                                      | 688                               | 749     | 12     |  |
| Raisins secs de table et rai-<br>sins de Corinthe..... | 611  | 2                                 | 320     | 1      |  |
| Figues sèches, amandes, noix,<br>noisettes.....        | 1,804                                      | 686                               | 408     | 255    |  |
| Total....  | 3,871                                      | 1,376                             | 1,477   | 268    |  |

N° 117. *Vins en fûts.* — En ce qui concerne le droit, nous avons simplement à ajouter à ce que nous avons dit dans l'exposé général (page 69) qu'au cours des négociations on discuta aussi l'éventualité de proportionner le droit sur les vins au degré d'alcool et d'extrait sec qu'ils contiennent, en vue de favoriser les vins de coupage. Les difficultés multiples résultant d'une telle distinction provoquèrent en définitive l'accord sur un droit unique.

La disposition de l'ancien traité autorisant une déduction de 6 o/o pour le vin nouveau a dû être renouvelée en vue d'aboutir à une entente sur le taux du droit. La limite de jouissance de ce traitement de faveur a été fixée au 31 décembre de l'année de la récolte (jusqu'à présent 1<sup>er</sup> décembre).

Le traité ne contient aucune disposition concernant le vin en bouteilles.

Les données ci-après permettent une orientation statistique concernant ce produit. L'exportation des vins italiens depuis 1862, différenciée par pays et basée sur la statistique italienne, est indiquée à la fin de l'annexe statistique à ce message. L'exportation totale d'Italie atteignit son point culminant en 1887 avec 3 1/2 millions d'hectolitres, d'une valeur de 107 millions de lires. D'après ce tableau, c'est en 1892 que l'exportation d'Italie en Suisse fut la plus considérable: 554.000 hectolitres (d'après la statistique suisse 590.000 hectolitres valant 12,4 millions de francs). Puis viennent les années 1891, avec 446.000 hectolitres et 1903 avec 433.000 hectolitres (statistique suisse de 1893, 486.000 hectolitres valant 12,5 millions de francs).

## Importation de vins en fûts 1886-1903

## D'après la statistique suisse

## 1. Quantités en hectolitres

|                  | 1886    | 1890    | 1895      | 1900      | 1901    | 1902      | 1903      |
|------------------|---------|---------|-----------|-----------|---------|-----------|-----------|
| Total..          | 559.584 | 974.770 | 1.060.037 | 1.082.347 | 963.411 | 1.167.120 | 1.231.106 |
| De               |         |         |           |           |         |           |           |
| Italie.....      | 152.121 | 298.255 | 251.554   | 312.233   | 198.479 | 281.273   | 485.696   |
| France.....      | 207.753 | 271.132 | 99.698    | 168.719   | 235.960 | 328.598   | 159.457   |
| Espagne.....     | 12.844  | 100.370 | 542.902   | 458.167   | 429.769 | 438.459   | 370.877   |
| Autriche-Hongrie | 139.405 | 184.605 | 86.923    | 82.179    | 62.709  | 75.988    | 104.584   |
| Allemagne.....   | 45.273  | 30.970  | 21.076    | 24.157    | 14.437  | 14.317    | 16.208    |

## 2. Valeurs en milliers de francs

|                  | 1886   | 1890   | 1895   | 1900   | 1901   | 1902   | 1903   |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Total..          | 24.985 | 33.539 | 30.580 | 28.601 | 21.394 | 30.176 | 34.551 |
| Italie.....      | 6.792  | 10.588 | 7.044  | 7.806  | 4.565  | 6.751  | 12.507 |
| France.....      | 9.276  | 9.625  | 4.486  | 5.736  | 4.719  | 8.872  | 5.740  |
| Espagne.....     | 573    | 3.563  | 13.572 | 10.080 | 8.595  | 10.304 | 9.272  |
| Autriche-Hongrie | 6.224  | 6.553  | 3.042  | 3.041  | 2.258  | 2.812  | 3.870  |
| Allemagne.....   | 2.022  | 1.099  | 738    | 942    | 679    | 716    | 84     |

N° 136-145. *Bétail.* — Une certaine réciprocité existant dans le trafic du bétail entre la Suisse et l'Italie, nous donnons ci-après, aux fins d'orientation, un tableau comparatif des droits anciens et nouveaux des deux Etats, en mentionnant également les chiffres d'importation et d'exportation.

## Tableau des droits suisses et italiens sur le bétail

(Les droits conventionnels sont imprimés en caractères mi-gras)

| Importation   | Droit suisse<br>(Francs par tête) |                   |  | Exportation<br>en Italie<br>(Lires par tête) |                 |           |
|---------------|-----------------------------------|-------------------|--|--|-----------------|-----------|
|               | 1903<br>d'Italie<br>1.000 fr.     | ancien            | nouveau                                | 1903<br>ancien                               | nouveau         | 1.000 fr. |
| 18.971        | 15.—                              | 32.—              | Bœufs.....                             | 38.—   | 38.—            | 2.5       |
| 2.435         | 25.—                              | { 30.—<br>50.— }  | Taureaux.....                          | 18.—   | 18.—            | 276       |
| 664           | 18.—                              | 30.—              | Vaches .....                           | 12.—   | 10.—            | 1.533     |
| 78            | 18.—                              | 30.—              | Génisses avec dents<br>de remplacement | { 8.—<br>8.— }                               | { 8.—<br>8.— }  | 91        |
| 10            | 12.—                              | 25.—              | Jeunes bêtes.....                      |  |                 | 892       |
| 186           | 10.—                              | 15.—              | Veaux gras.....                        | { 8.—<br>8.— }                               | { 8.—<br>8.— }  | 8         |
| 11            | 5.—                               | 10.—              | Autres veaux.....                      | { 8.—<br>8.— }                               | { 8.—<br>8.— }  | 3         |
| 2.978         | 5.—                               | 10.—              | Porcs pesant plus de<br>60 kg.....     | 3.75   | 10.—            | 3         |
| 58            | 4.—                               | 10.— <sup>3</sup> | Porcs jusqu'à 60 kg.                   | { 3.—<br>—.75 }                              | { 3.—<br>—.75 } | 25        |
| 1.302         | —.50                              | —.50              | Moutons.....                           | 3.—  | 3.—             | 2         |
| 23            | 2.—                               | 2.—               | Chèvres .....                          | 3.—  | 3.—             | 2.5       |
| <b>26.716</b> |                                   |                   |  |  | <b>2.836</b>    |           |

(1) Taureaux, pour boucherie, avec dents de lait conventionnel 30.—, autre 50.— (tarif général). (2) Les génisses ayant perdu plus de 4 dents de lait sont soumises d'après le répertoire du tarif des douanes italiennes, au même droit que les vaches. (3) Porcs de boucherie. (4) Jusqu'à 10 kg.: —.75, plus de 10 jusqu'à 20 kg.: 3.—; plus de 20 kg.: 3.75. (5) Plus de 10 jusqu'à 20 kg.: 3.—; Plus de 20 kg.: 10.—.

Les tableaux suivants fournissent tous les éclaircissements désirables sur l'importation et l'exportation des bœufs, taureaux et porcs.

### Importation suisse de bœufs 1892-1903

D'après la statistique suisse

|                 | 1892<br>Têtes | 1895<br>Têtes | 1900<br>Têtes | 1901<br>Têtes | 1902<br>Têtes | 1903<br>Valeur<br>1.000 fr. |        |
|-----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-----------------------------|--------|
| Total.....      | 32.549        | 54.810        | 46.762        | 44.124        | 48.865        | 60.430                      | 33.347 |
| De              |               |               |               |               |               |                             |        |
| Italie.....     | 7.982         | 32.788        | 31.392        | 25.008        | 22.812        | 35.031                      | 18.971 |
| France .....    | 13.623        | 7.431         | 8.493         | 9.120         | 14.779        | 12.587                      | 7.084  |
| Autric.-Hongrie | 4.447         | 5.830         | 3.191         | 6.168         | 7.300         | 8.321                       | 4.873  |
| Allemagne.....  | 6.402         | 5.911         | 3.686         | 3.828         | 3.974         | 4.491                       | 2.420  |

### Importation de bœufs d'Italie en Suisse 1862-1903

D'après la statistique italienne

|                   | Têtes  |                   | Têtes            |
|-------------------|--------|-------------------|------------------|
| 1862 <sup>1</sup> | 323    | 1881              | 965              |
| 1863              | 281    | 1882              | 656              |
| 1864              | 244    | 1883              | 684              |
| 1865              | 340    | 1884              | 979              |
| 1866              | 369    | 1885              | 1.262            |
| 1867              | 912    | 1886              | 2.515            |
| 1868              | 706    | 1887              | 1.419            |
| 1869              | 693    | 1888 <sup>1</sup> | 2.889            |
| 1870              | 3.364  | 1889              | 6.367            |
| 1871              | 3.519  | 1890              | 4.024            |
| 1872              | 3.248  | 1891              | 11.529           |
| 1873              | 1.047  | 1892              | 6.253            |
| 1874              | 1.104  | 1893              | 8.876            |
| 1875              | 2.106  | 1894              | 33.531           |
| 1876              | 1.115  | 1895              | 28.526           |
| 1877              | 2.863  | 1896              | 23.763           |
| 1878              | 4.137  | 1897              | 27.444           |
| 1879              | 3.270  | 1898              | 19.952           |
| 1880              | 1.555  | 1899              | 25.351           |
|                   |        | 1900              | 30.173           |
| 1901              |        |                   | 1903             |
| Têtes             | Têtes  | Têtes             | Valeur 1.000 fr. |
| 25.143            | 23.240 | 34.535            | 15.541           |

La Suisse absorbe presque à elle seule l'exportation italienne de bœufs, taureaux et porcs. En 1903, cette exportation a comporté, pour les bœufs, une somme de 16, millions de lires, quote-part de la Suisse 15, millions ; pour les taureaux, de 2, millions de lires (livrés presque exclusivement à la Suisse), et pour les porcs, de 3, millions de lires, quote-part de la Suisse 3, millions.

(1) 1862-1888 y compris les taureaux pour la reproduction.

## Importation et exportation suisses de taureaux 1892-1903

D'après la statistique suisse

## I. IMPORTATION (1)

|          | 1892  | 1895  | 1900  | 1901  | 1902  | 1903  |                     |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
|          | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Valeur<br>1.000 fr. |
| Total .. | 1.741 | 6.763 | 3.520 | 2.495 | 6.798 | 9.058 | 4.042               |

De :

|                   |     |       |       |       |       |       |       |
|-------------------|-----|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Italie.....       | 524 | 5.364 | 2.999 | 518   | 4.202 | 5.756 | 2.435 |
| Autriche-Hongrie. | 260 | 914   | 89    | 1.316 | 1.117 | 1.705 | 832   |
| France.....       | 425 | 164   | 377   | 486   | 1.443 | 1.547 | 754   |
| Allemagne.....    | 532 | 239   | 55    | 175   | 36    | 50    | 21    |

## 2. EXPORTATION (2)

|          | 1892  | 1895  | 1900  | 1901  | 1902  | 1903  |                     |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
|          | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Têtes | Valeur<br>1.000 fr. |
| Total .. | 1.652 | 2.448 | 2.544 | 2.099 | 4.078 | 3.666 | 2.061               |

En :

|                   |       |       |       |       |       |       |       |
|-------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Allemagne.....    | 1.058 | 1.820 | 1.835 | 2.175 | 2.931 | 2.640 | 1.638 |
| Italie.....       | 330   | 359   | 614   | 813   | 888   | 823   | 276   |
| Autriche-Hongrie. | 96    | 25    | 15    | 31    | 67    | 50    | 45    |
| France.....       | 147   | 228   | 55    | 34    | 119   | 105   | 48    |
| Russie.....       | 1     | 15    | 17    | 36    | 45    | 43    | 48    |

## IMPORTATION DE PORCS (3) 1886-1903

(D'après la statistique suisse)

|  | 1886   | 1890   | 1895   | 1900   | 1901   | 1902   | 1903   |                     |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------|
|  | Têtes  | Valeur<br>1.000 fr. |
|  | 42.135 | 99.307 | 91.447 | 67.216 | 72.172 | 84.334 | 88.461 | 10.144              |

De :

|                   |        |        |        |        |        |        |        |       |
|-------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Italie.....       | 6.290  | 65.753 | 61.032 | 55.011 | 51.799 | 57.495 | 27.808 | 2.978 |
| Autriche-Hongrie. | 8.482  | 11.588 | 13.575 | 7.063  | 12.442 | 10.418 | 5.789  | 555   |
| France....        | 12.967 | 17.928 | 3.564  | 877    | 6.696  | 15.694 | 29.374 | 3.850 |
| Allemagne.        | 14.319 | 4.038  | 12.427 | 4.261  | 1.231  | 727    | 25.478 | 2.759 |

(1) La plupart pour l'abatage (2). La plupart pour la reproduction. (3) 1886 et 1890 ; de 25 kg. ou plus ; 1890 à 1903 ; 60 kg. ou plus.

N° 563-569. *Chapeaux.* — Le tableau ci-après permet de s'orienter sur les droits actuels et sur les nouveaux droits concédés à l'Italie :

|   | Droit conventionnel actuel. | Nouveau droit général. | Nouveau droit conventionnel. |
|---|-----------------------------|------------------------|------------------------------|
|   |                             | Fr. par 100 kg.        |                              |
| <b>Chapeaux non garnis :</b>                  |                             |                        |                              |
| de paille.....                                | 100.—                       | 175.—                  | 135.—                        |
| de feutre de poils .....                      | 75.—                        | 250.—                  | 160.—                        |
| de feutre de laine.....                       | 75.—                        | 175.—                  | 120.—                        |
| <b>Chapeaux garnis en tout ou en partie :</b> |                             |                        |                              |
| de paille.....                                | 200.—                       | 250.—                  | —                            |
| de feutre de poils :                          |                             |                        |                              |
| pour hommes } .....                           | 120.—                       | 375.—                  | { 270.—                      |
| pour femmes } .....                           |                             |                        | { 320.—                      |
| de feutre de laine :                          |                             |                        |                              |
| pour hommes } .....                           | 120.—                       | 300.—                  | { 200.—                      |
| pour femmes } .....                           |                             |                        | { 230.—                      |

L'importation, en 1903, de chapeaux de paille non garnis, s'est montée à 542.000 francs, dont : d'Allemagne, 321.000 francs, de France, 154.000, et d'Italie, 59.000 francs ; l'importation, pendant la même année, de chapeaux de paille garnis, se chiffre par 830.000 francs, dont : de France, 537.000 francs, d'Allemagne, 201.000 francs, d'Italie, 30.000 francs seulement. Les chapeaux de feutre non garnis ont représenté au total une somme de 244.000 francs (Allemagne, 123.000 francs ; Italie, 34.000) ; les garnis, 1.167.000 francs (Allemagne, 519.000 francs ; Italie, 354.000 ; France, 156.000 francs).

Notre exportation de chapeaux représente, en 1903, un peu moins de 1,5 million de francs : les chapeaux de paille non garnis, 800.000 francs ; les garnis, 524.000 francs.

Pendant la même année, l'Italie a exporté pour plus de 20 millions de chapeaux, dont 12,6 millions en chapeaux de paille ; ses principaux débouchés sont l'Angleterre et les Etats-Unis.

### 3. Droits d'exportation

a. *Droits à la sortie d'Italie.* Lors de la conclusion de l'ancien traité, la soie écrue et moulinée était frappée encore d'un droit de sortie de 38.50 lires par 100 kg., qui, en 1890, rapporta à l'Italie la somme de 734.000 lires. La loi du 28 juin 1892 a supprimé ce droit. Des droits italiens de sortie actuellement encore existants, ceux qui nous intéressent spécialement sont les droits de 8.80 et 14 lires sur les déchets de soie, écrus ; ils sont liés par le nouveau traité comme ils l'avaient été par l'ancien. La Suisse a tiré d'Italie, en 1903, 3150 q. de déchets de soie d'une valeur de 2,2 millions de francs.

L'Italie s'est engagée en outre à ne prélever aucun nouveau droit de sortie aussi longtemps que le traité sera en vigueur ; exception est faite pour les os, exempts aujourd'hui, mais au sujet desquels l'Italie s'est réservé toute liberté d'action. Dans l'intérêt de nos fabriques de colle et d'engrais, notre nouveau tarif général a élevé de 10 centimes à 2 francs le droit d'exportation sur les os.

L'Italie ne nous a envoyé en 1903 que 98 q. d'os bruts, valant 8.300 lires.

b. *Droits à la sortie de la Suisse.* Le nouveau tarif général a supprimé un grand nombre de nos droits actuels d'exportation et notamment ceux frappant les animaux, la viande fraîche et les ruches habitées, dont l'opportunité n'est plus reconnue par personne. Les autres droits de sortie ont été portés de 20 à 40 ct. pour la ferraille et les déchets de fer et de 10 ct. à 2 francs pour les os. Le droit de 1 franc a été maintenu sur les cuirs et peaux bruts. Notre fabrication de carton et de papier se plaint de plus en plus de la disette de matière première, nous avons dû, dans l'intérêt de cette fabrication, soumettre à un droit de sortie de 1 franc les chiffons et la maculature, qui bénéficiaient jusqu'ici de l'exemption. Tous ces droits, nouveaux et anciens, sont liés dans le présent traité. La Suisse s'est engagée, de son côté aussi, à ne pas établir de nouveaux droits de sortie. L'Italie ayant expressément demandé le maintien du droit actuel de 20 ct. sur la ferraille, nous n'avons pas accédé à ce désir, notre métallurgie consommant de plus en plus cet article pour la refonte. L'exportation de la ferraille n'est pas différenciée dans notre statistique ; elle est cependant très importante. D'après sa propre statistique, l'Italie a tiré de Suisse, en 1902, 100.000 q. de ferraille, en nombre rond, valant 750.000 lires ; son importation totale a été de 1.670.000 q.

Les explications qui précèdent, corroborées par l'annexe statistique à ce message, doivent suffire, nous semble-t-il, à vous permettre de porter un jugement d'ensemble sur le nouveau traité. Il présente, avant tout, l'avantage général, base de tout traité de commerce, de garantir au commerce une nouvelle et longue période de sécurité. Ce n'est pas, disons-le, à ce seul point de vue général que le traité tient compte des préférences justifiées des diverses branches de production de notre pays, c'est aussi en ce qui concerne les avantages spéciaux qu'il leur offre. Ainsi que nous l'avons déjà dit au commencement de ce message, la tâche de nos délégués était d'obtenir, d'une part, des réductions de droits en faveur de notre exportation agricole et industrielle et, d'autre part, tout en sauvegardant les besoins de la consommation, de faire accepter des droits d'importation protégeant mieux notre agriculture. Nos délégués ont réussi à atteindre ce but. Grâce à ce résultat, la plupart des branches de notre industrie et de notre agriculture intéressées au commerce avec l'Italie bénéficieront de notables améliorations sur les conditions actuelles. Si une classe quelconque avait sujet d'être mécontente, ce seraient les *consommateurs*, qui ressentiront peut-être en quelque mesure les conséquences de l'augmentation de droits pour divers articles de première importance, tout en profitant, d'un autre côté, des facilités qu'offre le nouveau traité à la suite de certaines réductions de droits ou du maintien des droits minimes sur nombre d'autres produits, tels que : céréales, maïs, légumes, fruits frais, œufs, beurre, volailles, fruits du midi. Chaque consommateur est intéressé, du reste, à la prospérité de la production indigène.

Nos industries fromagère et laitière, celle du chocolat, l'industrie textile notamment la teinturerie et l'impression du coton, le tissage de la soie et la broderie, l'industrie des machines, la bijouterie et bien d'autres branches de moindre importance obtiennent, pour l'exportation de leurs articles en Italie, des réductions de droits très sensibles, dont la valeur pratique est, il est vrai, mitigée par le fait qu'elles arrivent bien tardivement. Si elles

avaient été obtenues lors de la conclusion du traité de 1892, on aurait pu en attendre un résultat beaucoup plus efficace; les choses en sont au point que non seulement notre agriculture, mais en partie notre industrie, au lieu de songer à développer ou à maintenir leur exportation en Italie, en sont réduites actuellement à se défendre contre l'afflux des produits italiens. L'agriculture obtient sous ce rapport ce qu'on pouvait atteindre par la voie des négociations; si elle voulait davantage, elle devrait s'opposer au traité, en concluant à l'application réciproque des droits généraux; l'intérêt général du pays et nos relations amicales avec l'Italie nous ont engagés à éviter cette éventualité. Nous sommes persuadés, du reste, que ses représentants apprécieront ce qui a été obtenu et s'en déclareront satisfait.

Nous terminons ce message en exprimant nos remerciements à nos délégués, qui ont fait preuve, pendant les longues et laborieuses négociations, d'une persévérance et d'un dévouement qui méritent la reconnaissance unanime.

En vous recommandant de ratifier le présent traité par l'adoption du projet d'arrêté ci-après, nous saisissons l'occasion pour vous renouveler, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Berne, le 22 novembre 1904.

Au nom du Conseil fédéral suisse:  
*Le Président de la Confédération,*  
COMTESSE.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

## ÉTATS-UNIS — SAINT-DOMINGUE

### La question des revenus de douane (1).

#### Customs revenues of Dominican Republic

Message from the president of the United States, transmitting a protocol of an agreement between the United States and the Dominican Republic providing for the collection and disbursement by the United States of the customs revenues of the Dominican Republic, signed on February 4, 1905.

February 15, 1905. — Read; protocol of agreement read the first time and referred to the Committee on Foreign Relations, and, together with the accompanying papers, ordered to be printed in confidence for the use of the Senate.

February 16, 1905. — Injunction of secrecy removed.

#### To the Senate:

I submit herewith a protocol concluded between the Dominican Republic and the United States.

The conditions in the Republic of Santo Domingo have been growing

(1) 58th Congress, 3d Session, *Confidential*, Executive V. Communieacion du Comité des Etats-Unis des Archives Diplomatiques.

steadily worse for many years. There have been many disturbances and revolutions, and debts have been contracted beyond the power of the Republic to pay. Some of these debts were properly contracted and are held by those who have a legitimate right to their money. Others are without question improper or exorbitant, constituting claims which should never be paid in full and perhaps only to the extent of a very small portion of their nominal value.

Certain foreign countries have long felt themselves aggrieved because of the non payment of debts due their citizens. The only way by which foreign creditors could ever obtain from the Republic itself any guaranty of payment would be either by the acquisition of territory outright or temporarily, or else by taking possession of the custom-houses, which would of course in itself, in effect, be taking, possession of a certain amount of territory.

It has for some time been obvious that those who profit by the Monroe doctrine must accept certain responsibilities along with the rights which it confers ; and that the same statement applies to those who uphold the doctrine. It can not be too often and too emphatically asserted that the United States has not the slightest desire for territorial aggrandizement at the expense of any of its southern neighbors, and wil not treat the Monroe doctrine as an excuse for such agrandizement on its part. We do not propose to take any part of Santo Domingo, or exercise any other control over the island save what is necessary to its financial rehabilitation in connection with the collection of revenue, part of which will be turned over to the Government to meet the necessary expense of running it, and part of which will be distributed pro rata among the creditors of the Republic upon a basis of absolute equity. The justification for the United States taking this burden and incurring this responsibility is to be found in the fact that it is incompatible with international equity for the United States to refuse to allow other powers to take the only means at their disposal of satisfying the claims of their creditors and yet to refuse, itself, to take any such steps.

An aggrieved nation can without interfering with the Monroe doctrine take what action it sees fit in the adjustment of its disputes with American States, provided that action does not take the shape of interference with their form of government or of the despoilment of their territory under any disguise. But, short of this, when the question is one of a money claim, the only way which remains, finally, to collect it is a blockade, or bombardment, or the seizure of the custom-houses, and this means, as has been said above, what is in effect a possession, even though only a temporary possession, of territory. The United States then becomes a party in interest, because under the Monroe doctrine it can not see any European power seize and permanently occupy the territory of one of these Republics ; and yet such seizure of territory disguised, or undisguised, may eventually offer the only way in which the power in question can collect any debts, unless there is interference on the part of the United States.

One of the difficult and increasingly complicated problems, which often arise in Santo Domingo, grows out of the violations of contracts and concessions, sometimes improvidently granted, with valuable privileges and exemptions stipulated for upon grossly inadequate considerations which were burdensome to the State, and which are not infrequently disregarded

and violated by the governing authorities. Citizens of the United States and of other governments holding these concessions and contracts appeal to their respective governments for active protection and intervention. Except for arbitrary wrong, done or sanctioned by superior authority, to persons or to vested property rights, the United States Government, following its traditional usage in such cases, aims to go no further than the mere use of its good offices, a measure which frequently proves ineffective. On the other hand, there are governments which do sometimes take energetic action for the protection of their subjects in the enforcement of merely contractual claims, and thereupon American concessionnaires, supported by powerful influences, make loud appeal to the United States Government in similar cases for similar action. They complain that in the actual posture of affairs their valuable properties are practically confiscated, that American enterprise is paralyzed, and that unless they are fully protected, even by the enforcement of their merely contractual rights, it means the abandonment to the subjects of other Governments of the interests of American trade and commerce through the sacrifice of their investments by excessive taxes imposed in violation of contract, and by other devices, and the sacrifice of the output of their mines and other industries, and even of their railway and shipping interests, which they have established in connection with the exploitation of their concessions. Thus the attempted solution of the complex problem by the ordinary methods of diplomacy reacts injuriously upon the United States Government itself, and in measure paralyzes the action of the Executive in the direction of a sound and consistent policy. The United States Government is embarrassed in its efforts to foster American enterprise and the growth of our commerce through the cultivation of friendly relations with Santo Domingo, by the irritating effects on those relations, and the consequent injurious influence upon that commerce, of frequent interventions. As a method of solution of the complicated problem arbitration has become nugatory, inasmuch as, in the condition of its finances, an award against the Republic is worthless unless its payment is secured by the pledge of at least some portion of the customs revenues. This pledge is ineffectual without actual delivery over of the custom-houses to secure the appropriation of the pledged revenues to the payment of the award. This situation again reacts injuriously upon the relations of the United States with other nations. For when an award and such security are thus obtained, as in the case of the Santo Domingo Improvement Company, some foreign government complains that the award conflicts with its rights, as a creditor, to some portion of these revenues under an alleged prior pledge; and still other governments complain that an award in any considerable sum, secured by pledges of the customs revenues, is prejudicial to the payment of their equally meritorious claims out of the ordinary revenues; and thus controversies are begotten between the United States and other creditor nations because of the apparent sacrifice of some of their claims, which may be just or may be grossly exaggerated, but which the United States Government can not inquire into without giving grounds of offense to other friendly creditor nations. Still further illustrations might easily be furnished of the hopelessness of the present situation growing out of the social disorders and the bankrupt finances of the Dominican Republic, where for considerable periods during recent years the bonds of civil society have been practically dissolved.

Under the accepted law of nations foreign governments are within their right, if they choose to exercise it, when they actively intervene in support of the contractual claims of their subjects. They sometimes exercise this power, and on account of commercial rivalries there is a growing tendency on the part of other governments more and more to aid diplomatically in the enforcement of the claims of their subjects. In view of the dilemma in which the Government of the United States is thus placed, it must either adhere to its usual attitude of nonintervention in such cases — an attitude proper under normal conditions, but one which in this particular kind of case results to the disadvantage of its citizens in comparison with those of other States — or else it must, in order to be consistent in its policy, actively intervene to protect the contracts and concessions of its citizens engaged in agriculture, commerce, and transportation in competition with the subjects and citizens of other States. This course would render the United States the insurer of all the speculative risks of its citizens in the public securities, and franchises of Santo Domingo.

Under the plan in the protocol herewith submitted to the Senate, insuring a faithful collection and application of the revenues to the specified objects, we are well assured that this difficult task can be accomplished with the friendly cooperation and good will of all the parties concerned, and to the great relief of the Dominican Republic.

The conditions in the Dominican Republic note only constitute a menace to our relations with other foreign nations, but they also concern the prosperity of the people of the island, as well as the security of American interests, and they are intimately associated with the interests of the South Atlantic and Gulf States, the normal expansion of whose commerce lies in that direction. At one time, and that only a year ago, three revolutions were in progress in the island at the same time.

It is impossible to state with anything like approximate accuracy the present population of the Dominican Republic. In the report of the Commission appointed by President Grant in 1871, the population was estimated at not over 150,000 souls, but according to the Statesman's Yearbook for 1904, the estimated population in 1888 is given as 610,000. The Bureau of the American Republics considers this the best estimate of the present population of the Republic. As shown by the unanimous report of the Grant Commission the public debt of the Dominican Republic, including claims, was 1,565,831.59 dol.  $\frac{1}{4}$ . The total revenues were 772,684.75 dol.  $\frac{1}{4}$ . The public indebtedness of the Dominican Republic, not including all claims, was on September 12 last, as the Department of State is advised, 32,280,000 dol. ; the estimated revenues under Dominican management of custom-houses were 1,850,000 dol. ; the proposed budget for current administration was 1,300,000 dol., leaving only 550,000 dol. to pay foreign and liquidated obligations, and payments on these latter will amount during the ensuing year to 1,700,000 dol., besides 900,000 dol. of arrearages of payments overdue, amounting in all to 2,600,000 dol. It is therefore impossible under existing conditions, which are chronic, and with the estimated yearly revenues of the Republic, which during the last decade have averaged approximately 1,600,000 dol., to defray to ordinary expenses of the Government and to meet its obligations.

The Dominican debt owed to European creditors is about 22,000,000 dol., and of this sum over 18,000,000 dol. is more or less formally recognized.

The representatives of European governments have several times approached the Secretary of State setting forth the wrongs and intolerable delays to which they have been subjected at the hands of the successive governments of Santo Domingo in the collection of their just claims, and intimating that unless the Dominican Government should receive some assistance from the United States in the way of regulating its finances, the creditor governments in Europe would be forced to resort to more effectives measures of compulsion to secure the satisfaction of their claims.

If the United States Government declines to take action and other foreign governments resort to action to secure payment of their claims, the latter would be entitled, according to the decision of The Hague tribunal in the Venezuelan cases, to the preferential payment of their claims ; and this would absorb all the Dominican revenues and would be a virtual sacrifice of American claims and interests in the island. If, moreover, any such action should be taken by them, the only method to enable them to secure the payment of their claims would be to take possession of the custom-houses, and considering the state of the Dominican finances this would mean a definite and very possibly permanent occupation of Dominican territory, for no period could be set to the time which would be necessarily required for the payment of their obligations and unliquidated claims. The United States Government could not interfere to prevent such seizure and occupation of Dominican territory without either itself proposing some feasible alternative in the way of action, or else virtually saying to European Governments that they would not be allowed to collect their claims. This would be an unfortunate attitude for the Government of the United States to be forced to maintain at present. It can not with propriety say that it will protect its own citizens and interests, on the one hand, and yet on the other had refuse to allow other governments to protect their citizens and interests.

The actual situation in the Dominican Republic can not, perhaps, be more forcibly stated than by giving a brief account of the case of the San Domingo Improvement Company.

From 1869 to 1897 the Dominican Government issued successive series of bonds, the majority of which were in the hands of European holders. Successive issues bore interest at rates ranging from 2 3/4 to 6 per cent, and what with commissions and other deductions and the heavy discount in the market the Government probably did not receive over 50 to 75 per cent of their nominal value. Other portions of the debt were created by loans, for which the Government received only one-half of the amount it was nominally to repay, and these obligations bore interest at the rate of 1 to 2 per cent a month on their face, some of them compounded monthly.

The improvidence of the Government in its financial management was due to its weakness, to its impaired credit, and to its pecuniary needs, occasioned by frequent insurrections and revolutionary changes, and by its inability to collect its revenues.

In 1888 the Government, in order to secure the payment of an issue of bonds, placed the custom-houses and the collection of its customs duties, which are substantially the only revenues of the Republic, in the hands of the Westendorps, bankers of Amsterdam, Holland. But the national debt continued to grow and the Government finally intrusted the collection of its revenues to an American corporation, the San Domingo Improvement

Company, which was to take over the bonds of the Westendorps. The Dominican Government finally became dissatisfied with this arrangement, and, in 1901, ousted the Improvement Company from its custom-houses and took into its own hands the collection of its revenues. The company thereupon appealed to the United States Government to maintain them in their position, but their request was refused. The Dominican Government then sent its minister of foreign affairs to Washington to negotiate a settlement. He admitted that the improvement company had equities which ought not to be disregarded, and the Department of State suggested that the Dominican Government and the improvement company should effect, by private negotiation, a satisfactory settlement between them. They accordingly entered into an arrangement for a settlement, which was mutually satisfactory to the parties. A similar arrangement was likewise made between the Dominican Government and the European bondholders. The latter arrangement was carried into execution by the Dominican Government and payments made toward the liquidation of the bonds held by the European holders. The Dominican Congress refused to ratify the similar arrangement made with the improvement company, and the Government refused to provide for the payment of the American claimants. In this state of the case it was evident that a continuance of this treatment of the American creditors, and its repetition in other cases, would, if allowed to run its course, result in handing over the island to European creditors, and in time would ripen into serious controversies between the United States and other governments, unless the United States should deliberately and finally abandon its interests in the island.

The improvement company and its allied companies held, besides bonds, certain banking and railway interests in the island. The Dominican Government, desirous to own and possess these properties, agreed with the companies that the value of their bonds and properties was 4,500,000 dol., and they submitted to arbitration the question as to the installments in which this sum should be paid and the security that should be given. The Hon. Georges Gray, judge of the United States circuit court of appeals, and the Hon. Manuel de J. Galvan, both named by the Dominican Republic, and the Hon. John G. Carlisle, named by the United States, were the arbitrators and rendered their award on July 14, 1904. By its terms the Dominican Government was to pay the above-mentioned sum of 4,500,000 dol., with 4 per cent interest per annum, in monthly installments of 37,500 dol. each during two years, and of 41,666.66 dol. each month thereafter, beginning with the month of September, 1904, said award to be secured by the customs revenues and port dues of all the ports on the northern coast of Santo Domingo. The award further provides for the appointment of a financial agent of the United States, who was authorized, in case of failure during any month to receive the sum then due, to enter into possession of the custom-house at Puerto Plata in the first instance and assume charge of the collection of customs duties and port dues and to fix and determine these duties and dues and secure their payment; in case the sums collected at Puerto Plata should at any time be insufficient for the payment of the amounts due under the award, or in case of any other manifest necessity, or in case the Dominican Government should so request, the financial agent of the United States was authorized to have and exercise at any and all of the other ports above des-

cribed all the rights and powers vested in him by the award in respect of Puerto Plata. Under the award the financial agent could only apply the revenues collected toward its payment after he had first paid the expenses of collection and certain other obligations styled « apartados », which constituted prior charges on the revenues assigned. These prior charges are specified in the award. The Dominican Government defaulted in their payments ; and in virtue of the award and the authority conferred by the Dominican Government, and at its request, possession was delivered of the custom-house of Puerto Plata to the fiscal agent appointed by the United States to collect the revenues assigned by the arbitrators for the payment of the award ; and in virtue of the same authority possession of the custom-house of Monte Cristi has also been handed over. I submit herewith a report of Mr. John B. Moore, agent of the United States in this case, and a copy of the award of the arbitrators.

During the past two years the European claimants, except the English, whose interests were embraced in those of the American companies, have, with the support of their respective governments, been growing more and more importunate in pressing their unsatisfied demands. The French and the Belgians, in 1901, had entered into a contract with the Dominican Government, but, after a few payments were made on account, it fell into neglect. Other governments also obliged the Dominican Government to enter into arrangements of various kinds by which the revenues of the Republic were in large part sequestered, and under one of the agreements, which was concluded with Italy in 1903, the minister of that Government was empowered directly to collect from the importers and exporters that portion of the customs revenues assigned to him as security. As the result of chronic disorders, attended with a constant increase of debt, the state of things in Santo Domingo has become hopeless, unless the United States or some other strong government shall interpose to bring order out of the chaos. The custom-houses, with the exception of the two in the possession of the financial agent appointed by the United States, have become unproductive for the discharge of indebtedness, except as to persons making emergency loans to the Government or to its enemies for the purpose of carrying on political contests by force. They have, in fact, become the nuclei of the various revolutions. The first effort of revolutionists is to take possession of a custom-house so as to obtain funds, which are then disposed of at the absolute discretion of those who are collecting them. The chronic disorders prevailing in Santo Domingo have moreover become exceedingly dangerous to the interests of Americans holding property in that country. Constant complaints have been received of the injuries and inconveniences to which they have been subjected. As an evidence of the increasing aggravation of conditions, the fact may be mentioned that about a year ago the American railway, which had previously been exempt from such attacks, was seized, its tracks torn up, and a station destroyed by revolutionary bands.

The ordinary resources of diplomacy and international arbitration are absolutely impotent to deal wisely and effectively with the situation in the Dominican Republic, which can only be met by organizing its finances on a sound basis and by placing the custom-houses beyond the temptation of insurgent chieftains. Either we must abandon our duty under our traditional policy toward the Dominican people, who aspire to a republican form of government while they are actually drifting into a condition of

permanent anarchy, in which case we must permit some other government to adopt its own measures in order to safeguard its own interests, or else we must ourselves take seasonable and appropriate action.

Again and again has the Dominican Government invoked on its own behalf the aid of the United States. It has repeatedly done so of recent years. In 1899 it sought to enter into treaty relations by which it would be placed under the protection of the United States Government. The request was refused. Again in January, 1904, its minister of foreign affairs visited Washington and besought the help of the United States Government to enable it to escape from its financial and social disorders. Compliance with this request was again declined, for this Government has been most reluctant to interfere in any way, and has finally concluded to take action only because it has become evident that failure to do so may result in a situation fraught with grave danger to the cause of international peace.

In 1903 a representative of a foreign government proposed to the United States the joint fiscal control of the Dominican Republic by certain creditor nations, and that the latter should take charge of the custom-houses and revenues and give to the Dominican Government a certain percentage and apply the residue to the payment ratably of claims of foreign creditors. The United States Government declined to approve or to enter into such an arrangement. But it has now become evident that decided action of some kind can not be much longer delayed. In view of our past experience and our knowledge of the actual situation of the Dominican Republic, a definite refusal of the United States Government to take any effective action looking to the relief of the Dominican Republic and to the discharge of its own duty under the Monroe doctrine can only be considered as an acquiescence in some such action by another government.

That most wise measure of international statesmanship, the Platt amendment, has provided a method for preventing such difficulties from arising in the new Republic of Cuba. In accordance with the terms of this amendment the Republic of Cuba can not issue any bonds which can be collected from Cuba, save as a matter of grace, unless with the consent of the United States, which is at liberty at all times to take measures to prevent the violation of the letter and spirit of the Platt amendment. If a similar plan could now be entered upon by the Dominican Republic, it would undoubtedly be of great advantage to them and to all other peoples, for under such an arrangement no larger debt would be incurred than could be honestly paid, and those who took debts not thus authorized would, by the mere fact of taking them, put themselves in the category of speculators or gamblers, who deserved no consideration and who would be permitted to receive none : so that the honest creditor would on the one hand be safe while on the other hand the Republic would be safeguarded against molestation in the interest of mere speculators.

But no such plan at present exists ; and under existing circumstances, when the condition of affairs becomes such as it has become in Santo Domingo, either we must submit to the likelihood of infringement of the Monroe doctrine or we must ourselves agree to some such arrangement as that herewith submitted to the Senate. In this case, fortunately, the prudent and far seeing statesmanship of the Dominican Government has relieved us of all trouble. At their request we have entered into the agreement herewith submitted. Under it the customhouses will be admi-

nistered peacefully, honestly, and economically, 45 per cent of the proceeds being turned over to the Dominican Government and the remainder being used by the United States to pay what proportion of the debts it is possible to pay on an equitable basis. The Republic will be secured against over-seas aggression. This in reality entails no new obligation upon us, for the Monroe doctrine means precisely such a guarantee on our part.

It is perhaps unnecessary to state that no step of any kind has been taken by the Administration under the terms of the protocol which is herewith submitted.

The Republic of Santo Domingo has by this protocol wisely and patriotically accepted the responsibilities as well as the privileges of liberty, and is showing with evident good faith its purpose to pay all that its resources will permit of its obligations. More than this it can not do, and when it has done this we should not permit it to be molested. We on our part are simply performing in peaceful manner, not only with the cordial acquiescence, but in accordance with the earnest request of the Government concerned, part of that international duty which is necessarily involved in the assertion of the Monroe doctrine. We are bound to show that we perform this duty in good faith and without any intention of aggrandizing ourselves at the expense of our weaker neighbors or of conducting ourselves otherwise than so as to benefit both these weaker neighbors and those European powers which may be brought into contact with them. It is in the highest degree necessary that we should prove by our action that the world may trust in our good faith and may understand that this international duty will be performed by us within our own sphere, in the interest not merely of ourselves, but of all other nations, and with strict justice toward all. If this is done a general acceptance of the Monroe doctrine will in the end surely follow ; and this will mean an increase of the sphere in which peaceful measures for the settlement of international difficulties gradually displace those of a warlike character.

We can point with just pride to what we have done in Cuba as a guaranty of our good faith. We stayed in Cuba only so long as to start her aright on the road to self-government, which she has since trod with such marked and distinguished success ; and upon leaving the island we exacted no conditions save such as would prevent her from ever becoming the prey of the stranger. Our purpose in Santo Domingo is as beneficent. The good that this country got from its action in Cuba was indirect rather than direct. So it is as regards Santo Domingo. The chief material advantage that will come from the action proposed to be taken will be to Santo Domingo itself and to Santo Domingo's creditors. The advantages that will come to the United States will be indirect, but nevertheless great, for it is supremely to our interest that all the communities immediately south of us should be or become prosperous and stable, and therefore not merely in name but in fact independent and self-governing.

I call attention to the urgent need of prompt action on this matter. We now have a great opportunity to secure peace and stability in the island, without friction or bloodshed, by acting in accordance with the cordial invitation of the governmental authorities themselves. It will be unfortunate from every standpoint if we fail to grasp this opportunity : for such failure will probably mean increasing revolutionary violence in Santo

Domingo, and very possibly embarrassing foreign complications in addition. This protocol affords a practical test of the efficiency of the United States Government in maintaining the Monroe doctrine.

THEODORE ROOSEVELT.

The White House, February 15, 1905.

---

### Protocol

Whereas the Dominican Government in view of the debts which burden the Republic, the imminent peril and urgent menace of intervention on the part of nations whose citizens have claims already established or to be established, finding itself, as it does, unable peremptorily to fulfil its obligations on account of the condition to which political disturbances and other causes have brought the Treasury, the result being that these obligations are falling due without its having been possible to pay them, or even the interest thereon, desires to reach an arrangement with all its creditors and the Government itself succeed in assuring the regular receipt of revenues sufficient for the payment of its internal administration and the maintenance of its administrative autonomy without any interruption by the exigencies of foreign creditors or by internal political disturbances, and,

Whereas, the Government of the United States of America, viewing any attempt on the part of the Governments outside of this hemisphere to oppress or control the destiny of the Dominican Republic as a manifestation of an unfriendly disposition towards the United States, is, in compliance with the request of the Dominican Government, disposed to lend its assistance towards effecting a satisfactory arrangement with all the creditors of the Dominican Government, agreeing to respect the complete territorial integrity of the Dominican Republic.

The Dominican Government represented by the Secretary of State of Foreign Relations, Citizen Juan Francisco Sanchez, and the Secretary of State of Finance and Commerce, Citizen Federico Velasquez, and the United States Government represented by its Minister Resident, Thomas C. Dawson, have agreed and covenanted as follows :

**Art. I** : The United States Government agrees to attempt the adjustment of all the obligations of the Dominican Government, foreign as well as domestic ; the adjustment of the payment and of the conditions of amortization ; the consideration of conflicting and unreasonable claims, and the determination of the validity and amount of all pending claims.

If, in order to reach such adjustment, it shall be considered necessary to name one or more commissions, the Dominican Government shall be represented on said commissions.

**Art. II** : In order to enable the United States Government to render the assistance above mentioned, it shall take charge of the existing custom houses and those which may hereafter be created, shall name the employees necessary to their management, and shall collect and take charge of all custom house receipts.

These employees shall be subject to the civil and criminal jurisdiction of the Dominican Republic.

The Dominican Government may appoint in each of the custom houses an officer for the purpose of making an inspection on behalf of Dominican interests.

**Art. III :** Out of the revenues which shall be collected in all the custom houses of the Republic, the Government of the United States shall deliver to the Dominican Government a sum, which shall not be less than forty-five per cent of the total amount collected, for the purpose of meeting the needs of the public service, and which the Dominican Government shall receive in monthly payments from the date of the taking possession of the custom houses by the officials of the United States, divided into four installments in the following manner:

Forty-five per cent of the total sum collected monthly in periods ending on the 8th, 15th, 22nd and the last day of each month.

**Art. IV :** The Government of the United States will apply the fifty-five per cent which it retains towards the payment of

A. The employees of all the custom houses,  
B. The interest, amortization and installments of the Dominican debt, foreign and domestic, in accordance with what is herein-before provided, according as it shall be fixed and liquidated.

C. The whole surplus which may remain at the end of each fiscal year shall be delivered to the Government of the Dominican Republic, or shall be devoted to the payment of its debts, if it shall so determine.

**Art. V :** The collectors in the custom houses shall send monthly to the Contaduría General and the Department of the Treasury statements of the corresponding income and outgo, and annually a general statement which shall embrace the total of what has been collected and paid out.

**Art. VI :** Any reform of the system of duties and taxes shall be made in agreement with the President of the United States, and therefore the present tariff and port dues may not be reduced except with his consent, as long as the whole of the debt, which the Government of the United States takes charges of, shall not have been completely paid, with the exception of the export duties upon national products which the Dominican Government remains authorized to abolish or reduce immediately, but not to increase said export duties or its public debt without the consent of the President of the United States.

**Art. VII :** The Government of the United States at the request of the Dominican Republic shall grant the latter such other assistance as the former may deem proper to restore the credit, preserve the order, increase the efficiency of the civil administration and advance the material progress and welfare of the Dominican Republic.

**Art. VIII :** This agreement shall continue in force during the time required for the amortization of the debt of which the Government of the United States takes charge.

**Art. IX:** This agreement shall take effect after its approval by the United States Senate and the Congress of the Dominican Republic.

Done in four originals, two being in the Spanish language, and two in the English and the representatives of the high contracting parties signing them in the City of Santo Domingo, February the seventh, nineteen hundred and five.

THOMAS C. DAWSON.

JUAN FCO. SANCHEZ.

FEDRI. VELASQUEZ.

(INCLOSURE N° 1.)

New York, February 10, 1905.

The PRESIDENT :

In compliance with your request, I have the honor to submit a statement in relation to the award rendered on the 14th of July last in the case of the San Domingo Improvement Company of New York and its allied companies, the San Domingo Finance Company of New York and the company of the Central Dominican Railway, all three being New Jersey corporations, and the National Bank of San Domingo, a company originally organized under a French charter, but owned and controlled by the San Domingo Finance Company.

In 1888 the firm of Westendorp et Co., bankers of Amsterdam, Holland, underwrote and issued, at 83  $\frac{1}{2}$ %, for the Government of San Domingo 6 per cent gold bonds of that Government to the amount of £ 770.000. The proceeds of these bonds were to be used for the payment of the interior debt of the Republic, which bore very high rates of interest, and also for the conversion of certain bonds issued in 1869 which were held in England.

As security for the new loan the Dominican Government created a first lien on all its customs revenues, and in order to make the lien effective the Government authorized the Westendorps to collect and receive at the custom-houses all the customs revenues of the Republic, the Westendorps to retain for interest and sinking fund £ 55.645 annually, and to deliver the remainder to the Government. As machinery for this purpose, the Westendorps were to create an establishment in Santo Domingo known as the Caisse Générale de la Regia (Caja de Recaudación), generally called the « Regie », to which the collection of the revenues was to be intrusted till the loan was cleared off. Moreover, in case of default, the Westendorps were empowered to create for the purpose of collection a European commission, which it was understood was to be international in character.

The Westendorps duly established the « Regie », sending out from Europe the necessary agents and employees, and they continued in the collection and disbursement of the revenues till the transfer of their rights to the San Domingo Improvement Company in May, 1892, which transfer was accepted and confirmed by the Dominican Congress in March, 1893.

Meanwhile the Westendorps had, in 1890, contracted to take a further amount of £ 615.000 6 per cent bonds, which were issued for the pay-

ment of additional interior debt and also for the partial construction of a railway from Puerto Plata, the principal seaport on the north coast, across and through the mountains to Santiago, the principal city of the interior. Security similar to that of 1888 was given for the new bonds, and the « Regie » was to pay the interest and the sinking fund out of the customs revenues. The Westendorps offered the new bonds at 77 to the public in Holland and Belgium in November, 1890, but, as the Baring failure took place within a week, the offer was unsuccessful, and they were obliged to take practically the entire issue themselves. The Westendorps began the construction of the railway and had finished about 11 miles up the mountain and had supplied some rolling stock when the improvement company, which had acquired the bonds belonging to the Westendorps (about 1.500.000 dol.) and all their rights and obligations under their contracts with the Dominican Government, took possession. At the same time the improvement company contracted to complete the railway, which was subsequently done ; to guarantee the conversion of the outstanding 6 per cent bonds, including bonds to be issued for the completion of the railway, into new 4 per cent consolidated bonds, amounting to £ 1.610.000, and to pay off and discharge certain large interior debts, aggregating 659.000 dol. silver or 440.000 dol. gold.

The Dominican Government also created a new class of bonds, called debentures, at 4 per cent, amounting to 1.250.000 dol. Both classes of new bonds were declared, in the law by which they were authorized, to « be guaranteed by the total amount of the customs receipts, which shall be collected by the San Domingo Improvement Company », and all the stipulations of the Westendorp contracts for the guaranty and validity of the bonds were declared to continue in full force and effect ; and it was further expressly provided that, in order to strengthen the credit of the budget, the improvement company should, in case of default of interest or sinking fund, or in case of other manifest necessity, request the Governments of Holland, Belgium, England, France, and the United States, in which the bonds were held, each to appoint a member of a financial commission, which was to possess all the « Regie's » rights of collection. It was stipulated, however, that the power of appointment should not be exercised by a country in which less than £ 100.000 bonds were held.

The improvement company successfully carried out the conversion in Europe of 6 per cent bonds into 4 per cent bonds, but in 1894 the Dominican Government, having become further indebted locally, increased the debentures by 1.250.000 dol. additional, for which the company paid 540.000 dol. gold, besides disbursements, and incurred certain other obligations provided in the law.

Up to this time the fiscal operations of the Dominican Government, the purchase and sale of bonds, and the work upon the railway had all been conducted by the improvement company, but it was then thought best to separate these operations so that the sole office of the improvement company might be that of trustee in the collection and disbursement of the revenues. The San Domingo Finance Company, of New York, was therefore created, under the laws of New Jersey, in 1894, by the same Americans who organized and controlled the improvement company (of which the Hon. Smith M. Weed, of New York, was, and still is, president), for the purpose of carrying on the financial operations requisite for the purchase of bonds, as well as the construction of the railway.

For the construction and equipment of the latter the Dominican Government agreed to pay the company in consols (6 per cent reduced to 4 per cent), and the road was to be operated through the medium of a company to be created for that purpose for a period of fifty years upon a fixed basis of distribution of profits between the Dominican Government and the operating company. The construction and equipment of the road cost the American companies more than 650.000 dol. in gold in excess of the sums realized from the £ 425.000 Dominican bonds which were sold from time to time in the Brussels market. But the work was completed and the company of the Central Dominican Railway was organized under the laws of New Jersey as the operating company. This company took possession of the railway and still holds and operates it.

In 1895 the Dominican Government became embarrassed by the hostile action of a French fleet which appeared with peremptory demands. In 1889 a company called the Banque Nationale de Saint Domingue was created in France to exercise an exclusive franchise for a state bank in San Domingo. The bank was duly established and was in operation when, in 1892, a personal difference arose with President Heureaux, and upon his obtaining a judgment against the bank for a large sum execution was issued and a levy made upon its property. The French consul intervened, sealed the safe of the bank, and reported to his Government. Diplomatic relations were severed, and a French fleet appeared before the Dominican capital. The dispute was submitted to the arbitration of Spain, but was not decided, and strained relations still continued when, in January, 1895, a naturalized Frenchman was murdered near Samana Bay.

The French Government demanded redress in both matters, and threatened to seize the custom-houses of the country and collect a large indemnity. President Heureaux appealed to the improvement company to help him, and upon the presentation of the matter to the President and Secretary of State of the United States, the American minister in Paris was directed to interpose, and in the end the French Government agreed to adjust the matter if the improvement company would guarantee the necessary payments. This the company eventually did, and the finance company agreed to purchase some additional debentures, which by law were called « French-American reclamation consols, » and to buy control of the bank. Such control was purchased in June-October, 1895, the finance company acquiring, at something over par, more than three-quarters of all the shares, costing with some extraordinary expenses and commissions, about 750.000 dol., in gold. The assets of the bank at that time, besides about 100.000 francs in cash, consisted chiefly of loans to the Dominican Government and the claim for damages resulting from the action of President Heureaux under his judgment. As the loans produced from 12 to 20 per cent the bank, after it had passed into the control of the finance company, agreed to fund them and to accept payment in French-American reclamation consols (4 per cent), bringing the entire issue of that class of bonds up to 4.250.000 dol., which received as further security certain separate revenues previously pledged to the bank.

In 1897 the improvement company, at the urgent solicitation of the Dominican Government, brought about a consolidation of all the debts of the Republic, including both the exterior debts, and particularly the consolidated gold 4 per cent bonds of 1893, and the French-American re-

clamation consols of 1895, as well as the interior floating debts, so as to reduce the annual interest charges. This consolidation was effected through the finance company, to which the Dominican Government, under an act of its Congress of August 8, 1897, delivered for the purpose of consolidation two classes of new bonds, respectively denominated « Dominican unified debt 4 per cent bonds » and « obligations or de Saint Domingue  $2 \frac{3}{4}$  pour cent », the former to amount to £ 1.500.000 (of which upward of £ 350.000 were afterwards cancelled, leaving £ 1.148.600) and the latter to the amount of £ 2.736.750. By this operation the total bonded debt of the country became £ 3.885.350, or about 19.000.000 dol. The « obligations or » or « gold obligations » are held chiefly in Holland and Belgium, though some of them are held in France and Germany, and a few in England (and) the United States. The unified bonds are held chiefly in the United States and the remainder in England and France; but those in England, and a large part of those held in France, belong to allies of the American companies.

The law of August 9, 1897, reaffirmed all previous guarantees, expressly declaring that the new 4 per cent and  $2 \frac{3}{4}$  per cent bonds should be « conjointly » guaranteed by a first mortgage on the total amount of the general customs receipts and of the « special revenues » and « apartados » which had been appropriated to the debts which were about to be funded; that the revenues should be « collected directly by the “ Caisse de la Régie ” » and that—

« all the stipulations of the contracts of 1888 and 1890 with Messrs. Westendorp et Co. in force, and of the laws and contracts of 1893, 1894, » and 1895, entered into with the « San Domingo Improvement Com- » pany of New York » for the security and validity of the Republic’s » bonds, shall remain in force, except such parts as may have been mo- » dified by the present law and by the contracts derived from it. »

In carrying out the conversion under the law of 1897, the finance company was embarrassed by finding that certain representations made by the Dominican Government as to the amount of its floating indebtedness were erroneous. This discovery led to the withdrawal of certain English capitalists, with the result that the finance company was obliged itself to raise additional sums of money in order to carry the operation to completion.

In April, 1899, in spite of the fact that under the administration of the improvement company the amount of the revenues collected had steadily increased, the payment of the coupons was suspended, chiefly because the revenues had, under a governmental decree, become payable partly in depreciated paper currency, the market value of which fell from 3 dol., paper to 1 dol. of gold in September, 1898, to 20 dol., paper to 1 dol. of gold in August, 1899. It was impossible with this money, even with the help of such duties as were payable in gold coin, to meet the Government budget and buy sufficient gold to pay the coupons. The causes of this unfortunate depreciation of the currency are a matter of public notoriety. Revolutionary movements, which had for some time been repressed, had become flagrant. On July 26, 1899, President Heureaux was assassinated, and as the result of the prevailing disturbances the interior or floating debt of the Republic rose by the latter part of 1899 to more

than 2,500,000 dol., bearing interest in some cases at the ruinous rate of 2 per cent a month, compounded.

Efforts were made by the improvement company to relieve the Government's situation, and to that end a new contract, which was ratified by the Dominican Congress on April 18, 1900, and duly promulgated as a law, was entered into. By this contract all duties were payable in gold; the amount of the interior debt was ascertained, and the interest on it was reduced to 6 per cent or less; and provision was made for the payment of all the Government's floating debts. The contract was duly put into operation, but its performance was soon interrupted. After the assassination of Heureaux the Government naturally fell into the hands of the men who had been his enemies and who were disposed to question and condemn all the acts of his long administration. Moreover, the great majority of those who came into temporary possession of public power were unfamiliar with administrative duties and were confessedly unacquainted with the contracts of the Government and the rights, duties, and powers of the American companies thereunder, and the press began to urge the withdrawal of the American companies from the country. Some advocated a withdrawal as the result of friendly negotiation and some through forcible expulsion.

Late in 1899 Señor Juan Isidro Jimenez, who had become President on November 20 of that year, inquired of the American companies, through an agent in New York, whether they would be willing to sell all their interests to the Government and withdraw from the country. The companies indicated their willingness to negotiate in that sense, and, upon further request, submitted a plan as a basis for negotiation. Subsequently the companies concluded with the Government a contract of April 18, 1900, which was duly ratified by the Dominican Congress; but while it was before the Congress President Jimenez renewed the discussion as to the purchase of the companies' interests. Subsequently the companies submitted detailed propositions, but President Jimenez meanwhile changed his mind, and after a preliminary discussion he declined to proceed further in the negotiations. He then adopted the view which had been advanced in the Dominican press, that the contract of 1900, if not absolutely void, could not be legally put into execution, except as to those parts which increased the Government's annual budget. In this position he derived encouragement from the attitude of certain Belgian and French interests, who were dissatisfied with the contract. The improvement company insisted on carrying out the contract as approved by the Congress, and, being in control of the « Regie », continued to disburse the moneys accordingly, including payments to the Government itself.

About this time the Dominican Government instituted a proceeding in the local courts against the bank, alleging its bankruptcy on the ground of nonpayment of a small amount of bank notes, for which the Government itself was in writing pledged as primary debtor under a contract by which the bank was released. These proceedings were decided nineteen months later in favor of the bank, but they had made any hope of rehabilitation under existing conditions impossible, since during all that time the bank was closed and in the possession of official liquidators.

Proceeding in a similar spirit President Jimenez on January 10, 1901, by a mere executive order, peremptorily excluded the improvement company from the discharge of its functions in the collection of the revenues

under the laws. To appreciate the far reaching effect of this decree it is necessary to recall the fact that every bond of the Republic was issued, bought, and sold on the strength of the laws which provided that the security for their payment should be the customs revenues of the Republic, collected and administered by the San Domingo Improvement Company, and this assurance was printed in the bonds themselves.

The Jimenez decree, in ejecting the improvement company from the custom-houses, destroyed practically the only substantial security for the payment of the bonds, £ 825,000 of which were owned by the finance company and its allies. By the same decree by which the company was ejected there was constituted a « commission of honorables », consisting of three members, to whom it was declared that the sums due to the company's creditors would be paid, to be kept on deposit pending the settlement. This professed security of course proved to be wholly specious. No moneys were kept on deposit with the commission. On the contrary, it became known late in 1901 that out of the large revenues of that year, amounting to more than 2,100,000 dol. the percentages for the foreign and domestic debt had not been set aside, that no payments had been made on the floating interior debt, but that the Jimenez « revolutionary » claims had been paid without warrant of law, and that there was besides a deficit.

The American companies applied to their Government for relief against the decree of January, 1901, and almost immediately thereafter the Dominican Government sent its minister of foreign affairs, Dr. Henriquez y Carvajal, to the United States and Europe on a special mission. Doctor Henriquez laid his case before the Department of State, where he was advised to seek a direct arrangement with the American companies. He immediately opened negotiations with them, and on March 25, 1901, concluded with them a contract which was considered by him, as well as by the American companies, to be advantageous to his Government. This contract, which embraced the purchase by the Dominican Government of the interests of the American companies, provided for the deposit with a trust company in New York of a fixed monthly sum, pending the amicable settlement of all questions, which, so far as they could not be adjusted directly, were to be determined by arbitration. Each of the parties was to appoint an arbitrator; and an umpire, in case they could not agree, was to be designated by the King of Sweden, at the request of the American and Dominican Governments. The gross sum to be paid, and the method of its payment, together with the security therefor, were also to be determined by the arbitrators.

After completing this negotiation Doctor Henriquez went to Europe where, as the result of the contract made with the improvement company, he was able to effect, on June 3, 1901, a contract with the Belgian and French bondholders. Both contracts were submitted to the Dominican Congress in September, 1901. The Belgian contract was promptly ratified, but the American contract was rejected. The principal ground of its rejection seems to have been the objection to leaving it to the arbitrators to fix the sum to be paid.

The American companies then invoked the intervention of their Government, and filed with the Department of State, on January 6, 1902, their printed case. The Department gave suitable instructions to the American chargé d'affaires to Santo Domingo, with whose assistance another

effort was made by the companies to effect a direct settlement. Negotiations had, however, scarcely begun when the existing Government was overthrown and a new one set up.

In May, 1902, negotiations were resumed, the American companies being represented by Mr. John T. Abbott and the Dominican Government by its minister of finance. Mr. Abbott presented a statement as to the properties and claims of the American companies, with a view to arbitration. The Government, however, adhering to the principle on which the contract of 1901 was rejected, proposed a settlement by the purchase of all the rights, claims, properties, and interests of the company for a round sum of money, thus disposing at a stroke of all accounts, claims, and differences between the parties, and leaving only the annual or monthly payments and the security therefor, together with the mode of collection, as subjects for discussion. This proposal was accepted by Mr. Abbott, and the sum of 4,500,000 dol. was agreed upon as the price to be paid by the Government and received by the companies for the purposes stated. The aggregate of the claims originally presented by the companies amounted to over 11,000,000 dol.; but, as Mr. Abbott pointed out to the Government, some of the claims were partly duplicated, and the £850,000 of bonds were set down at par, while loss of profits on contracts which the Government had violated was also included.

The companies expressed to the Government their belief that upon a strictly equitable settlement they were entitled to 6,00,000 dol., but they eventually agreed upon the sum above named, throwing in their bonds at 50 cents on the dollar and compromising or relinquishing other claims. The amount allowed for their bonds (at 50 cents on the dollar) was 2,076,635 dol.; their interests in the railroad were included at 1,500,000 dol., a sum to which the Dominican Government did not object, and their bank shares and various « accounts, claims, and differences » were embraced for 923,365 dol. This compromise having been reached, only the question of the annual or monthly payments and the time of the delivery of the railroad remained to be determined. The Government eventually insisted upon the delivery of the railroad within a few months after the contract should be signed and before any substantial part of its value had been paid. The companies, on the other hand, insisted that they should be permitted to hold and operate the railroad till it had been paid for, since it would constitute their only tangible security apart from the offer of the Government to set aside a portion of the revenues of Puerto Plata for the monthly payments.

On the question of the railway a deadlock ensued, and negotiations were broken off. The companies subsequently offered to deliver the road after five annual payments of principal and interest had been made; but this proposal was curtly rejected, and all negotiations between the Government and the companies ceased. The companies were again obliged to have recourse to the Government of the United States. The Department of State shared the view of the companies, that the demand of the Dominican cabinet for the immediate handing over of the railway was unjust. The American chargé d'affaires to San Domingo was therefore, in the autumn of 1902, instructed to ask for an arbitration by means of a mixed commission of all questions at issue, including the amount to be paid to the American companies, and a form of protocol appropriate to the case was presented to the Dominican Government. The draft pro-

tocol contained no suggestion of the amount to be paid to the American companies, but left the whole case to the arbitrators, including price, accounts, and claims.

A long discussion ensued, and in the end the Dominican Government, adhering to its previous position, proposed to liquidate in the protocol itself the accounts, claims, and purchase money for the round sum of 4,500,000 dol., leaving it to the arbitrators to determine the conditions under which the companies' property should be delivered, the terms and times of payment, including security, and the amount of the monthly instalments and the manner of their collection, as well as the rate of interest to be paid on the award. This proposal was accepted, and a protocol in conformity with it was signed at San Domingo City on January 31, 1903. Under this agreement payments at the rate of 18.750 dol. a month were to be made pending arbitration. The first payment was made in February, 1903, but none subsequently.

The arbitrators met in Washington in December, 1903, their appointment having been delayed by the various revolutions which had taken place in San Domingo during the year, some of which were still in progress when the arbitrators assembled. The arbitrator on the part of the United States was the Hon. John. G. Carlisle; on the part of San Domingo Señor don Manuel de J. Galvan; the third arbitrator was Judge George Gray. The Dominican Government was represented before the board by Messrs. Curtis, Mallet-Prevost & Colt; the Government of the United States by the undersigned. Cases, counter-cases, and arguments were duly submitted, and on July 14, 1904, the arbitrators rendered their award. The award provided that the principal sum, bearing interest at the rate of 4 per cent per annum, shall be paid in monthly installments of 37.500 dol. during the first two years, and 41.666.66 thereafter.

Provision is made for the appointment by the United States of a financial agent who is to receive the amount due on the 1st of each month, beginning with September, 1, 1904; and the revenues of Puerto Plata, Samana, Sanchez, and Montecristi, and of any other custom-houses opened within a designated zone are assigned and designated security. In case of failure to receive during any month the sum then due the financial agent of the United States is empowered to enter into possession of the custom-house at Puerto Plata in the first instance and collect the revenues; and in case the sums there collected shall be at any time insufficient for the payment of the amounts due, or in case of any other manifest necessity, or if the Dominican Government shall so request, the financial agent is authorized to exercise at Sanchez, Samana, and Montecristi any or all of the rights and powers vested in him respect of the port of Puerto Plata. A copy of the award is hereto annexed.

The agent of the United States laid before the arbitrators all recorded liquidated debts of the Dominican Republic, which, as set forth in the case of the United States, then amounted approximately to 24,643,387 dol. This sum embraced the bonded debt, but did not include, except to a slight extent, a mass of unliquidated claims which probably may exist and which may be brought forward at greatly exaggerated figures when opportunity is afforded for their adjustment.

It was shown before the arbitrators that the causes of the Dominican Government's financial difficulties were revolutions, inefficient and corrupt administration of the revenues, and wasteful and illegal expendi-

tures, including those for the payment of « revolutionary » claims and « assignaciones ». The first duty of a new president is conceived to be the payment of the expenses incurred by him and his leading supporters in securing the presidential office. These are commonly called « revolutionary » claims, and for their payment all moneys in sight are considered to be available. By « assignaciones » is meant unauthorized and unlawful gratuities paid by the existing government to its actual or potential enemies in order to induce them to refrain from raising revolutions.

It is upon such things that the public revenues, so far as they are actually collected by the Government and not by its enemies, are dissipated, while ordinary expenses are paid by emergency loans or left unpaid, and the public creditor receives nothing. If the arbitrators had accepted this condition of things as normal and permanent their proceedings would necessarily have been a farce, and they could have rendered no award ; but they deemed themselves precluded from acting on such a theory. Acting on the only principle on which they could discharge their functions, they entered fully into the consideration of the Dominican resources and revenues. They examined the country's debts and the rights of the various creditors, as shown in public laws and contracts, and they framed their award upon the assumption that the revenues were properly to be devoted to the payment of legitimate expenses of government and the satisfaction of creditors instead of being worse than thrown away in harmful and illegal ways.

If the award, as the tribunal evidently desired and intended, should by reason of the mode of collection which it establishes enable the American creditors to obtain, even in revolutionary times, something in discharge of what is due them, this result would be equally advantageous, to them and to San Domingo ; for except by such a mode of collection no creditor could obtain anything, while the revenues would be dissipated by the chiefs of contending factions in the prosecution of their destructive and ruinous contests.

In reality the provisions of the award, while they are admirably adjusted to the fundamental equities of the case, disclose an evident wish on the part of the arbitrators to be liberal toward the Dominican Republic.

The mode of collection established for certain ports was obviously a substitute for the right which the San Domingo Improvement Company possessed under Dominican laws that have never been repealed, though their execution has been violently prevented, to collect the revenues at all the ports of the Republic. In taking from the company this larger right the tribunal merely endeavored to give the lesser and substituted right in such form as to be as far as possible self-executing and effective. Moreover, the evidence before the tribunal demonstrated the expansion of which the revenues are capable under a proper mode collection. Under the administration of the San Domingo Improvement Company they amounted in 1894 to dol. 1,228,113.68 ; in 1895 to dol. 1,364,238.16 ; in 1896 to dol. 1,473,310.42 ; in 1897 to dol. 1,600,294.31 ; in 1898 to dol. 1,633,557.61 ; in 1899 (a year of revolution) to dol. 1,458,173.44 and in 1900, the last year in which the improvement company collected them, to dol. 2,424,684.05.

In fixing the amount of the annual payment at 450,000 dol. for the first two years instead of 500,000 dol. as decreed for subsequent years, the tribu-

nal considered in a liberal spirit the demands of other creditors, although the Dominican Republic was, at the time of the award, in arrears in its stipulated payments to the United States under the protocol of January 31, 1903, to the amount of 337,500 dol.

Again, the protocol provided that interest should begin to run from the date of the award, but it also stipulated that the award should be rendered within a year from the signature of the protocol. It was therefore submitted to the tribunal that interest should begin to run, especially as the principal amount of the debt was fixed in the protocol, from the expiration of a year after the date of the signature of that instrument. The tribunal, however gave the Dominican Government the benefit of the doubt and allowed interest only from the actual date of the award.

Finally, interest at the rate of 6 per cent was claimed on behalf of the United States, that being the legal rate in San Domingo, while the actual rate on loans lately made by that Government is far higher. The claim as to interest was supported by precedents, but the tribunal, evidently desirous of acting toward the Dominican Government in a spirit of the utmost consideration, allowed only 4 per cent. The result is that the Dominican Republic is required to pay less than the legal, to say nothing of the actual, rate of interest in that country, and the proportion of the annual payments devoted to the discharge of the principal of the debt is correspondingly increased.

Respectfully submitted.

JOHN B. MOORE.

(INCLOSURE N° 2)

**Award of the commission of arbitration under the provisions of the protocol of January 31, 1903, between the United States of America and the Dominican Republic, for the settlement of the claims of the San Domingo Improvement Company of New York, and its allied companies.**

Whereas, by a protocol of agreement between the United States of America and the Dominican Republic concluded at Santo Domingo City, January 31, 1903, it was agreed that the Dominican Government should pay to the Government of the United States the sum of four million five hundred thousand dollars (4,500,00 dol.) in American gold, as full indemnity for the relinquishment by the San Domingo Improvement Company of New York, the San Domingo Finance Company of New York, the Company of the Central Dominican Railway and the National Bank of San Domingo, of all their rights, properties, and interests and in full settlement of all accounts, claims, and differences between the Dominican Government and the said companies, and that the terms, on which the indemnity thus agreed upon should be paid, should be referred to a board of three arbitrators, one to be named by the President of the United States, one by the President of the Dominican Republic, and the third by the President of the United States and the President of the Dominican Republic jointly, or, in case they should fail so to name him, by the President of the Dominican Republic from certain specified members of the United States Supreme Court or the United States circuit court of appeals;

Whereas, for the purpose of carrying into effect the said protocol, the

undersigned arbitrators were appointed, viz: By the President of the United States, John G. Carlisle; by the President of the Dominican Republic, Don. Manuel de J. Galvan; and, as third arbitrator, by nomination of the President of the Dominican Republic, George Gray, one of the specified members of the United States circuit court of appeals; and

Whereas, the said arbitrators, duly organized under the said protocol as a board of arbitration, have received and considered the cases and counter-cases and the arguments filed thereunder by the contracting parties through their respective agents and counsel;

The board of arbitration does now adjudge and award, as the terms on which the indemnity above mentioned shall be paid and the times, terms, and conditions on which the aforesaid companies shall relinquish all their rights, properties, and interests mentioned in Article V of said protocol and withdraw from the Dominican Republic, thus constituting a full settlement of all accounts, claims, and differences between the Dominican Government and the said companies, the following:

#### ARTICLE I. — TIME OF DELIVERY OF PROPERTIES

(a) Within ninety days from the making of this award all rights and interests which the said companies have in the National Bank of San Domingo, consisting of six thousand three hundred and thirty-eight (6.338) shares of the capital stock thereof, shall be delivered by said companies to the Dominican Government on said Government giving to the companies a release by the bank of all claims against them.

(b) When the Dominican Government shall have paid to the United States the sum of one million five hundred thousand dollars (1.500.000 dol.), part of the said principal debt, the said companies shall deliver to the Dominican Government all the shares of the company of the Central Dominican Railway, which shall represent, include, and carry all the rights and interests in said railway referred to in paragraph 1 of Article V of said protocol, and will simultaneously deliver over the full possession of said railway, which shall be free of all debts, fixed, or floating of the said companies and which shall be at least in as good condition physically as it now is, less wear and tear and damage by accident, or acts of God, or public disturbance, or the foreign enemy.

The cost of restoring the railway from damage occurring in the meantime from any of such causes shall be first chargeable upon the net profits of the year, and any excess of such cost shall be paid by the Dominican Government out of its treasury in the same manner as hereinafter described in article 4.

If such payment of one million five hundred thousand dollars (1.500.000 dol.) or any part thereof shall be made by the Government, other than by the monthly installments hereinafter provided, such monthly installments shall nevertheless continue as herein provided.

(c) When the principal of said debt of four million five hundred thousand dollars (4.500.000 dol.) shall have been reduced to two million seventy-six thousand six hundred and thirty-five dollars (2.076.635 dol.), then shall begin the delivery of the bonds of the Dominican Republic mentioned in paragraph 3 of Article V of the protocol of the amount of eight hundred and thirty thousand six hundred and fifty-four pounds sterling (£ 830.654). The bonds to be delivered shall not include any of

the three hundred and fifty-one thousand four hundred pounds sterling (£ 351.400) of unified scrip, admitted by the companies to be the property of the Dominican Republic and heretofore tendered by the companies to the Dominican Government, under the provisions of article 6 of the contract of April 18, 1900; and the said three hundred and fifty-one thousand four hundred pounds sterling (£ 351.400) of unified scrip shall be delivered to the Dominican Government within thirty days from the date of this award. With regard to the delivery of the amount of eight hundred and thirty thousand six hundred and fifty-four pounds sterling (£ 830.654) of bonds, exclusive of the three hundred and fifty-one thousand four hundred pounds sterling (£ 351.400) admitted to be the property of the Dominican Republic, this is understood to constitute a guarantee on the part of the companies that there are outstanding not more than one million one hundred and forty-eight thousand six hundred pounds sterling (£ 1.148.600) of 4 per centum obligations, including French-American reclamation consols (stamped and unstamped), unified 4 per centum scrip, and the 4 per centum bonds embraced in the eight hundred and thirty thousand six hundred and fifty-four pounds sterling (£ 830.654) of bonds to be delivered under this award, and that if any bonds of the issues of 1888, 1890, or 1893 shall hereafter be presented for conversion the companies will protect the Dominican Government. The delivery of the bonds by said companies to the Dominican Government shall be in monthly installments *pro rata* to the payments of principal made to the United States, so that one thousand dollars (1.000 dol.) or two hundred pounds sterling (£ 200) of bonds shall be delivered for each five hundred dollars (500 dol.) of principal debt paid.

#### ARTICLE 2. — RATE OF INTEREST

The principal sum of four million four hundred and eighty-one thousand two hundred and fifty dollars (4.481.250 dol.) and any and all balances thereof due and payable to the United States by the Dominican Government shall bear interest from the date of this award at the rate of four per centum per annum. All payments made shall be applied first to the interest accrued.

#### ARTICLE 3. — AMOUNT OF MONTHLY INSTALMENTS

Said principal and interest shall be payable in monthly installments of thirty-seven thousand five hundred dollars (37.500 dol.) each, during the first two years, and of forty-one thousand six hundred and sixty-six dollars and sixty-six cents (41.666.66 dol.) each, thereafter, to the financial agent of the United States, on the first day of each month, beginning with the month of September, 1904, and shall be made in gold coin or currency of the United States, or in such good bills of exchange as shall be acceptable to said agent. In the former case, the cost of shipment to New York, and in the latter case the discount to maturity and charges incident to the collection of such bills of exchange, shall be added to the amount of the monthly installment.

The net profits of the operation of said railway, until its delivery under Article 1 hereof, during each year, beginning from the first day of July, 1904, as shall annually be stated by its general manager, shall be and constitute a further credit upon said principal debt.

## ARTICLE 4. — SECURITY AND MODE OF COLLECTION

*Security.* — The said debt and interest and the monthly payments thereof, as herein determined, shall be secured as follows :

The customs revenues and port dues of the ports of entry or custom-houses of Puerto Plata, Sánchez, Samaná, and Montecristy, and of all other ports of entry or custom-houses now existing or which may hereafter be established, on the coast or in the interior, north of eighteen degrees and forty-five minutes of north latitude, and east of the Haitian boundary, are hereby assigned and designated as security for the payment of the debt and interest herein mentioned.

Until payment of said debt and interest, the tariff of customs duties and port dues now prevailing shall not be reduced in any case or to any person more than twenty per centum, without the consent of the United States.

The said debt and interest shall also constitute a first lien upon the Central Dominican Railway until its delivery to the Dominican Republic as provided in this award.

*Mode of collection.* — The United States shall appoint a financial agent, who shall establish an office in the Dominican Republic.

In case of failure to receive during any month the sum then due, the said financial agent shall have full power and authority, by himself or by his appointees, to forthwith enter into possession of the customhouse at Puerto Plata in the first instance, and to assume charge of the collection of the customs duties and port dues at that port, and, to that end, shall fix and determine those duties and dues and enforce their payment, possessing and exercising all the present powers of the « Interventor de Aduana » and of the « Administrador de Hacienda » and of all other officials authorized by law to participate in the collection and determination of duties and dues and the enforcement of their payment.

Said financial agent shall have power from time to appoint subordinate officials and employees. The customs duties and port dues shall be paid to him or to his appointees directly by the exporters and importers or other persons liable therefor in cash or in pagarés drawn to the order of said financial agent or his appointees, and such payment, and such payment alone, shall operate as a release of the goods and as a discharge of such importers and exporters and other persons from the liability for payment of such customs duties and port dues.

The Dominican Government may appoint such officials as it may deem proper for the purpose of inspecting the collection of duties.

Out of the sums collected by the financial agent and his appointees the said agent shall pay in the following order :

- (a) The expenses of collection.
- (b) The special apartados, as follows :

Port of Puerto Plata :

Wharf concession.

Freight concession.

Personal duties.

Old foreign debt, one and one-half ( $1 \frac{1}{2}$ ) per centum of import duties.

Colon, one-half ( $\frac{1}{2}$ ) per centum of import and export duties.

Port of Samaná :

Wharf concession.

(b) The special apartados, as follows. — Port of Samana. Continued.

Old foreign debt, one and one-half (1 1/2) per centum of import duties :  
Colon, one-half (1/2) per centum on import and export duties.

Port of Sánchez :

Wharf concession.

Samaná-Santiago railway concession, seven (7) per centum of import duties.

Macoris branch railway concession, two (2) per centum of customs receipts.

Old foreign debt, one and one-half (1 1/2) per centum of import duties.  
Colon, one-half (1/2) per centum import and export duties.

Port of Montecristy :

Improvement River Yaque concession.

« Gobernación. »

Old foreign debt, one and one-half (1 1/2) per centum of import duties.  
Colon, one-half (1/2) per centum of import and export duties.

(c) The sums due under this award.

(d) « Deuda flotante interior » and « deuda flotante vicini, » each five (5) per centum.

The excess, if any, after said payments, shall be paid over by said financial agent to the minister of hacienda of the Dominican Government at the time recognized by the United States or to his order. And the said financial agent shall render monthly an account of his collections and disbursements to the said minister of hacienda. He shall not be obstructed in the peaceful exercise of his duties under this award.

In case the sums collected at Puerto Plata shall at any time be insufficient for the payment of the amount due hereunder, or in case of any other manifest necessity, or if the Dominion Government shall so request, the said financial agent or his appointees shall have and exercise at Sanchez, Samaná, and Montecristy, and at any or all of the ports of entry or custom-houses within the territorial limits above described, all the rights and powers vested in him or them by this award in respect of the port of Puerto Plata.

This possession, power, and duty shall continue until six months after all arrears hereunder shall have been paid, and further, until the Dominican Government requests the restoration of the status quo ante ; but said financial agent and his appointees shall reenter said custom-houses and resume the exercise of all the powers and authority as above described, at any subsequent time when a like default in payment shall be made by the Dominican Government.

To the end that the capacity of the Dominican Republic punctually to make the payments required by this award shall not hereafter be impaired, the financial agent herein mentioned shall act as financial adviser to the Dominican Government, in all matters affecting its ability to pay this award.

## ARTICLE 5

In the month of January in each year the Dominican Government shall make up, in accord with the financial agent herein mentioned, a statement showing the total fiscal revenues of the Republic for the preceding year.

## ARTICLE 6

The salaries and necessary traveling and other expenses of the financial agent and his appointees shall be paid by the Dominican Government in monthly installments in the same manner and with the same security as the monthly installments of debt provided herein by article 4.

## ARTICLE 7

In addition to the monthly installment of thirty-seven thousand five hundred dollars (37.500 dol.) provided for in article 3, there shall be paid to the financial agent, during the month of August, 1904 a sum sufficient to pay an equal moiety of the compensation of the arbitrators, and an equal moiety of all expenses of this arbitration, being the amount for which the Dominican Republic is liable, under Article VIII of the protocol, which amounts shall be certified to the Dominican Government by the Department of State of the United States of America.

And in case of the failure to pay said amount, or any part thereof, during the said month of August, the financial agent shall have and exercise in the collection thereof the same powers as hereinbefore conferred upon him in case of default in the payment of the said monthly installments on the principal and interest of said debt.

This award is given and rendered at Washington, on this fourteenth day of July, in the year one thousand nine hundred and four.

In witness whereof we have hereunto affixed our hands and seals.

(Seal.) GEO. GRAY, President.

(Seal.) JOHN G. CARLISLE.

(Seal.) MANUEL DE J. GALVAN.

---

**Protocol of an agreement between the United States of America and the Dominican Republic, for the submission to arbitration of certain questions as to the payment of the sum hereinafter agreed to be paid by the Dominican Government to the Government of the United States on account of the claims of the San Domingo Improvement Company of New York, a corporation under the laws of the State of New Jersey and a citizen of the United States, and its allied companies.**

Whereas, differences exist between the Dominican Government and the « San Domingo Improvement Company » and its allied companies; and

Whereas, as the result of those differences, the interests of the improvement company and its allied companies, viz: « The San Domingo Finance Company of New York, » « The Company of the Central Dominican Railway, » both being corporations created under the laws of New Jersey, and the National Bank of San Domingo, a company originally organized under a French charter, the two latter companies being owned and controlled by the San Domingo Finance Company, are seriously affected; and.

Whereas, it is agreed as the basis of the present settlement, that the improvement company and its allied companies shall withdraw from the Dominican Republic, and that they shall be duly indemnified by the latter for the relinquishment of their rights, properties, and interests.

The United States of America and the Dominican Republic, through their respective representatives, W. F. Powell, Chargé d'Affaires, and Juan Fco. Sanchez, Secretary of State for Foreign Relations, have agreed upon the following articles:

### I

It being hereby agreed that the Dominican Government shall pay to the Government of the United States the sum of 4.500.000 dol. (four millions five hundred thousand dollars) in American gold, on terms to be fixed by the arbitrators, said payment to be made and accepted as full indemnity for the relinquishment by the companies above-mentioned of all their rights, properties, and interests, and in full settlement of all accounts, claims, and differences between the Dominican Government and the said companies; the terms on which the indemnity thus agreed upon shall be paid shall be referred to a board of three arbitrators, one to be named by the President of the United States, one by the President of the Dominican Republic, and the third by the President of the United States and the President of the Dominican Republic jointly; but if, within sixty days after the signature of the present protocol, the third arbitrator shall not have been so named, he shall then be selected by the Dominican Government from the members of the United States Supreme Court or the United States circuit court of appeals, from names presented.

In case of the death, absence, or incapacity of any arbitrator, or in the event of his ceasing or omitting to act, the vacancy shall be filled in the same manner as the original appointment, the period of sixty days to be calculated from the date of the happening of the vacancy.

### II

The arbitrators shall meet in the city of Washington, within sixty days after the date of the appointment of the third arbitrator.

The vote of a majority shall suffice for the decision of all questions submitted to the tribunal, including the final award.

### III

Within six months after signature of this protocol, each party shall present to the other and to its agent, and also to each of the arbitrators, two printed copies of its case, accompanied with the documents and evidence on which it relies, together with the affidavits of their respective witnesses.

Within a further period of two months, either party may, in like manner, present a counter case, with additional documents and evidence and affidavits, in reply to the case, documents, and evidence of the other party.

If the other party shall, in its case or counter case, refer to any document in its exclusive possession without annexing a copy, it shall, upon the request of the other party, furnish the latter with a copy; and either party may call upon the other, through the arbitrators, to produce the originals or certified copies of any papers adduced as evidence.

### IV

Within two months after the expiration of the term allowed for the filing of counter cases, each Government may, by its agent, as well as

by additional counsel, argue its cause before the arbitrators, both orally and in writing. Each side shall furnish to the other copies of any written arguments, and each party shall be at liberty to make a written reply, provided that such reply be submitted within the two months specified.

## V

The companies above mentioned shall cede and transfer to the Dominican Government, and the latter shall acquire from the companies, the properties mentioned herein, the times, terms, and conditions of the delivery of which shall be fixed by the arbitrators:

1. All the rights and interests which they may possess in the section of the Central Dominican Railway already constructed, as well as all rights and interests which they may have in the extension of the railways from Santiago to Moca, and from Moca to San Francisco de Macoris.

2. All rights and interests which they may have in the National Bank.

3. All bonds of the Republic of which they may be the holders, the amount of which shall not exceed £ 850.000, nominal (eight hundred and fifty thousands sterling pounds), nominal and shall be no less than £ 825.000 (eight hundred and twenty-five thousands sterling pounds nominal).

It is understood that all these bonds are of the classe bearing four per cent annual interests excepting as to £ 24.000 (twenty-four thousands sterling pounds) two and three-quarter per cent bonds, which shall be accepted at the rate of sixteen  $2 \frac{3}{4}$  per cent bonds for eleven 4 per cent bonds.

A list of the bonds shall accompany the case of the United States.

## VI

It is agreed, as the basis of the award to be made by the arbitrators, that the sum specified in Article I hereof shall be paid in monthly instalments, the amount and manner of collection of which shall be fixed by the tribunal. The award shall bear interest from the date of its rendition at the

The Dominican Government having, in its recent negotiations with the American companies, proposed to pay, on account of its indebtedness to them, a minimum sum of 225.000 dol. (two hundred and twenty five thousands dollars) per annum, which was to be increased on a sliding scale, it is agreed that the Dominican Government shall, pending the present arbitration, and beginning with the 1st of January, 1903, pay to the Government of the United States for the use of the American companies, the sum of 225.000 dol. (two hundred and twentyfive thousands dollars) per annum, in equal monthly instalments, the aggregate amount so paid, at the date of the award, to be taken into account by the arbitrators.

## VII

The award of the tribunal shall be rendered within a year from the date of the signature of the present protocol. It shall be in writing, and shall be final and conclusive.

## VIII

Reasonable compensation to the arbitrators for their services and all expenses incident to the arbitration, including the cost of such clerical aid as may be necessary, shall be paid by the Governments in equal moieties.

Done in quadruplicate, in English and Spanish, at San Domingo City,  
this 31th day of January, 1903.

(Seal) : JNO. FCO. SÁNCHEZ.

*Ministro de Relaciones Exteriores*

(Seal) : W. F. POWELL,

*Charge d'affaires.*

#### AGREEMENT TO THE NAMING OF ARBITRATORS

It is hereby agreed, on the part of the Dominican Government, through Juan Francisco Sanchez, secretary of state for foreign relations, and the chargé d'affaires of the United States of North America, in the person of W. F. Powell, each acting for his respective Government, agree that neither of the signatory parties to this protocol for international arbitration, to which has been referred certain disagreements existing between the Dominican Government on the one side, and the Santo Domingo Improvement Company on the other, shall name its arbitrator as stated in said protocol, until after a period of ninety (90) days from the date of signing the same, in order to allow the Dominican Government to come to an agreement with the Santo Domingo Improvement Company, and the date referred to in the appointment of the third arbitrator shall bear same as that expressed above.

To the above we agree, and with good faith to carry the same into effect, have hereunto affixed our names and attached thereto the seals of our respective offices.

Done this 31th day of January, 1903.

(Seal) : JNO. FCO. SÁNCHEZ

*Secretary of State for Foreign Relations  
of the Republic of San Domingo*

(Seal) : W. F. POWELL,

*Charge d'Affaires of the United  
States of North America.*

*Griffe de la Direction :*  
**LE DIRECTEUR,**

# TABLE DES MATIERES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

Du Tome 93 (N<sup>o</sup>s 1-2-3, 1904)

## 1803

|  | Pages |
|--|-------|
| Juin..... 26. <i>Mecklenburg, Suède et Norvège.</i> Cf. à la date du 20 juin 1903. |       |

## 1883

|   |  |
|---|--|
| Mars..... 20. <i>Convention pour la protection de la propriété industrielle.</i> — Adhésions. — V <sup>e</sup> 22 septembre 1904 ( <i>Cuba</i> ). |  |
|---|--|

## 1889

|  |  |
|--|--|
| Décembre... 27. <i>Belgique, Pays-Bas.</i> — Convention pour la communication réciproque de renseignements fournis par les recensements de la population. Dénonciation : voir 22 juillet 1904. |  |
|--|--|

## 1891

|   |  |
|---|--|
| Avril ..... 14. Arrangement international concernant la <i>répression des fausses indications de provenance</i> sur les marchandises. Arrangement de même date concernant l' <i>enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce</i> . — Adhésion de <i>Cuba</i> . V <sup>e</sup> 7 novembre 1904. |  |
| — 15. <i>Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.</i> Adhésion de <i>Cuba</i> . V <sup>e</sup> 22 septembre 1904.  |  |

## 1897

|  |  |
|--|--|
| Juin..... 15. Arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée. — Adhésion des Indes néerlandaises. Voir 25 octobre 1904. |  |
|--|--|

## 1899

|   |  |
|---|--|
| Juillet..... 29. <i>Actes de la Conférence de la Paix.</i> Adhésion de la <i>Chine</i> . V <sup>e</sup> 21 novembre 1904. |  |
|---|--|

## 1900

|  |  |
|--|--|
| Décembre... 14. <i>Union internationale pour la protection de la propriété industrielle.</i> — Acte additionnel. — Adhésion de <i>Cuba</i> . V <sup>e</sup> 22 septembre 1904. |  |
|--|--|

## 1901

|  |  |
|--|--|
| Décembre... 18/31. <i>Russie, Suède.</i> — Arrangement concernant les relations postales entre la Russie (y compris la Finlande) et la Suède... 40 |  |
|--|--|

## 1902

|   |  |
|---|--|
| Février-Décembre. <i>Affaires de Venezuela.</i> Livre bleu, Venezuela 1903. |  |
| — 11. <i>Cuba, Etats-Unis.</i> — Convention commerciale..... 8              |  |

## 1903

|                      | Pages   |
|----------------------|---|
|                      | <i>Nouvelle-Zélande.</i> — Cf. 7 mars 1904.   |
| <b>Janvier</b> ..... | 26. <i>Cuba, Etats-Unis.</i> — Convention additionnelle prorogeant les délais de ratification de la convention du 11 décembre 1902. 18      |
| <b>Février</b> ....  | 16/23. <i>Cuba, Etats-Unis.</i> — Convention relative à la prise à bail par les Etats-Unis de terrains situés à Cuba. 19                    |
| <b>Juin</b> .....    | 20. <i>Allemagne, Suède et Norvège.</i> — <i>Mecklenburg, Suède et Norvège.</i> — Convention additionnelle au traité du 26 juin 1803. 194   |
| <b>Juillet</b> ..... | 2. <i>Cuba, Etats-Unis.</i> — Convention relative aux conditions du bail des terrains concédés par la République de Cuba aux Etats-Unis. 22 |
| <b>Septembre</b> ..  | 14. <i>France, Honduras.</i> — Convention concernant l'échange des colis postaux, sans déclaration de valeur. 35                            |
| <b>Décembre</b> ...  | 27. <i>Etats-Unis, Ethiopie.</i> — Traité de commerce. 187  |

## 1904

|                      | Pages  |
|----------------------|--|
|                      | <i>Saint-Lucie.</i> — Infirm Paupers and Immigrants Regulation Ordinance, 1904, n° 6. 256  |
| <b>Janvier</b> ..... | 23. <i>Chili.</i> — Loi sur les droits de phares et balises. 253   |
| —                    | 31. <i>Etats-Unis, Saint-Domingue.</i> — Protocole. 393  |
| <b>Février-Août.</b> | <i>Grande-Bretagne, Russie.</i> — La question de la contrebande de guerre pendant le conflit russo-japonais. 199-208   |
| <b>Février</b> ..... | 1. <i>Etats-Unis.</i> — Extrait du rapport du Consul général Skinner sur sa mission en Ethiopie. 191   |
| —                    | 13. <i>France, Siam.</i> — Convention. 30  |
| <b>Mars</b> .....    | 1. <i>Etats-Unis.</i> — Rapport du secrétaire d'Etat au Président des Etats-Unis concernant le traité de commerce avec l'Ethiopie du 27 décembre 1903. 189             |
| —                    | 7. <i>Nouvelle-Zélande.</i> — Ratification de la loi de 1903 sur le commerce de cabotage. 116  |
| <b>Avril</b> .....   | 25. <i>Chili.</i> — Règlement pour la perception des droits de phares et balises établis par la loi n° 1638 du 23 janvier 1904. 254                                    |
| <b>Mai</b> .....     | 16. IV <sup>e</sup> Conférence de La Haye. — Procès-verbal n° 1. 41  |
| —                    | 17. IV <sup>e</sup> Conférence de La Haye. — Procès-verbal n° 2. 51  |
| —                    | 21. IV <sup>e</sup> Conférence de La Haye. — Procès-verbal n° 3. 55  |
| —                    | 30. IV <sup>e</sup> Conférence de La Haye. — Procès-verbal n° 4. 56  |
| —                    | Annexe. 221  |
| —                    | 31. IV <sup>e</sup> Conférence de la Haye. — Procès-verbal n° 5. 237   |
| <b>Juillet</b> ..... | 1. <i>Canada et Union douanière sud-africaine.</i> — Mise en vigueur des tarifs préférentiels. 114   |
| —                    | 11. <i>Italie.</i> — Loi sur la marine marchande. 255  |
| —                    | 13. <i>Italie, Suisse.</i> — Traité de commerce. 269   |
| —                    | 14. <i>Etats-Unis, Saint-Domingue.</i> — Décision arbitrale en vertu du protocole du 31 janvier 1903. 388  |
| —                    | 15/28. <i>Allemagne, Russie.</i> — Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation entre l'Allemagne et la Russie du 29 janvier (10 février) 1894. 141 |
| —                    | 22. <i>Belgique, Pays-Bas.</i> — Dénonciation de la convention du 27 décembre 1889. 5  |
| <b>Août</b> .....    | 13/30. <i>Grèce, Egypte.</i> — Dénonciation de la convention commerciale gréco-égyptienne. 27  |
| —                    | 22. <i>France, Panama.</i> — Convention concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur entre la France et le Panama. 6                              |
| <b>Septembre</b> ..  | 22. <i>Cuba.</i> — Adhésion à l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle. 154  |
| <b>Octobre</b> ....  | 1. <i>Canada.</i> — Entrée en vigueur des nouveaux règlements de douane sur les certificats et déclarations de facture. 209  |
| —                    | 21. (décembre 16). <i>Etats-Unis.</i> — Convocation d'une deuxième Conférence de la Paix. 39   |
| —                    | 25. <i>Indes néerlandaises.</i> — Adhésion à l'arrangement concernant l'échange des lettres et des boîtes avec valeur déclarée. 39                                     |
| <b>Novembre</b> ...  | 7. <i>Cuba.</i> — Adhésion aux arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises  |

1904 (Suite)

Pages

|              |  |     |
|--------------|--|-----|
|              | et l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce .....   |     |
| Novembre.... | 9. France, Suède et Norvège. — Déclaration en vue d'assurer la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants français et suédois .....  | 38  |
| —            | 15. Suisse. — Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les Etats confédérés concernant les pièces à l'appui des déclarations d'option des enfants de Français naturalisés suisses.....  | 117 |
| —            | 15. Belgique, Suisse. — Convention d'arbitrage .....   | 129 |
| —            | 21. Chine. — Adhésion à cinq actes de la Conférence de la Paix...  | 6   |
| —            | 21. France. — Décret portant règlement sur l'indigénat en Afrique occidentale française. ....  | 115 |
| —            | 21. Etats-Unis, Suisse. — Convention d'arbitrage.....  | 131 |
| —            | 22. Suisse. — Message du Conseil fédéral concernant le Traité de commerce conclu avec l'Italie le 13 juillet 1904 .....  | 316 |
| —            | 23. Italie, Suisse. — Convention d'arbitrage.....  | 132 |
| Décembre...  | 1. Suisse, Venezuela. — Circulaire de la Chancellerie fédérale concernant les papiers nécessaires pour débarquer au Venezuela.....   | 122 |
| —            | 3. Autriche-Hongrie, Suisse. — Convention d'arbitrage.....   | 133 |
| —            | 4. France. — Décret portant promulgation de la convention du 9 novembre 1904 avec les royaumes unis de Suède et de Norvège concernant la communication réciproque des actes intéressant l'état civil des ressortissants français et suédois. ....                              | 38  |
| —            | 9. Belgique, France. — Reconnaissance réciproque, dans les ports de Belgique et de France, des certificats de jaugeage délivrés dans les deux pays.....  | 5   |
| —            | 12. Espagne. — Ordre royal déclarant réservé au pavillon espagnol le cabotage entre les îles Canaries.....   | 115 |
| —            | 13. France. — Décret portant promulgation de la convention avec la République de Honduras concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur.....   | 35  |
| —            | 14. France. — Décret portant promulgation de la convention avec le gouvernement de Siam du 13 février 1904.....  | 30  |
| —            | 14. France, Suisse. — Convention d'arbitrage.....  | 134 |
| —            | 15. France. — Décret portant promulgation de la Convention avec la République de Panama concernant l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur .....  | 27  |
| —            | 17. Suède et Norvège, Suisse. — Convention d'arbitrage.....  | 135 |
| —            | 19. Suisse. — Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale à l'appui d'un projet d'arrêté portant ratification des traités d'arbitrage conclus avec la Belgique, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la France, la Suède et la Norvège..... | 123 |
| —            | 29. Russie. — V° 11 janvier 1905.  |     |

## 1905

|             |  |            |
|-------------|--|------------|
| Janvier.... | Commission internationale d'enquête (Commission de Hull) constituée par la déclaration Russo-Anglaise du 12/25 novembre 1904. Documents y relatifs (janvier 1905). |            |
| —           | — Exposé des faits présenté par l'Agent du Gouvernement impérial de Russie relativement à l'incident de la mer du Nord .....                                       | 97         |
| —           | — Exposé des faits présenté au nom du Gouvernement de Sa Majesté Britannique .....   | 99         |
| —           | — Règlement prévu par l'article 3 de la déclaration du 12/25 novembre 1904 .....   | 102        |
| —           | — Règlement de procédure : projet russe .....  | 107        |
| —           | — Règlement de procédure : projet anglais.....   | 111        |
| —           | 11. Russie. — Note au sujet de la neutralité chinoise.....   | 139 et 215 |
| —           | 13. Etats-Unis. — Dépêche circulaire concernant l'intégrité territoriale de la Chine.....  | 214        |
| —           | 14. Etats-Unis, Chine. — Instruction au chargé d'Affaires des Etats-Unis à Pékin (neutralité de la Chine) .....  | 218        |

| 1905 (Suite)             |  | Pages |
|--------------------------|--|-------|
| <b>Janvier . . . . .</b> |  |       |
| —                        | 17. <i>Etats-Unis, Russie.</i> — Le Secrétaire d'Etat à l'Ambassadeur de Russie (observation de la neutralité par la Chine).....   | 216   |
| —                        | 18. <i>Etats-Unis, Russie.</i> — L'Ambassadeur de Russie, au Secrétaire d'Etat (neutralité de la Chine).....   | 217   |
| —                        | 31. <i>Etats-Unis, Chine.</i> — Dépêche du Waiwu Pu (question de la neutralité de la Chine).....   | 219   |
| —                        | 23. <i>Etats-Unis, Russie.</i> — Le Secrétaire d'Etat à l'Ambassadeur de Russie (la neutralité de la Chine) .. .. .. .. ..   | 227   |
| <b>Février . . . . .</b> |  |       |
| —                        | <i>Grande-Bretagne, Russie.</i> — Livre bleu, Russie 1905, n° 2. — Correspondance diplomatique concernant l'incident de Hull (Cd. 2350).....   | 263   |
| —                        | 7. <i>Etats-Unis, Saint-Domingue.</i> — Protocole.....   | 377   |
| —                        | 7. <i>France.</i> — Décret portant promulgation de l'arrangement international ayant pour but d'assurer une protection efficace contre le trafic connu sous le nom de « traite des blanches », conclu à Paris, le 18 mai 1904, entre la France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède et la Norvège et la Suisse..... | 262   |
| —                        | 10. <i>Etats-Unis, Saint-Domingue.</i> — Rapport de M. J. B. Moore.....  | 379   |
| —                        | 15. <i>Etats-Unis, Saint-Domingue.</i> — Message du Président Roosevelt.   | 368   |

**ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES**

**1905**

*Tout exemplaire, sous peine de contrefaçon, devra être revêtu de la signature du Directeur*

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL  
DE DROIT INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE  
FONDÉ EN 1861

Publié par **M. Georges FARDIS**

AVEC LE CONCOURS ET LA COLLABORATION DE MM.

**Louis RENAULT**

Membre de l'Institut, Professeur à la Faculté de Droit de Paris,

AUTRAN, Avocat, Directeur de la *Revue Internationale du Droit Maritime*. — L. BEAUCHET, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy. — E. BOURGEOIS, Professeur à l'École Normale Supérieure et à l'École libre des Sciences Politiques. — T. CANONICO, Premier Président à la Cour de Cassation de Florence. Sénateur (Italie). — A. CHRÉTIEN, Professeur à la Faculté de Droit de Nancy. — F. DAGUIN, Avocat à la Cour de Paris, Secrétaire général de la Société de Législation comparée. — CH. DUPUIS, Professeur à l'École libre des Sciences Politiques — P. FIORE, Professeur à l'Université de Naples. — FROMAGEOT, Avocat à la Cour de Paris. — E. GLASSON, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris. — G. JELLINEK, Professeur à l'Université de Heidelberg. — J. JITTA, Professeur à l'Université d'Amsterdam. — LAVISSE, Membre de l'Académie française. — J. LEFORT, Avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, Directeur de la *Revue générale du Droit*. — FR. von LISZT, Professeur à l'Université de Berlin. — F. de MARTENS, Membre de l'Institut, Conseiller privé, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères de Russie. — A. MÉRIGNAC, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse. — ROUARD de CARD, Professeur à la Faculté de Droit de Toulouse. — A. SOREL, Membre de l'Académie française. — E. THALLER, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, Directeur des *Annales de Droit Commercial français, étranger et international*. — J. VALERY, Professeur à la Faculté de Droit de Montpellier. — WEISS, Professeur à la Faculté de Droit de Paris, etc., etc., etc.

Secrétaire de la Rédaction : **Jules LEFORT**

Avocat à la Cour de Paris.

Abonnement annuel : **FRANCE, 50 francs ; ÉTRANGER, 55 francs**

Prière d'adresser *franco* tout ce qui concerne la *rédaction* à M. Joseph LEFORT, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de Cassation, 54, rue Blanche, à Paris.

Les ouvrages dont deux exemplaires auront été déposés à la Direction, 6, cité Vanceau, à Paris, pourront faire l'objet d'un compte rendu.

PARIS

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1970

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden